Parlement européen
2024-2029

Commission spéciale sur le bouclier européen de la démocratie

2025/2069(INI)

12.2.2026

AMENDEMENTS
324 - 595

Projet de rapport
Tomas Tobé
(PE775.431v01-00)

Conclusions et recommandations de la commission spéciale sur le bouclier européen de la démocratie
(2025/2069(INI))

AM_Com_NonLegReport

Amendement 324
Sophie Wilmès, Sandro Gozi, Cynthia Ní Mhurchú, Helmut Brandstätter, Bart Groothuis

Proposition de résolution
Considérant V

Proposition de résolution	*Amendement*
V. considérant que la liberté et le pluralisme des médias, consacrés à l'article 11, paragraphe 2, de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, sont des pierres angulaires ***du mode de vie européen***; que le journalisme de qualité, indépendant sur le plan éditorial, ***est*** un puissant ***antidote aux*** activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger et ***à*** la désinformation;	V. considérant que la liberté et le pluralisme des médias, consacrés à l'article 11, paragraphe 2, de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, sont des pierres angulaires ***des sociétés démocratiques et résilientes***; que le journalisme de qualité, indépendant sur le plan éditorial ***et exercé conformément aux normes professionnelles les plus élevées en matière d'exactitude***, ***d'équité et d'intégrité, constitue*** un puissant ***rempart contre les*** activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger et la désinformation***, et un pilier essentiel pour une citoyenneté informée, critique et engagée, ainsi que pour le bon fonctionnement des sociétés démocratiques dans leur ensemble***;

Or. en

Amendement 325
Helmut Brandstätter, Cynthia Ní Mhurchú, Sandro Gozi, Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Considérant V

Proposition de résolution	*Amendement*
V. considérant que la liberté et le pluralisme des médias, consacrés à l'article 11, paragraphe 2, de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, sont des pierres angulaires du mode de vie européen; que le journalisme de qualité, indépendant sur le plan	V. considérant que la liberté et le pluralisme des médias ***factuels***, consacrés à l'article 11, paragraphe 2, de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, sont des pierres angulaires du mode de vie européen; que le journalisme de qualité, indépendant sur le plan

éditorial, est un puissant antidote aux activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger et à la désinformation;

éditorial, ***y compris par les médias et les journalistes en exil,*** est un puissant antidote aux activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger et à la désinformation; ***que les plateformes en ligne tirent profit des contenus médiatiques en monopolisant les flux de recettes publicitaires; qu'il est nécessaire de tirer parti de ces recettes pour maintenir des médias pluralistes et fondés sur des faits dans l'Union;***

Or. en

Amendement 326
Beata Szydło, Mariusz Kamiński

Proposition de résolution
Considérant V

Proposition de résolution	*Amendement*
V. considérant que la liberté et le pluralisme des médias, ***consacrés à*** l'article 11, paragraphe 2, de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, sont des pierres angulaires du ***mode de vie*** européen; que le journalisme de qualité, indépendant sur le plan éditorial, est un puissant antidote aux activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger et à la désinformation;	V. considérant que la liberté ***d'expression*** et le pluralisme des médias, ***comme le prévoit l'article 19 de la déclaration universelle des droits de l'homme, l'article 10 de la convention européenne des droits de l'homme et*** l'article 11, paragraphe 2, de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, sont des pierres angulaires du ***patrimoine commun*** européen ***et des droits de l'homme universels***; que le journalisme de qualité, indépendant sur le plan éditorial, est un puissant antidote aux activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger et à la désinformation;

Or. en

Amendement 327
Nathalie Loiseau, Sandro Gozi, Sophie Wilmès, Cynthia Ní Mhurchú, Bart Groothuis, Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Considérant V

Proposition de résolution	*Amendement*
V. considérant que la liberté et le pluralisme des médias, consacrés à l'article 11, paragraphe 2, de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, sont des pierres angulaires du mode de vie européen; que le journalisme de qualité, indépendant sur le plan éditorial, est un puissant antidote aux activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger et à la désinformation;	V. considérant que la liberté et le pluralisme des médias, consacrés à l'article 11, paragraphe 2, de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, sont des pierres angulaires du mode de vie européen; que le journalisme de qualité, indépendant sur le plan éditorial, est un puissant antidote aux activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger et à la désinformation; ***que la liberté et le pluralisme des médias ne peuvent être garantis qu'en rétablissant l'équilibre dans l'écosystème médiatique afin d'assurer un environnement journalistique prospère et diversifié;***

Or. en

Amendement 328
Kim Van Sparrentak
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Considérant V

Proposition de résolution	*Amendement*
V. considérant que la liberté et le pluralisme des médias, consacrés à l'article 11, paragraphe 2, de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, sont des pierres angulaires ***du mode de vie européen***; que le journalisme de qualité, indépendant sur le plan éditorial, est un puissant antidote aux activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger et à la désinformation;	V. considérant que la liberté et le pluralisme des médias, consacrés à l'article 11, paragraphe 2, de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, sont des pierres angulaires ***de la liberté d'expression***; que le journalisme de qualité, indépendant sur le plan éditorial, est un puissant antidote aux activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger et à la désinformation; ***que les médias de qualité rencontrent des difficultés financières en raison de la baisse des recettes publicitaires, ainsi que de***

l'affichage restreint de leur contenu sur les plateformes en ligne;

Or. en

Amendement 329
Ana Catarina Mendes, Kathleen Van Brempt, Sandro Ruotolo, Vasile Dîncu, Csaba Molnár, Juan Fernando López Aguilar, Pina Picierno, Christel Schaldemose

Proposition de résolution
Considérant V

Proposition de résolution	*Amendement*
V. considérant que la liberté et le pluralisme des médias, consacrés à l'article 11, paragraphe 2, de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, sont des pierres angulaires ***du mode de vie européen***; que le journalisme de qualité, indépendant sur le plan éditorial, ***est un*** puissant antidote aux activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger et à la désinformation;	V. considérant que la liberté et le pluralisme des médias, consacrés à l'article 11, paragraphe 2, de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, sont des pierres angulaires ***de nos sociétés démocratiques et résilientes***; que le journalisme de qualité, indépendant sur le plan éditorial, ***bien financé et commercialement viable peut également jouer un rôle important en tant que*** puissant antidote aux activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger et à la désinformation ***et en tant qu'outil nécessaire à la prise de décision éclairée***;

Or. en

Amendement 330
Christine Anderson, Petar Volgin

Proposition de résolution
Considérant V

Proposition de résolution	*Amendement*
V. considérant que la liberté et le pluralisme des médias, consacrés à l'article 11, paragraphe 2, de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, sont des pierres angulaires du	V. considérant que la liberté et le pluralisme des médias, consacrés à l'article 11, paragraphe 2, de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, sont des pierres angulaires du

mode de vie européen; que le journalisme ***de qualité,*** indépendant sur le plan éditorial**,** est un puissant antidote aux activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger et à la désinformation;	mode de vie européen; que le journalisme indépendant sur le plan éditorial est un puissant antidote aux activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger et à la désinformation; ***que les subventions et les financements créent un risque de dépendance et constituent une menace potentielle pour l'indépendance éditoriale;***

Or. en

Amendement 331
Danilo Della Valle, Jonas Sjöstedt, Konstantinos Arvanitis, Li Andersson

Proposition de résolution
Considérant V

Proposition de résolution	*Amendement*
V. considérant que la liberté et le pluralisme des médias, consacrés à l'article 11, paragraphe 2, de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, sont des pierres angulaires ***du mode de vie européen***; que le journalisme de qualité, indépendant sur le plan éditorial, est un puissant antidote aux activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger et à la désinformation;	V. considérant que la liberté et le pluralisme des médias, consacrés à l'article 11, paragraphe 2, de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, sont des pierres angulaires ***des sociétés démocratiques***; que le journalisme de qualité, indépendant sur le plan éditorial, est un puissant antidote aux activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger et à la désinformation;

Or. en

Amendement 332
Danilo Della Valle

Proposition de résolution
Considérant V bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	V bis. considérant que NewsGuard, un acteur privé états-unien qui attribue des

«notes de confiance» aux médias d'information, est de plus en plus intégré dans les instruments et les politiques de l'Union, ce qui pourrait avoir de graves répercussions sur le pluralisme des médias, la liberté de la presse et la liberté d'expression; que ces évaluations couvrent la grande majorité du trafic d'informations en ligne en France, en Allemagne, en Italie et dans d'autres pays, positionnant ainsi NewsGuard comme une infrastructure de «confiance» de facto pour les plateformes en ligne, les institutions publiques et les annonceurs; que NewsGuard collabore avec des entités liées à la Commission européenne, telles que le Centre commun de recherche, et que ses évaluations sont proposées aux navigateurs, moteurs de recherche, plateformes et projets liés au code européen de bonnes pratiques contre la désinformation, devenant ainsi un élément de l'ensemble informel d'instruments réglementaires de l'Union dans le domaine de l'information; que les pratiques des acteurs privés qui surveillent, évaluent ou classifient les médias d'information et les informations en ligne ont suscité des inquiétudes quant à la transparence, la responsabilité et la possibilité d'influencer la perception du public et de façonner le discours, influant ainsi sur le pluralisme des médias, le débat public, le traitement équitable des différentes sources d'information et l'indépendance éditoriale;

Or. en

Amendement 333
Ana Catarina Mendes, Kathleen Van Brempt, Sandro Ruotolo, Vasile Dîncu, Csaba Molnár, Juan Fernando López Aguilar, Pina Picierno, Christel Schaldemose

Proposition de résolution
Considérant V bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	V bis. considérant que le secteur des médias d'information est confronté à des défis sans précédent découlant de la domination des plateformes en ligne mondiales et des systèmes d'IA, qui agissent en tant que contrôleurs d'accès aux contenus médiatiques, sont utilisés pour diffuser de la désinformation et saper la confiance du public dans les institutions, détournent les recettes publicitaires et violent les protections du droit d'auteur, compromettant ainsi la durabilité du secteur des médias;

Or. en

Amendement 334
Jaroslav Bžoch, Marieke Ehlers, António Tânger Corrêa, Virginie Joron, Fabrice Leggeri, Fidias Panayiotou

Proposition de résolution
Considérant V bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	V bis. considérant que la liberté d'expression et d'information et la liberté de recevoir ou de communiquer des informations ou des idées sans qu'il puisse y avoir ingérence de la part d'autorités publiques et sans considération de frontière sont des pierres angulaires du système démocratique européen, comme le prévoit l'article 11, paragraphe 1, de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne;

Or. en

Amendement 335
Nathalie Loiseau, Sandro Gozi, Sophie Wilmès, Cynthia Ní Mhurchú, Bart Groothuis, Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Considérant V bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	V bis. considérant que le journalisme est défini principalement par des méthodes transparentes, vérifiables et éthiques, y compris la vérification des faits, la responsabilité relative aux sources, l'indépendance éditoriale et les normes professionnelles, qui le distinguent clairement de la propagande, des opérations d'influence ou de la communication parrainée par l'État;

Or. en

Amendement 336
Csaba Dömötör, Ernő Schaller-Baross, Virginie Joron, António Tânger Corrêa

Proposition de résolution
Considérant V bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	V bis. considérant que les pratiques de financement de la Commission favorisent presque exclusivement les médias libéraux et de gauche, ce qui crée un déséquilibre politique et fausse le paysage médiatique de l'Union, en appliquant effectivement une interdiction de facto des critiques à l'égard des institutions de l'Union et de ses décisions;

Or. en

Amendement 337
Helmut Brandstätter, Cynthia Ní Mhurchú, Sandro Gozi, Sophie Wilmès, Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Considérant V bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	V bis. considérant que le règlement européen sur la liberté des médias constitue une étape importante dans la promotion d'un paysage médiatique indépendant et pluraliste dans l'ensemble de l'Europe, notamment en introduisant des garanties essentielles pour la gouvernance et le financement des médias de service public;

Or. en

Amendement 338
Stefano Cavedagna

Proposition de résolution
Considérant V bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	V bis. considérant que les organismes publics de radiodiffusion doivent rester neutres et ne pas être exploités à des fins qui nuisent au pluralisme ou à la qualité du débat public;

Or. en

Amendement 339
Danilo Della Valle

Proposition de résolution
Considérant V ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	V ter. considérant que l'Union alloue près de 80 millions d'euros par an à des projets liés aux médias, dont environ 40 millions d'euros versés depuis 2017 dans le cadre des mesures d'information pour la politique de cohésion de l'Union pour soutenir les campagnes en faveur de

la politique de cohésion mises en œuvre par les radiodiffuseurs publics et les agences de presse telles que l'ANSA et l'EFE, et 27 millions d'euros à l'Observatoire européen des médias numériques (EDMO) pour financer des réseaux de lutte contre la désinformation qui coïncident avec des partenariats médiatiques pro-européens;

Or. en

Amendement 340
Helmut Brandstätter, Cynthia Ní Mhurchú, Sandro Gozi, Petras Auštrevičius, Bart Groothuis

Proposition de résolution
Considérant V ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	V ter. considérant que les médias audiovisuels basés dans l'Union sont soumis à des exigences plus strictes que ceux accessibles au public européen depuis un pays tiers par d'autres moyens de distribution (numériques ou par satellite), ce qui a permis aux médias audiovisuels sous le contrôle éditorial de gouvernements étrangers, à savoir les «médias d'État», de diffuser légalement leur contenu avec très peu de contrôle ou d'obligations en matière de responsabilité;

Or. en

Amendement 341
Nathalie Loiseau, Sandro Gozi, Sophie Wilmès, Cynthia Ní Mhurchú, Bart Groothuis, Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Considérant V ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	V ter. considérant que les médias remplissent une fonction démocratique distincte de celle des entités commerciales ordinaires; que des garanties solides sont nécessaires pour protéger l'indépendance éditoriale, en particulier en cas de concentration de la propriété, de rachats ou de changements de direction; que les journalistes et les équipes éditoriales peuvent être exposés à des pressions, à des ingérences ou à l'érosion des chartes éditoriales à la suite d'acquisitions;

Or. en

Amendement 342
Sophie Wilmès, Sandro Gozi, Cynthia Ní Mhurchú, Helmut Brandstätter, Bart Groothuis

Proposition de résolution
Considérant W

Proposition de résolution	*Amendement*
W. considérant qu'en vertu du règlement sur les marchés numériques, les développeurs d'applications qui distribuent leurs applications par l'intermédiaire de boutiques d'applications devraient pouvoir informer gratuitement les clients sur d'autres offres en dehors des boutiques d'applications; que la Commission a ouvert une enquête sur une possible violation du règlement sur les marchés numériques par Google, qui déclasserait le contenu des éditeurs de médias dans les résultats de recherche; que la Commission a lancé son premier réexamen du règlement sur les marchés numériques le 3 juillet 2025;	W. considérant ***que le règlement sur les marchés numériques constitue un outil réglementaire essentiel pour garantir des marchés numériques équitables et préserver le pluralisme des médias; que des difficultés persistent en ce qui concerne la mise en œuvre du règlement sur les marchés numériques; que la Commission européenne procède actuellement à la révision du règlement sur les marchés numériques;*** qu'en vertu du règlement sur les marchés numériques, les développeurs d'applications qui distribuent leurs applications par l'intermédiaire de boutiques d'applications devraient pouvoir informer gratuitement les clients sur d'autres offres en dehors des boutiques d'applications; que la Commission a ouvert une enquête sur une possible violation du règlement sur les marchés numériques par Google, qui

déclasserait le contenu des éditeurs de médias dans les résultats de recherche; que la Commission a lancé son premier réexamen du règlement sur les marchés numériques le 3 juillet 2025;

Or. en

Amendement 343
Nathalie Loiseau, Sandro Gozi, Sophie Wilmès, Cynthia Ní Mhurchú, Bart Groothuis, Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Considérant W

Proposition de résolution	*Amendement*
W. considérant qu'en vertu du règlement sur les marchés numériques, les développeurs d'applications qui distribuent leurs applications par l'intermédiaire de boutiques d'applications devraient pouvoir informer gratuitement les clients sur d'autres offres en dehors des boutiques d'applications; que la Commission a ouvert une enquête sur une possible violation du règlement sur les marchés numériques par Google, qui déclasserait le contenu des éditeurs de médias dans les résultats de recherche; que la Commission a lancé son premier réexamen du règlement sur les marchés numériques le 3 juillet 2025;	W. considérant qu'en vertu du règlement sur les marchés numériques, les développeurs d'applications qui distribuent leurs applications par l'intermédiaire de boutiques d'applications devraient pouvoir informer gratuitement les clients sur d'autres offres en dehors des boutiques d'applications; que la Commission a ouvert une enquête sur une possible violation du règlement sur les marchés numériques par Google, qui déclasserait le contenu des éditeurs de médias dans les résultats de recherche; que la Commission a lancé son premier réexamen du règlement sur les marchés numériques le 3 juillet 2025; ***que la rubrique «Aperçu IA» des résultats de recherche Google soulève la question de la protection des droits d'auteur de tout site internet utilisé comme source, ainsi que celle de savoir si Google peut être considéré comme un créateur de contenu;***

Or. en

Amendement 344
Jaroslav Bžoch, Marieke Ehlers, Fabrice Leggeri

Proposition de résolution

Considérant W

Proposition de résolution	*Amendement*
W. considérant qu'en vertu du règlement sur les marchés numériques, les développeurs d'applications qui distribuent leurs applications par l'intermédiaire de boutiques d'applications devraient pouvoir informer gratuitement les clients sur d'autres offres en dehors des boutiques d'applications; que la Commission a ouvert une enquête sur une possible violation du règlement sur les marchés numériques par Google, qui déclasserait le contenu des éditeurs de médias dans les résultats de recherche; que la Commission a lancé son premier réexamen du règlement sur les marchés numériques le 3 juillet 2025;	W. considérant qu'en vertu du règlement sur les marchés numériques, les développeurs d'applications qui distribuent leurs applications par l'intermédiaire de boutiques d'applications devraient pouvoir***, sans y être obligés,*** informer gratuitement les clients sur d'autres offres en dehors des boutiques d'applications; que la Commission a ouvert une enquête sur une possible violation du règlement sur les marchés numériques par Google, qui déclasserait le contenu des éditeurs de médias dans les résultats de recherche; que la Commission a lancé son premier réexamen du règlement sur les marchés numériques le 3 juillet 2025;

Or. en

Amendement 345
Ana Catarina Mendes, Kathleen Van Brempt, Sandro Ruotolo, Vasile Dîncu, Csaba Molnár, Juan Fernando López Aguilar, Pina Picierno, Christel Schaldemose

Proposition de résolution
Considérant X

Proposition de résolution	*Amendement*
X. considérant que la directive «Services de médias audiovisuels» impose aux États membres de prendre des mesures pour développer les compétences en matière d'éducation aux médias et de rendre compte tous les trois ans des mesures prises;	X. considérant que la directive «Services de médias audiovisuels» ***réglemente les services de médias audiovisuels, garantissant ainsi la protection des consommateurs et réalisant d'autres objectifs d'intérêt public sur le marché des médias audiovisuels; que la directive «Services de médias audiovisuels» permet également aux États membres de prendre des mesures pour garantir la visibilité appropriée des services de médias audiovisuels d'intérêt général, en vue d'améliorer l'accès des citoyens à des informations fiables, à des contenus d'éducation aux médias et à des***

programmes pertinents sur le plan culturel, et impose aux États membres de prendre des mesures pour développer les compétences en matière d'éducation aux médias et de rendre compte tous les trois ans des mesures prises;

Or. en

Amendement 346
Sophie Wilmès, Sandro Gozi, Cynthia Ní Mhurchú, Helmut Brandstätter, Bart Groothuis

Proposition de résolution
Considérant X

Proposition de résolution	*Amendement*
X. considérant que la directive «Services de médias audiovisuels» impose aux États membres de prendre des mesures pour développer les compétences en matière d'éducation aux médias et de rendre compte tous les trois ans des mesures prises;	X. considérant que la directive «Services de médias audiovisuels» impose aux États membres de prendre des mesures pour développer les compétences en matière d'éducation aux médias et de rendre compte tous les trois ans des mesures prises; ***que la Commission européenne évalue actuellement la directive «Services de médias audiovisuels» et a lancé un appel à contributions en novembre 2025 en vue de préparer la nouvelle évaluation prévue pour 2026;***

Or. en

Amendement 347
Sophie Wilmès, Sandro Gozi, Cynthia Ní Mhurchú, Helmut Brandstätter, Bart Groothuis

Proposition de résolution
Considérant X bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	X bis. considérant que le règlement européen sur la liberté des médias

constitue une étape importante dans la promotion d'un paysage médiatique indépendant et pluraliste dans l'ensemble de l'Europe, notamment en introduisant des garanties essentielles pour la gouvernance et le financement des médias de service public; que, malgré son application officielle à compter du 8 août 2025, les États membres en sont encore à des stades différents de mise en œuvre et que les défis liés à la liberté et à l'indépendance des médias persistent au sein de l'Union;

Or. en

Amendement 348
Beata Szydło, Mariusz Kamiński

Proposition de résolution
Considérant Y bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	Y bis. considérant qu'en 2023, quelques jours seulement après le changement de gouvernement, une situation sans précédent et scandaleuse s'est produite en Pologne, avec la suspension des signaux de télévision et de radio et la prise de contrôle forcée des médias publics, en violation de la loi, y compris le licenciement de journalistes, ce qui a été tacitement accepté par les institutions de l'Union, révélant ainsi le cynisme et l'hypocrisie dans l'application des normes déclarées en matière de liberté des médias et d'état de droit;

Or. en

Amendement 349
Ana Catarina Mendes, Kathleen Van Brempt, Sandro Ruotolo, Vasile Dîncu, Csaba Molnár, Juan Fernando López Aguilar, Pina Picierno, Christel Schaldemose

Proposition de résolution
Considérant Y bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	Y bis. considérant que le Parlement européen a organisé une audition sur la répression transnationale, au cours de laquelle des preuves d'intimidation, de surveillance et de harcèlement systématiques de la part d'autorités de pays tiers, y compris d'acteurs liés à la Turquie, ciblant les journalistes, les défenseurs des droits de l'homme, les opposants politiques et les membres des communautés de la diaspora résidant au sein de l'Union, ont été présentées; que ces pratiques constituent une grave menace pour les droits fondamentaux, les libertés démocratiques et l'état de droit au sein de l'Union;

Or. en

Amendement 350
Petras Auštrevičius, Dainius Žalimas, Sandro Gozi, Cynthia Ní Mhurchú, Bart Groothuis, Helmut Brandstätter

Proposition de résolution
Considérant Y bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	Y bis. considérant que les fournisseurs de médias de service public jouent un rôle essentiel pour garantir l'accès à des informations impartiales, préserver le pluralisme, contrôler les personnes au pouvoir, demander des comptes aux autorités publiques, lutter contre la désinformation et permettre une participation démocratique éclairée; que ces fonctions ne peuvent être effectivement remplies que si l'indépendance institutionnelle et éditoriale du radiodiffuseur de service public est pleinement garantie;

Or. en

Amendement 351
Petras Auštrevičius, Dainius Žalimas, Sandro Gozi, Cynthia Ní Mhurchú, Bart Groothuis, Helmut Brandstätter

Proposition de résolution
Considérant Y ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	Y ter. considérant que ce qui s'est passé dans plusieurs États membres et dans le monde montre que les tentatives de prise de contrôle des médias de service public peuvent constituer un premier pas vers un recul démocratique plus général;

Or. en

Amendement 352
Nathalie Loiseau, Sandro Gozi, Cynthia Ní Mhurchú, Bart Groothuis, Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Considérant Z bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	Z bis. considérant que la réforme de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) a entraîné des coupes budgétaires drastiques dans l'ensemble du réseau des médias, des vérificateurs de faits et des organisations de la société civile, conduisant à leur dissolution; que cela s'inscrit dans le sillage de la nouvelle politique étrangère transactionnelle des États-Unis; que l'Europe est aujourd'hui confrontée aux conséquences de l'externalisation d'une partie de sa viabilité démocratique à des partenaires internationaux et à ses voisins; que l'Union s'est mobilisée pour combler

certaines des lacunes causées par la fin de l'USAID; qu'il est toutefois nécessaire de hiérarchiser les aides et de se concentrer sur celles qui ont le plus d'incidence sur la population; que le financement doit également inclure ce que l'on appelle le financement de base afin de garantir les exigences minimales de fonctionnement;

Or. en

Amendement 353
Jaroslav Bžoch, Marieke Ehlers, António Tânger Corrêa, Virginie Joron, Fabrice Leggeri, Fidias Panayiotou

Proposition de résolution
Considérant AA

Proposition de résolution	*Amendement*
AA. considérant que les travaux de Radio Free Europe/Radio Liberty présentent un intérêt stratégique pour l'Union; que l'Union a approuvé un financement d'urgence de 5,5 millions d'euros pour ces travaux, à la suite de la réforme de la politique d'aide étrangère des États-Unis; qu'il convient de mettre au point une solution de financement durable pour Radio Free Europe/Radio Liberty;	***supprimé***

Or. en

Amendement 354
Petar Volgin, Christine Anderson

Proposition de résolution
Considérant AA

Proposition de résolution	*Amendement*
AA. considérant ***que les travaux de Radio Free Europe/Radio Liberty présentent un intérêt stratégique pour***	AA. considérant que l'Union a approuvé un financement d'urgence de 5,5 millions d'euros ***en faveur de*** Radio Free

l'Union; que l'Union a approuvé un financement d'urgence de 5,5 millions d'euros ***pour ces travaux, à la suite de la réforme de la politique d'aide étrangère des États-Unis; qu'il convient de mettre au point une solution de financement durable pour*** Radio Free Europe/Radio Liberty***;***

Europe/Radio Liberty ***(RFE/RL)***;

Or. en

Amendement 355
Beata Szydło, Mariusz Kamiński

Proposition de résolution
Considérant AA

Proposition de résolution	*Amendement*
AA. considérant que les travaux de Radio Free Europe/Radio Liberty présentent un intérêt stratégique pour l'Union; que l'Union a approuvé un financement d'urgence de 5,5 millions d'euros pour ces travaux, à la suite de la réforme de la politique d'aide étrangère des États-Unis; qu'il convient de mettre au point une solution de financement durable pour Radio Free Europe/Radio Liberty;	AA. considérant que les travaux de Radio Free Europe/Radio Liberty présentent un intérêt stratégique pour l'Union; que l'Union a approuvé un financement d'urgence de 5,5 millions d'euros pour ces travaux, à la suite de la réforme de la politique d'aide étrangère des États-Unis; qu'il convient de mettre au point une solution de financement durable pour Radio Free Europe/Radio Liberty ***ainsi que pour d'autres médias essentiels au renforcement de la souveraineté et des aspirations démocratiques dans les pays voisins, tels que Belsat TV, Radio Racja et Charter 97***;

Or. en

Amendement 356
Nathalie Loiseau, Sandro Gozi, Cynthia Ní Mhurchú, Bart Groothuis, Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Considérant AA

Proposition de résolution	*Amendement*
AA. considérant que les travaux de Radio Free Europe/Radio Liberty présentent un intérêt stratégique pour l'Union; que l'Union a approuvé un financement d'urgence de 5,5 millions d'euros pour ces travaux, à la suite de la réforme de la politique d'aide étrangère des États-Unis; qu'il convient de mettre au point une solution de financement durable pour Radio Free Europe/Radio Liberty;	AA. considérant que les travaux de Radio Free Europe/Radio Liberty présentent un intérêt stratégique pour l'Union; que l'Union a approuvé un financement d'urgence de 5,5 millions d'euros pour ces travaux, à la suite de la réforme de la politique d'aide étrangère des États-Unis; qu'il convient de mettre au point une solution de financement durable pour Radio Free Europe/Radio Liberty; ***que Radio Free Europe/Radio Liberty se distinguait par l'étendue de sa couverture linguistique;***

Or. en

Amendement 357
Nathalie Loiseau, Sandro Gozi, Sophie Wilmès, Cynthia Ní Mhurchú, Bart Groothuis, Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Considérant AB

Proposition de résolution	*Amendement*
AB. considérant que les nouvelles technologies, telles que l'IA, peuvent améliorer les conditions et les méthodes de travail des journalistes, mais peuvent également exposer ces derniers à de nouvelles menaces, telles que l'usurpation rapide et peu coûteuse de l'identité des médias existants, la création massive de médias de désinformation et les attaques coordonnées contre les journalistes;	AB. considérant que les nouvelles technologies, telles que l'IA, peuvent améliorer les conditions et les méthodes de travail des journalistes, mais peuvent également exposer ces derniers à de nouvelles menaces, telles que l'usurpation rapide et peu coûteuse de l'identité des médias existants, la création massive de médias de désinformation et les attaques coordonnées contre les journalistes; ***que ce qui est interdit hors ligne devrait également être interdit en ligne; que toute usurpation d'identité de médias existants équivaut à une usurpation d'identité et doit être traitée comme telle par les autorités judiciaires;***

Or. en

Amendement 358
Helmut Brandstätter, Cynthia Ní Mhurchú, Sandro Gozi, Sophie Wilmès, Petras Auštrevičius, Bart Groothuis

Proposition de résolution
Considérant AB

Proposition de résolution	*Amendement*
AB. considérant que les nouvelles technologies, telles que l'IA, peuvent améliorer les conditions et les méthodes de travail des journalistes, mais peuvent également exposer ces derniers à de nouvelles menaces, telles que l'usurpation rapide et peu coûteuse de l'identité des médias existants, la création massive de médias de désinformation et les attaques coordonnées contre les journalistes;	AB. considérant que les nouvelles technologies, telles que l'IA, peuvent améliorer les conditions et les méthodes de travail des journalistes, mais peuvent également exposer ces derniers à de nouvelles menaces, telles que l'usurpation rapide et peu coûteuse de l'identité des médias existants ***(campagnes «doppelgänger»)***, la création massive de médias de désinformation et les attaques coordonnées contre les journalistes; ***que les campagnes de désinformation de type «doppelgänger» usurpent l'identité et exploitent la propriété intellectuelle, la crédibilité et la notoriété des médias existants;***

Or. en

Amendement 359
Konstantinos Arvanitis, Danilo Della Valle, Jonas Sjöstedt, Li Andersson

Proposition de résolution
Considérant AB

Proposition de résolution	*Amendement*
AB. considérant que les nouvelles technologies, telles que l'IA, peuvent améliorer les conditions et les méthodes de travail des journalistes, mais peuvent également exposer ces derniers à de nouvelles menaces, telles que l'usurpation rapide et peu coûteuse de l'identité des médias existants, la création massive de médias de désinformation et les attaques coordonnées contre les journalistes;	AB. considérant que les nouvelles technologies, telles que l'IA, peuvent améliorer les conditions et les méthodes de travail des journalistes, mais peuvent également exposer ces derniers à de nouvelles menaces, telles que l'usurpation rapide et peu coûteuse de l'identité des médias existants, la création massive de médias de désinformation et les attaques coordonnées contre les journalistes; ***que la profession de journaliste est***

particulièrement vulnérable au risque d'être la cible d'opérations de surveillance, tant étrangères que nationales;

Or. en

Amendement 360
Kim Van Sparrentak
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Considérant AB

Proposition de résolution	*Amendement*
AB. considérant que les nouvelles technologies, telles que l'IA, peuvent améliorer les conditions et les méthodes de travail des journalistes, mais peuvent également exposer ces derniers à de nouvelles menaces, telles que l'usurpation rapide et peu coûteuse de l'identité des médias existants, la création massive de médias de désinformation et les attaques coordonnées contre les journalistes;	AB. considérant que les nouvelles technologies, telles que l'IA, peuvent améliorer les conditions et les méthodes de travail des journalistes, mais peuvent également exposer ces derniers à de nouvelles menaces, telles que l'usurpation rapide et peu coûteuse de l'identité des médias existants, la création massive de médias de désinformation et les attaques coordonnées contre les journalistes; ***qu'il convient de déterminer si les résumés générés par l'IA contenant des contenus journalistiques sont conformes au droit de l'Union;***

Or. en

Amendement 361
Beata Szydło, Mariusz Kamiński

Proposition de résolution
Considérant AB

Proposition de résolution	*Amendement*
AB. considérant que les nouvelles technologies, telles que l'IA, peuvent améliorer les conditions et les méthodes de travail des journalistes, mais peuvent	AB. considérant que les nouvelles technologies, telles que l'IA, peuvent améliorer les conditions et les méthodes de travail des journalistes, mais peuvent

également exposer ces derniers à de nouvelles menaces, telles que l'usurpation rapide et peu coûteuse de l'identité des médias existants, la création massive de médias de désinformation et les attaques coordonnées contre les journalistes;

également exposer ces derniers à de nouvelles menaces, telles que l'usurpation rapide et peu coûteuse de l'identité des médias ***crédibles*** existants, la création massive de médias de désinformation et les attaques coordonnées contre les journalistes;

Or. en

Amendement 362
Helmut Brandstätter, Cynthia Ní Mhurchú, Sandro Gozi, Sophie Wilmès, Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Considérant AB bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	AB bis. considérant que l'évolution des services de monétisation des plateformes a conduit les éditeurs et les créateurs de contenu à être privés de la propriété et du contrôle de l'inventaire publicitaire associé à leur contenu; que des conditions de monétisation injustes des plateformes peuvent permettre la vente de publicité sur ces contenus sans le consentement des créateurs et sans rémunération équitable, ce qui nuit à la prévisibilité des revenus et à la viabilité des médias indépendants et d'intérêt public ainsi que des créateurs de contenus authentiques, tout en exposant ces derniers au risque de voir apparaître à côté de leurs contenus des publicités qui ne correspondent pas à leurs valeurs ou qui pourraient nuire à leur crédibilité par association;

Or. en

Amendement 363
Petar Volgin

Proposition de résolution
Considérant AC

Proposition de résolution	*Amendement*
AC. considérant que la guerre d'agression menée actuellement par la Russie contre l'Ukraine illustre le rôle vital que joue la société civile lorsque des communautés se trouvent dans des situations de crise, en particulier lorsqu'il s'agit de fournir une aide humanitaire, de satisfaire des besoins fondamentaux et de permettre aux populations touchées de continuer à vivre au quotidien;	***supprimé***

Or. en

Amendement 364
Beata Szydło, Mariusz Kamiński

Proposition de résolution
Considérant AC

Proposition de résolution	*Amendement*
AC. considérant que la guerre d'agression menée actuellement par la Russie contre l'Ukraine illustre le rôle vital que joue la société civile lorsque des communautés se trouvent dans des situations de crise, en particulier lorsqu'il s'agit de fournir une aide humanitaire, de satisfaire des besoins fondamentaux et de permettre aux populations touchées de continuer à vivre au quotidien;	AC. considérant que la guerre d'agression menée actuellement par la Russie contre l'Ukraine illustre le rôle vital que joue la société civile lorsque des communautés se trouvent dans des situations de crise, en particulier ***en ce qui concerne une réponse appropriée aux menaces, y compris celles liées au sabotage et à l'espionnage, et*** lorsqu'il s'agit de fournir une aide humanitaire, de satisfaire des besoins fondamentaux et de permettre aux populations touchées de continuer à vivre au quotidien;

Or. en

Amendement 365
Christine Anderson, Petar Volgin

Proposition de résolution
Considérant AC bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	AC bis. considérant que des documents relatifs au contrôle public ont soulevé des inquiétudes quant au fait que certains cadres d'orientation en matière de lutte contre le terrorisme et de «contenu ambigu» soutenus par l'Union ont traité de larges catégories de discours politiques légitimes, notamment la «rhétorique populiste», les contenus «antigouvernementaux/anti-UE», la «satire politique» et la «sous-culture des mèmes» comme des catégories suspectes devant faire l'objet d'un déclassement ou de restrictions, ce qui risque de confondre la contestation démocratique légitime avec des menaces pour la sécurité et de porter atteinte aux protections prévues à l'article 11 de la charte;

Or. en

Amendement 366
Helmut Brandstätter, Cynthia Ní Mhurchú, Sandro Gozi, Sophie Wilmès, Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Considérant AC bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	AC bis. considérant que les autorités locales jouent un rôle essentiel dans l'élaboration des politiques et la prestation des services sociaux et communautaires, dans la sensibilisation aux principaux défis sociétaux, dans la détection des ingérences malveillantes dans les communautés sous tension et dans le renforcement de la résilience sociétale;

Or. en

Amendement 367
Kim Van Sparrentak
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Considérant AC bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	AC bis. considérant que les attaques en cours de l'administration Trump contre la société civile et les fonctionnaires chargés de faire appliquer le règlement sur les services numériques menacent le cœur de l'intégrité démocratique et de l'autonomie réglementaire de l'Union;

Or. en

Amendement 368
Jaroslav Bžoch, Marieke Ehlers, Virginie Joron

Proposition de résolution
Considérant AD

Proposition de résolution	*Amendement*
AD. considérant que la société civile joue également un rôle essentiel en contribuant à l'élaboration des politiques, en fournissant des services sociaux et communautaires, en informant sur des questions sociales importantes, en représentant divers groupes en situation de vulnérabilité et en promouvant et protégeant les droits fondamentaux des citoyens;	AD. considérant que la société civile joue également un rôle essentiel en contribuant à l'élaboration des politiques, en fournissant des services sociaux et communautaires, en informant sur des questions sociales importantes, en représentant divers groupes en situation de vulnérabilité et en promouvant et protégeant les droits fondamentaux des citoyens; ***qu'il existe une frontière ténue entre les activités d'intérêt public menées par les organisations de la société civile et les activités visant à manipuler l'opinion publique et les élections afin d'influencer les élections et le climat sociopolitique dans la société, notamment par la diffusion de désinformation, l'exploitation***

de la panique collective et de la contagion sociale, ainsi que la manipulation psychologique; que certaines organisations de la société civile se concentrent spécifiquement sur l'influence exercée sur les élections et le climat politique dans la société et peuvent être largement financées directement ou au moyen d'une chaîne d'entités, souvent originaires de pays tiers;

Or. en

Amendement 369
Beata Szydło, Mariusz Kamiński

Proposition de résolution
Considérant AD

Proposition de résolution	*Amendement*
AD. considérant que la société civile joue également un rôle essentiel en contribuant à l'élaboration des politiques, en fournissant des services sociaux et communautaires, en informant sur des questions sociales importantes, en représentant divers groupes en situation de vulnérabilité et en promouvant et protégeant les droits fondamentaux des citoyens;	AD. considérant que la société civile joue également un rôle essentiel en contribuant à l'élaboration des politiques ***et aux actions patriotiques***, en fournissant des services sociaux et communautaires, en informant sur des questions sociales importantes, ***en renforçant la résilience, ce qui devrait se traduire par la volonté des citoyens de servir et de s'engager, sous diverses formes, en faveur de la sécurité de l'État,*** en représentant divers groupes en situation de vulnérabilité et en promouvant et protégeant les droits fondamentaux des citoyens;

Or. en

Amendement 370
Ana Catarina Mendes, Kathleen Van Brempt, Sandro Ruotolo, Vasile Dîncu, Csaba Molnár, Juan Fernando López Aguilar, Pina Picierno, Birgit Sippel, Christel Schaldemose

Proposition de résolution
Considérant AD

Proposition de résolution	*Amendement*
AD. considérant que la société civile joue également un rôle essentiel en contribuant à l'élaboration des politiques, en fournissant des services sociaux et communautaires, en informant sur des questions sociales importantes, en représentant divers groupes en situation de vulnérabilité et en promouvant et protégeant les droits fondamentaux des citoyens;	AD. considérant que la société civile joue également un rôle essentiel en contribuant à l'élaboration des politiques, en fournissant des services sociaux et communautaires, en informant sur des questions sociales importantes, en représentant divers groupes en situation de vulnérabilité et en promouvant et protégeant les droits fondamentaux des citoyens***, ainsi qu'en veillant à ce que les gouvernements restent transparents et responsables grâce au contrôle public et à la surveillance démocratique***;

Or. en

Amendement 371
Fabrice Leggeri, Virginie Joron, Marieke Ehlers

Proposition de résolution
Considérant AD

Proposition de résolution	*Amendement*
AD. considérant que la société civile ***joue également un rôle essentiel en contribuant*** à ***l'élaboration des politiques, en fournissant des*** services sociaux et communautaires, ***en informant sur*** des questions sociales importantes, ***en représentant*** divers groupes en situation de vulnérabilité et ***en promouvant*** et ***protégeant les*** droits fondamentaux des citoyens;	AD. considérant que la société civile ***contribue*** à ***la prestation de*** services sociaux et communautaires, ***à la sensibilisation à*** des questions sociales importantes, ***à la représentation de*** divers groupes en situation de vulnérabilité et ***à la promotion*** et ***à la protection des*** droits fondamentaux des citoyens;

Or. en

Amendement 372
Csaba Dömötör, Ernő Schaller-Baross, Virginie Joron, António Tânger Corrêa

Proposition de résolution
Considérant AD bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	AD bis. considérant que certaines ONG, bien qu'elles n'aient pas de mandat électoral dans le cadre des processus démocratiques, exercent une influence significative sur le processus décisionnel de l'Union tout en recevant un financement substantiel de l'Union; que les citoyens et les députés au Parlement européen ne se voient souvent accorder qu'un accès partiel aux contrats concernés, ce qui nuit à l'obligation de rendre des comptes en ce qui concerne l'utilisation de l'argent des contribuables;

Or. en

Amendement 373
Csaba Dömötör, Ernő Schaller-Baross, Virginie Joron, António Tânger Corrêa

Proposition de résolution
Considérant AD ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	AD ter. considérant que la Cour des comptes européenne a relevé de graves lacunes en matière de transparence, de classification et de contrôle de ces financements, y compris des activités de sensibilisation non divulguées et des contrôles inadéquats de la dépendance financière;

Or. en

Amendement 374
Jaroslav Bžoch, Marieke Ehlers, Virginie Joron, Fabrice Leggeri

Proposition de résolution
Considérant AE

Proposition de résolution	*Amendement*
AE. considérant que la Commission a publié sa stratégie de l'Union pour la société civile, qui ***viendrait*** compléter les actions prévues dans la communication conjointe sur le bouclier européen de la démocratie; que la stratégie de l'Union pour la société civile confirme que la plateforme de la société civile, dont la Commission a annoncé la création dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie, visera à fournir un cadre régulier et structuré pour la protection et la promotion des valeurs de l'Union ***ainsi que pour la rationalisation et le renforcement de l'engagement en faveur des droits fondamentaux, de la démocratie, de l'égalité et de l'état de droit, et qu'elle sera opérationnelle en 2026***; que ***la stratégie comprend également*** la création ***d'un pôle de connaissances en ligne sur l'espace civique, qui devrait répertorier les initiatives qui existent en matière*** de surveillance ***de l'espace civique, des rapports et des ressources de protection, aux niveaux national, européen et international, en coopération avec l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne***;	AE. considérant que la Commission a publié sa stratégie de l'Union pour la société civile, qui ***vise à*** compléter les actions prévues dans la communication conjointe sur le bouclier européen de la démocratie; que la stratégie de l'Union pour la société civile confirme que la plateforme de la société civile, dont la Commission a annoncé la création dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie, visera à fournir un cadre régulier et structuré pour la protection et la promotion des valeurs de l'Union; que la création de ***tels cadres centralisés soulève des préoccupations légitimes en ce qui concerne la neutralité politique, la responsabilité démocratique et le respect des traités; qu'il existe de sérieuses préoccupations quant au fait que la mise en œuvre de cette stratégie conduira de facto à des restrictions excessives de la liberté d'expression et du droit de recevoir et de communiquer des informations, en ouvrant la voie à l'institutionnalisation d'un mécanisme de*** surveillance ***des contenus et d'«évaluation de la véracité», notamment par l'externalisation de l'évaluation des contenus à des entités financées par la Commission, qui agiraient comme des arbitres de la liberté d'expression en déterminant ce qui est vrai et ce qui ne l'est pas, ce qui constitue de la désinformation et quel contenu est jugé admissible, transférant ainsi des décisions sensibles d'institutions démocratiquement responsables à des acteurs externes, et entraînant l'expansion progressive de l'influence de la Commission au-delà des compétences qui lui sont conférées par les traités et l'ordre juridique***;
	Or. en

Amendement 375

Beata Szydło, Mariusz Kamiński

Proposition de résolution
Considérant AE

Proposition de résolution	*Amendement*
AE. considérant que la Commission a publié sa stratégie de l'Union pour la société civile, qui viendrait compléter les actions prévues dans la communication conjointe sur le bouclier européen de la démocratie; que la stratégie de l'Union pour la société civile confirme que la plateforme de la société civile, dont la Commission a annoncé la création dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie, visera à fournir un cadre régulier et structuré pour la protection et la promotion des valeurs de l'Union ainsi que pour la rationalisation et le renforcement de l'engagement en faveur des droits fondamentaux, de la démocratie, de l'égalité et de l'état de droit, et qu'elle sera opérationnelle en 2026; que la stratégie comprend également la création d'un pôle de connaissances en ligne sur l'espace civique, qui devrait répertorier les initiatives qui existent en matière de surveillance de l'espace civique, des rapports et des ressources de protection, aux niveaux national, européen et international, en coopération avec l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne;	AE. Considérant que la Commission***, qui ne devrait avoir qu'un rôle de soutien,*** a publié sa stratégie de l'Union pour la société civile, qui viendrait compléter les actions prévues dans la communication conjointe sur le bouclier européen de la démocratie; que la stratégie de l'Union pour la société civile confirme que la plateforme de la société civile, dont la Commission a annoncé la création dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie, visera à fournir un cadre régulier et structuré pour la protection et la promotion des valeurs de l'Union ainsi que pour la rationalisation et le renforcement de l'engagement en faveur des droits fondamentaux, de la démocratie, de l'égalité et de l'état de droit, et qu'elle sera opérationnelle en 2026; que la stratégie comprend également la création d'un pôle de connaissances en ligne sur l'espace civique, qui devrait répertorier les initiatives qui existent en matière de surveillance de l'espace civique, des rapports et des ressources de protection, aux niveaux national, européen et international, en coopération avec l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne;

Or. en

Amendement 376
Kim Van Sparrentak
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Considérant AE bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	AE bis. considérant que le Parlement a exprimé sa profonde préoccupation face au rétrécissement de l'espace civique et à la persécution croissante des organisations de la société civile dans l'Union, et a constaté que ces groupes sont confrontés à toute une série de menaces, notamment des restrictions juridiques et financières, des suspensions de financement, des campagnes de dénigrement, des intimidations et des criminalisations;

Or. en

Amendement 377
Christine Anderson, Petar Volgin

Proposition de résolution
Considérant AE bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	AE bis. considérant que les institutions de l'Union, y compris la Commission, doivent rester politiquement neutres lorsqu'elles soutiennent des initiatives de la société civile, des médias ou de communication publique, et doivent éviter de donner l'impression qu'elles contribuent ou éviter de contribuer réellement à influencer les débats politiques nationaux au moyen d'un financement ciblé ou d'un soutien à des actions de plaidoyer;

Or. en

Amendement 378
Christine Anderson, Petar Volgin

Proposition de résolution
Considérant AE ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	AE ter. considérant que le soutien financier apporté par des pays tiers à des structures religieuses, éducatives et militantes dans l'Union peut créer des dépendances et des canaux d'influence qui, bien que souvent licites, justifient la transparence et le contrôle dans le contexte de la résilience face aux ingérences étrangères; que de tels risques peuvent survenir en ce qui concerne les flux de financement provenant des États du Golfe et d'autres acteurs extérieurs;

Or. en

Amendement 379
Christine Anderson, Petar Volgin

Proposition de résolution
Considérant AE quater (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	AE quater. considérant que les mécanismes de financement public, y compris ceux gérés par les institutions de l'Union, peuvent façonner involontairement le paysage médiatique et de la société civile en influençant les incitations, les priorités ou les structures de dépendance; que le maintien du pluralisme exige la transparence, l'équilibre et la neutralité institutionnelle dans l'attribution de ce soutien;

Or. en

Amendement 380
Christine Anderson, Petar Volgin

Proposition de résolution
Considérant AE quinquies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	AE quinquies. considérant que le financement public par les institutions de l'Union peut influencer les incitations dans le paysage médiatique et le paysage de la société civile; que la transparence, la neutralité et le pluralisme doivent par conséquent être garantis afin d'éviter une dépendance structurelle ou une influence indirecte sur le discours démocratique;

Or. en

Amendement 381
Christine Anderson, Petar Volgin

Proposition de résolution
Considérant AE sexies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	AE sexies. considérant que les institutions de l'Union participent elles-mêmes à l'environnement informationnel au moyen de la communication publique, de programmes de financement, de campagnes de sensibilisation et d'initiatives de messages stratégiques; que ces activités nécessitent une neutralité, une transparence et une proportionnalité strictes afin d'éviter la perception d'un alignement institutionnel sur des discours politiques particuliers;

Or. en

Amendement 382
Christine Anderson, Petar Volgin

Proposition de résolution
Considérant AE septies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	AE septies. considérant que les organisations confessionnelles, les églises et les communautés religieuses font partie intégrante de la société civile et de la cohésion sociale européennes; qu'elles ne doivent pas faire l'objet d'un traitement discriminatoire, d'un contrôle accru ou d'une exclusion de la participation au débat public sur la seule base de leurs convictions religieuses ou philosophiques;

Or. en

Amendement 383
Virginie Joron, Fabrice Leggeri

Proposition de résolution
Considérant AF

Proposition de résolution	*Amendement*
AF. considérant que le programme «AgoraEU», proposé par la Commission pour le cadre financier pluriannuel (CFP) 2028-2034, constitue une avancée importante pour le renforcement du soutien de l'Union à la culture, aux médias et à la société civile, avec un budget prévu de 9 milliards d'euros;	***supprimé***

Or. fr

Amendement 384
Beata Szydło, Mariusz Kamiński

Proposition de résolution
Considérant AF

Proposition de résolution	*Amendement*
AF. considérant que le programme «AgoraEU», proposé par la Commission pour le cadre financier pluriannuel (CFP)	AF. considérant que le programme «AgoraEU», proposé par la Commission pour le cadre financier pluriannuel (CFP)

2028-2034, constitue une avancée importante pour le renforcement du soutien de l'Union à la culture, aux médias et à la société civile, avec un budget prévu de 9 milliards d'euros;	2028-2034, constitue une avancée importante pour le renforcement du soutien de l'Union à la culture, aux médias et à la société civile, avec un budget prévu de 9 milliards d'euros; ***que la Commission ne peut se substituer aux États membres ou à leurs institutions dans ce domaine; que, compte tenu des récents scandales et critiques concernant la pratique de la Commission consistant à financer des organisations non gouvernementales afin qu'elles fassent pression en faveur de politiques controversées promues par la Commission elle-même, ce financement doit faire l'objet d'un contrôle plus strict et d'une transparence totale;***

Or. en

Amendement 385
Helmut Brandstätter, Cynthia Ní Mhurchú, Sandro Gozi, Petras Auštrevičius, Bart Groothuis

Proposition de résolution
Considérant AF

Proposition de résolution	*Amendement*
AF. considérant que le programme «AgoraEU», proposé par la Commission pour le cadre financier pluriannuel (CFP) 2028-2034, constitue une avancée importante pour le renforcement du soutien de l'Union à la culture, aux médias et à la société civile, avec un budget ***prévu*** de 9 milliards d'euros;	AF. considérant que le programme «AgoraEU», proposé par la Commission pour le cadre financier pluriannuel (CFP) 2028-2034, constitue une avancée importante pour le renforcement du soutien de l'Union à la culture, aux médias et à la société civile, avec un budget ***proposé*** de 9 milliards d'euros; ***que le financement de la résilience démocratique doit être augmenté pour répondre aux besoins et doit être dépensé de manière stratégique et coordonnée afin d'obtenir une incidence maximale; qu'il est essentiel que cette démarche s'accompagne d'une préservation manifeste de l'indépendance des entités financées;***

Or. en

Amendement 386
Tomáš Zdechovský, Dan-Ştefan Motreanu, Lukas Mandl, Sandra Kalniete, Marta Wcisło, Fredis Beleris, Andrey Kovatchev

Proposition de résolution
Considérant AF

Proposition de résolution	*Amendement*
AF. considérant que le programme «AgoraEU», proposé par la Commission pour le cadre financier pluriannuel (CFP) 2028-2034, constitue une avancée importante pour le renforcement du soutien de l'Union à la culture, aux médias et à la société civile, avec un budget ***prévu*** de 9 milliards d'euros;	AF. considérant que le programme «AgoraEU», proposé par la Commission pour le cadre financier pluriannuel (CFP) 2028-2034, constitue une avancée importante pour le renforcement du soutien de l'Union à la culture, aux médias et à la société civile, avec un budget ***proposé*** de 9 milliards d'euros; ***que le financement de la résilience démocratique doit être augmenté pour répondre aux besoins et doit être dépensé de manière stratégique et coordonnée afin d'obtenir une incidence maximale;***

Or. en

Amendement 387
Jaroslav Bžoch, Marieke Ehlers, Virginie Joron, Fabrice Leggeri

Proposition de résolution
Considérant AF

Proposition de résolution	*Amendement*
AF. considérant que le programme «AgoraEU»***,*** proposé par la Commission pour le cadre financier pluriannuel (CFP) 2028-2034***, constitue une avancée importante pour le renforcement du soutien de l'Union*** à la culture, aux médias et à la société civile, avec ***un budget prévu*** de 9 milliards d'euros;	AF. considérant que le programme «AgoraEU» proposé par la Commission pour le cadre financier pluriannuel (CFP) 2028-2034 ***allouerait un financement significatif de l'Union*** à la culture, aux médias et à la société civile, avec ***une enveloppe financière indicative*** de 9 milliards d'euros; ***que l'ampleur et les objectifs du programme proposé ont donné lieu à des discussions en cours au sein du Parlement européen;***

Or. en

Amendement 388
Ana Catarina Mendes, Kathleen Van Brempt, Sandro Ruotolo, Vasile Dîncu, Csaba Molnár, Juan Fernando López Aguilar, Pina Picierno, Christel Schaldemose

Proposition de résolution
Considérant AF bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	AF bis. considérant que les sociétés qui investissent le plus efficacement dans le capital humain et l'éducation comptent également parmi les plus compétitives, résilientes et économiquement saines; que, grâce à la mobilité et à l'éducation inclusive, Erasmus+, programme phare de l'Europe qui promeut les valeurs européennes, a renforcé l'engagement démocratique des jeunes et la résilience sociétale dans l'ensemble de l'Union;

Or. en

Amendement 389
Christine Anderson, Petar Volgin

Proposition de résolution
Considérant AF bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	AF bis. considérant que les formats d'«engagement citoyen» et «participatifs» financés par l'Union, notamment les assemblées, les ateliers et les structures de consultation par l'intermédiaire d'ONG, ne doivent pas être utilisés pour simuler un consentement ou contourner la responsabilité électorale; que la légitimité du processus décisionnel démocratique repose principalement sur les institutions représentatives et les élections;

Or. en

Amendement 390
Helmut Brandstätter, Cynthia Ní Mhurchú, Sandro Gozi, Sophie Wilmès, Petras Auštrevičius, Bart Groothuis

Proposition de résolution
Considérant AF bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	AF bis. considérant que les engagements de financement énoncés dans le bouclier européen de la démocratie doivent être repris et mis en œuvre dans le cadre du CFP; que si les engagements pris dans le cadre du bouclier européen de la démocratie ne sont pas financés de manière appropriée dans le cadre du CFP, le bouclier ne pourra pas atteindre son objectif;

Or. en

Amendement 391
Csaba Dömötör, Ernő Schaller-Baross, Virginie Joron, António Tânger Corrêa

Proposition de résolution
Considérant AF bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	AF bis. considérant que les financements de l'Union liés à la démocratie, aux médias et aux ONG sont actuellement dispersés entre de multiples instruments et organismes de mise en œuvre, ce qui rend difficile un contrôle complet et limite le contrôle public;

Or. en

Amendement 392

Petar Volgin

Proposition de résolution
Considérant AG

Proposition de résolution	*Amendement*
AG. considérant que les attaques hybrides visant des infrastructures critiques de l'Union sont devenues plus fréquentes que jamais, avec des incidents liés aux mêmes acteurs malveillants, à savoir la Russie et la Chine, mais aussi l'Iran et la Corée du Nord; que ces attaques ciblent souvent des systèmes, des réseaux et des installations indispensables au fonctionnement même d'une société, notamment ceux liés à la sécurité publique, à la sûreté et à la stabilité économique; que ces attaques prennent diverses formes, telles que le sabotage physique, les incendies criminels, l'espionnage et le brouillage de signaux, ainsi que les cyberattaques et d'autres activités relevant de «zones grises», qui révèlent toutes un effort coordonné visant à tester, perturber et compromettre la sécurité et la résilience sociétale de l'Union;	***supprimé***

Or. en

Amendement 393
Ana Catarina Mendes, Kathleen Van Brempt, Sandro Ruotolo, Vasile Dîncu, Csaba Molnár, Juan Fernando López Aguilar, Pina Picierno, Christel Schaldemose

Proposition de résolution
Considérant AG

Proposition de résolution	*Amendement*
AG. considérant que les attaques hybrides visant des infrastructures critiques de l'Union sont devenues plus fréquentes que jamais, avec des incidents liés aux mêmes acteurs malveillants, à savoir la Russie et la Chine, mais aussi l'Iran et la	AG. considérant que les attaques hybrides visant des infrastructures critiques de l'Union sont devenues plus fréquentes que jamais, avec des incidents liés aux mêmes acteurs malveillants, à savoir la Russie et la Chine, mais aussi l'Iran et la

Corée du Nord; que ces attaques ciblent souvent des systèmes, des réseaux et des installations indispensables au fonctionnement même d'une société, notamment ceux liés à la sécurité publique, à la sûreté et à la stabilité économique; que ces attaques prennent diverses formes, telles que le sabotage physique, les incendies criminels, l'espionnage et le brouillage de signaux, ainsi que les cyberattaques et d'autres activités relevant de «zones grises», qui révèlent toutes un effort coordonné visant à tester, perturber et compromettre la sécurité et la résilience sociétale de l'Union;	Corée du Nord***; que, dans un environnement géopolitique de plus en plus instable, l'Union doit également être préparée aux menaces hybrides émanant d'autres acteurs***; que ces attaques ciblent souvent des systèmes, des réseaux et des installations indispensables au fonctionnement même d'une société, notamment ceux liés à la sécurité publique, à la sûreté et à la stabilité économique; que ces attaques prennent diverses formes, telles que le sabotage physique, les incendies criminels, l'espionnage et le brouillage de signaux, ainsi que les cyberattaques et d'autres activités relevant de «zones grises», qui révèlent toutes un effort coordonné visant à tester, perturber et compromettre la sécurité et la résilience sociétale de l'Union;

Or. en

Amendement 394
Kim Van Sparrentak
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Considérant AG

Proposition de résolution	*Amendement*
AG. considérant que les attaques hybrides visant des infrastructures critiques de l'Union sont devenues plus fréquentes que jamais, avec des incidents liés aux mêmes acteurs malveillants, à savoir la Russie et la Chine, mais aussi l'Iran et la Corée du Nord; que ces attaques ciblent souvent des systèmes, des réseaux et des installations indispensables au fonctionnement même d'une société, notamment ceux liés à la sécurité publique, à la sûreté et à la stabilité économique; que ces attaques prennent diverses formes, telles que le sabotage physique, les incendies criminels, l'espionnage et le brouillage de signaux, ainsi que les	AG. considérant que les attaques hybrides visant des infrastructures critiques de l'Union sont devenues plus fréquentes que jamais, avec des incidents liés aux mêmes acteurs malveillants, à savoir la Russie et la Chine, mais aussi l'Iran et la Corée du Nord; que ces attaques ciblent souvent des systèmes, des réseaux et des installations indispensables au fonctionnement même d'une société, notamment ceux liés à la sécurité publique, à la sûreté et à la stabilité économique; que ces attaques prennent diverses formes, telles que le sabotage physique, les incendies criminels, l'espionnage et le brouillage de signaux, ainsi que les

cyberattaques et d'autres activités relevant de «zones grises», qui révèlent toutes un effort coordonné visant à tester, perturber et compromettre la sécurité et la résilience sociétale de l'Union;	cyberattaques et d'autres activités relevant de «zones grises», qui révèlent toutes un effort coordonné visant à tester, perturber et compromettre la sécurité et la résilience sociétale de l'Union; ***que ces attaques mettent en évidence la nécessité de remédier d'urgence aux vulnérabilités;***

Or. en

Amendement 395
Saskia Bricmont, Sandro Ruotolo, Krzysztof Brejza, Veronika Cifrová Ostrihoňová, Raquel García Hermida-Van Der Walle, Lucia Yar, Diana Riba i Giner, Hannah Neumann, Chloé Ridel, Leoluca Orlando

Proposition de résolution
Considérant AG

Proposition de résolution	*Amendement*
AG. considérant que les attaques hybrides visant des infrastructures critiques de l'Union sont devenues plus fréquentes que jamais, avec des incidents liés aux mêmes acteurs malveillants, à savoir la Russie et la Chine, mais aussi l'Iran et la Corée du Nord; que ces attaques ciblent souvent des systèmes, des réseaux et des installations indispensables au fonctionnement même d'une société, notamment ceux liés à la sécurité publique, à la sûreté et à la stabilité économique; que ces attaques prennent diverses formes, telles que le sabotage physique, les incendies criminels, l'espionnage et le brouillage de signaux, ainsi que les cyberattaques et d'autres activités relevant de «zones grises», qui révèlent toutes un effort coordonné visant à tester, perturber et compromettre la sécurité et la résilience sociétale de l'Union;	AG. considérant que les attaques hybrides visant des infrastructures critiques de l'Union sont devenues plus fréquentes que jamais, avec des incidents liés aux mêmes acteurs malveillants, à savoir la Russie et la Chine, mais aussi l'Iran et la Corée du Nord; que ces attaques ciblent souvent des systèmes, des réseaux et des installations indispensables au fonctionnement même d'une société, notamment ceux liés à la sécurité publique, à la sûreté et à la stabilité économique; que ces attaques prennent diverses formes, telles que le sabotage physique, les incendies criminels, l'espionnage et le brouillage de signaux, ainsi que les cyberattaques et d'autres activités relevant de «zones grises», qui révèlent toutes un effort coordonné visant à tester, perturber et compromettre la sécurité et la résilience sociétale de l'Union; ***que ces attaques mettent en évidence la nécessité de remédier d'urgence aux vulnérabilités;***

Or. en

Amendement 396
Jaroslav Bžoch, Marieke Ehlers, Virginie Joron, Fabrice Leggeri

Proposition de résolution
Considérant AG

Proposition de résolution	*Amendement*
AG. considérant que les attaques hybrides visant des infrastructures critiques de l'Union sont devenues plus fréquentes que jamais, avec des incidents liés aux mêmes acteurs malveillants, à savoir la Russie et la Chine, mais aussi l'Iran et la Corée du Nord; que ces attaques ciblent souvent des systèmes, des réseaux et des installations indispensables au fonctionnement même d'une société, notamment ceux liés à la sécurité publique, à la sûreté et à la stabilité économique; que ces attaques prennent diverses formes, telles que le sabotage physique, les incendies criminels, l'espionnage et le brouillage de signaux, ainsi que les cyberattaques et d'autres activités relevant de «zones grises», qui révèlent toutes un effort coordonné visant à tester, perturber et compromettre la sécurité et la résilience sociétale de l'Union;	AG. considérant que les attaques hybrides visant des infrastructures critiques de l'Union sont devenues plus fréquentes que jamais, avec des incidents liés aux mêmes acteurs malveillants ***de pays tiers***, à savoir la Russie et la Chine, mais aussi l'Iran et la Corée du Nord; que ces attaques ciblent souvent des systèmes, des réseaux et des installations ***stratégiques et critiques qui sont*** indispensables au fonctionnement même d'une société ***moderne***, notamment ceux liés à la sécurité publique, à la sûreté et à la stabilité économique; que ces attaques prennent diverses formes, telles que le sabotage physique, les incendies criminels, l'espionnage et le brouillage de signaux, ainsi que les cyberattaques et d'autres activités relevant de «zones grises», qui révèlent toutes un effort coordonné visant à tester, perturber et compromettre la sécurité et la résilience sociétale de l'Union;

Or. en

Amendement 397
Beata Szydło, Mariusz Kamiński

Proposition de résolution
Considérant AG

Proposition de résolution	*Amendement*
AG. considérant que les attaques hybrides visant des infrastructures critiques de l'Union sont devenues plus fréquentes que jamais, avec des incidents liés aux mêmes acteurs malveillants, à savoir la Russie et la Chine, mais aussi l'Iran et la	AG. considérant que les attaques hybrides visant des infrastructures critiques de l'Union sont devenues plus fréquentes que jamais, avec des incidents liés aux mêmes acteurs malveillants, à savoir la Russie***, la Biélorussie*** et la Chine, mais

Corée du Nord; que ces attaques ciblent souvent des systèmes, des réseaux et des installations indispensables au fonctionnement même d'une société, notamment ceux liés à la sécurité publique, à la sûreté et à la stabilité économique; que ces attaques prennent diverses formes, telles que le sabotage physique, les incendies criminels, l'espionnage et le brouillage de signaux, ainsi que les cyberattaques et d'autres activités relevant de «zones grises», qui révèlent toutes un effort coordonné visant à tester, perturber et compromettre la sécurité et la résilience sociétale de l'Union;	aussi l'Iran et la Corée du Nord; que ces attaques ciblent souvent des systèmes, des réseaux et des installations indispensables au fonctionnement même d'une société, notamment ceux liés à la sécurité publique, à la sûreté et à la stabilité économique; que ces attaques prennent diverses formes, telles que le sabotage physique, les incendies criminels, l'espionnage et le brouillage de signaux, ainsi que les cyberattaques et d'autres activités relevant de «zones grises», qui révèlent toutes un effort coordonné visant à tester, perturber et compromettre la sécurité et la résilience sociétale de l'Union;
	Or. en

Amendement 398
Stefano Cavedagna

Proposition de résolution
Considérant AG bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	AG bis. considérant que la protection des points stratégiques maritimes, énergétiques et numériques, tels que le canal de Suez et le détroit de Malacca, ainsi que les corridors sous-marins de câbles et de canalisations, constitue une dimension essentielle de la résilience démocratique, car les attaques hybrides contre ces points peuvent entraîner de graves perturbations économiques, sociales et sécuritaires;
	Or. en

Amendement 399
Vasile Dîncu

Proposition de résolution
Considérant AG bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	AG bis. considérant que les attaques hybrides ciblant les infrastructures critiques, les institutions démocratiques et la cohésion sociétale démontrent que la protection de la démocratie constitue un bien public européen; que cette protection doit bénéficier à tous les États membres de manière égale, indépendamment de leur taille, de leur situation géographique ou de leur perception de la menace;

Or. en

Amendement 400
Fredis Beleris

Proposition de résolution
Considérant AG bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	AG bis. considérant que les pays tiers expriment souvent des revendications irrédentistes et profèrent des menaces de recours à la force contre les États membres;

Or. en

Amendement 401
Danilo Della Valle

Proposition de résolution
Considérant AH

Proposition de résolution	*Amendement*
AH. considérant ***que la mer Baltique a été le théâtre d'une*** augmentation sans précédent du nombre de ruptures de câbles sous-marins, indispensables aux	AH. considérant ***qu'un discours s'est développé ces dernières années, alléguant une «***augmentation sans précédent***»*** du nombre de ruptures de câbles sous-marins

connexions internet et à l'approvisionnement en électricité dans l'ensemble de la région de la Baltique et de la région nordique***; que, depuis 2023, au moins onze cas de dégradation de câbles ont été enregistrés, ce qui suggère*** un sabotage coordonné;

dans la mer Baltique, indispensables aux connexions internet et à l'approvisionnement en électricité dans l'ensemble de la région de la Baltique et de la région nordique***, et attribuant ces perturbations à*** un sabotage coordonné; ***que les données présentées lors des sessions plénières de 2024 et 2025 du Comité international de protection des câbles (ICPC) contredisent ce récit, ne montrant aucune augmentation du nombre de défauts de câbles sous-marins dans le monde au cours des 11 dernières années, estimant qu'une augmentation du taux de défaillance dans la mer Baltique est «à peine significative sur le plan statistique compte tenu du faible nombre de défaillances», et attribuant la majorité des défaillances des câbles sous-marins à des causes courantes telles que la pêche, l'ancrage, les événements géologiques ou l'abrasion; que toute possibilité de sabotage d'infrastructures est extrêmement grave et devrait faire l'objet d'une enquête; que l'attribution erronée et excessive de fautes courantes entraîne des renseignements erronés et peut compromettre l'efficacité de la politique européenne en matière de sécurité;***

Or. en

Amendement 402
Tomas Tobé, Mika Aaltola, Tomáš Zdechovský, Sandra Kalniete, Lena Düpont, Lukas Mandl, Eszter Lakos, Bartłomiej Sienkiewicz, Michał Wawrykiewicz, Ana Miguel Pedro, Fredis Beleris, Andrey Kovatchev
au nom du groupe PPE

Proposition de résolution
Considérant AH

Proposition de résolution	*Amendement*
AH. considérant que la mer Baltique a été le théâtre d'une augmentation sans précédent du nombre de ruptures de câbles sous-marins, indispensables aux	AH. considérant que la mer Baltique a été le théâtre d'une augmentation sans précédent du nombre de ruptures de câbles sous-marins, indispensables aux

connexions internet et à l'approvisionnement en électricité dans l'ensemble de la région de la Baltique et de la région nordique; que, depuis 2023, au moins onze cas de dégradation de câbles ont été enregistrés, ce qui suggère un sabotage coordonné;	connexions internet et à l'approvisionnement en électricité dans l'ensemble de la région de la Baltique et de la région nordique; que, depuis 2023, au moins onze cas de dégradation de câbles ont été enregistrés, ce qui suggère un sabotage coordonné; ***que le règlement sur les réseaux numériques propose d'imposer aux opérateurs de câbles sous-marins des obligations contraignantes en matière de résilience au niveau de l'Union, y compris le respect obligatoire des exigences de sécurité de la chaîne d'approvisionnement des TIC prévues dans la proposition révisée de règlement sur la cybersécurité;***

Or. en

Amendement 403
Kim Van Sparrentak
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Considérant AH

Proposition de résolution	*Amendement*
AH. considérant que la mer Baltique a été le théâtre d'une augmentation sans précédent du nombre de ruptures de câbles sous-marins, indispensables aux connexions internet et à l'approvisionnement en électricité dans l'ensemble de la région de la Baltique et de la région nordique; que, depuis 2023, au moins onze cas de dégradation de câbles ont été enregistrés, ce qui suggère un sabotage coordonné;	AH. considérant que la mer Baltique a été le théâtre d'une augmentation sans précédent du nombre de ruptures de câbles sous-marins, indispensables aux connexions internet et à l'approvisionnement en électricité dans l'ensemble de la région de la Baltique et de la région nordique; que, depuis 2023, au moins onze cas de dégradation de câbles ont été enregistrés, ce qui suggère un sabotage coordonné; ***que la présence de navires russes dans les eaux irlandaises a sensiblement augmenté depuis le début de la guerre en Ukraine, suscitant des inquiétudes quant à la sécurité des principaux câbles d'interconnexion reliant l'Irlande et le Royaume-Uni;***

Or. en

Amendement 404
Helmut Brandstätter, Cynthia Ní Mhurchú, Sandro Gozi, Sophie Wilmès, Petras Auštrevičius, Bart Groothuis

Proposition de résolution
Considérant AH

Proposition de résolution	*Amendement*
AH. considérant que la mer Baltique a été le théâtre d'une augmentation sans précédent du nombre de ruptures de câbles sous-marins, indispensables aux connexions internet et à l'approvisionnement en électricité dans l'ensemble de la région de la Baltique et de la région nordique; que, depuis 2023, au moins onze cas de dégradation de câbles ont été enregistrés, ce qui suggère un sabotage coordonné;	AH. considérant que la mer Baltique a été le théâtre d'une augmentation sans précédent du nombre de ruptures de câbles sous-marins, indispensables aux connexions internet et à l'approvisionnement en électricité dans l'ensemble de la région de la Baltique et de la région nordique; que, depuis 2023, au moins onze cas de dégradation de câbles ont été enregistrés, ce qui suggère un sabotage coordonné; ***que la Finlande dirige la mise en place d'un nouveau centre de surveillance maritime de la mer Baltique, en collaboration avec ses alliés baltes et la Commission, dans le but de protéger les infrastructures sous-marines critiques;***

Or. en

Amendement 405
Danilo Della Valle, Konstantinos Arvanitis

Proposition de résolution
Considérant AI

Proposition de résolution	*Amendement*
AI. considérant qu'au cours des derniers mois, de multiples violations de l'espace aérien et incursions non autorisées de drones ont été signalées dans plusieurs États membres de l'Union et alliés voisins de l'OTAN, dont la Pologne, les États baltes, la Roumanie, le Danemark, la Suède, l'Allemagne, la Belgique et la	AI. considérant qu'au cours des derniers mois, de multiples violations de l'espace aérien et incursions non autorisées de drones ont été signalées dans plusieurs États membres de l'Union et alliés voisins de l'OTAN, dont la Pologne, les États baltes, la Roumanie, le Danemark, la Suède, l'Allemagne, la Belgique et la

Norvège; qu'un certain nombre de ces incidents ont été ***clairement*** attribués à des avions militaires et des drones russes, tandis que d'autres incidents, impliquant des objets aériens non identifiés, font toujours l'objet d'une enquête***, mais sont largement soupçonnés de relever du même*** schéma d'intimidation et de déstabilisation hybrides dirigé contre l'Europe;	Norvège; qu'un certain nombre de ces incidents ont été attribués à des avions militaires et des drones russes, tandis que d'autres incidents, impliquant des objets aériens non identifiés, font toujours l'objet d'une enquête***; que ces observations ont contribué à l'émergence d'un discours alléguant un*** schéma d'intimidation et de déstabilisation hybrides dirigé contre l'Europe; ***qu'une enquête menée sur plus de 60 incidents de ce type par le journal néerlandais Trouw a révélé que nombre d'entre eux étaient de faux positifs, les véhicules aériens et phénomènes bénins ayant été identifiés à tort comme des drones; que les observations effectuées à proximité de l'aéroport de Zaventem en Belgique en novembre 2025 ont fait l'objet d'une couverture médiatique sensationnelle et ont été faussement présentées comme des drones russes par les autorités belges, mais qu'une enquête menée par la chaîne publique flamande VRT a révélé qu'il s'agissait en réalité d'un hélicoptère de la police belge et d'un avion-cargo DHL en phase d'atterrissage; que les menaces potentielles pour la sécurité des aéroports européens sont graves et doivent faire l'objet d'une enquête; qu'un manque de prudence dans le signalement de tels incidents peut conduire à une mauvaise attribution, à une inflation des menaces et à la propagation de la panique;***
	Or. en

Amendement 406
Petar Volgin

Proposition de résolution
Considérant AI

Proposition de résolution	*Amendement*
AI. considérant qu'au cours des derniers mois, de multiples violations de	AI. considérant qu'au cours des derniers mois, de multiples violations de

l'espace aérien et incursions non autorisées de drones ont été signalées dans plusieurs États membres de l'Union et alliés voisins de l'OTAN, dont la Pologne, les États baltes, la Roumanie, le Danemark, la Suède, l'Allemagne, la Belgique et la Norvège; ***qu'un certain nombre de ces incidents ont été clairement attribués à des avions militaires et des drones russes, tandis que d'autres incidents, impliquant des objets aériens non identifiés, font toujours l'objet d'une enquête, mais sont largement soupçonnés de relever du même schéma d'intimidation et de déstabilisation hybrides dirigé contre l'Europe;***	l'espace aérien et incursions non autorisées de drones ont été signalées dans plusieurs États membres de l'Union et alliés voisins de l'OTAN, dont la Pologne, les États baltes, la Roumanie, le Danemark, la Suède, l'Allemagne, la Belgique et la Norvège;

Or. en

Amendement 407
Fidias Panayiotou

Proposition de résolution
Considérant AI

Proposition de résolution	*Amendement*
AI. considérant qu'au cours des derniers mois, de multiples violations de l'espace aérien et incursions non autorisées de drones ont été signalées dans plusieurs États membres de l'Union et alliés voisins de l'OTAN, dont la Pologne, les États baltes, la Roumanie, le Danemark, la Suède, l'Allemagne, la Belgique et la Norvège; qu'un certain nombre de ces incidents ont été clairement attribués à des avions militaires et des drones russes, tandis que d'autres incidents, impliquant des objets aériens non identifiés, font toujours l'objet d'une enquête, mais sont largement soupçonnés de relever du même schéma d'intimidation et de déstabilisation hybrides dirigé contre l'Europe;	AI. considérant qu'au cours des derniers mois, de multiples violations de l'espace aérien et incursions non autorisées de drones ont été signalées dans plusieurs États membres de l'Union et alliés voisins de l'OTAN, dont la Pologne, les États baltes, la Roumanie, le Danemark, la Suède, l'Allemagne, la Belgique et la Norvège; qu'un certain nombre de ces incidents ont été clairement attribués à des avions militaires et des drones russes, tandis que d'autres incidents, impliquant des objets aériens non identifiés, font toujours l'objet d'une enquête, mais sont largement soupçonnés de relever du même schéma d'intimidation et de déstabilisation hybrides dirigé contre l'Europe; ***que Chypre et la Grèce ont également subi des violations similaires, impliquant des aéronefs et des drones attribués à la***

Turquie;

Or. en

Amendement 408
Beata Szydło, Mariusz Kamiński

Proposition de résolution
Considérant AI

Proposition de résolution	*Amendement*
AI. considérant qu'au cours des derniers mois, de multiples violations de l'espace aérien et incursions non autorisées de drones ont été signalées dans plusieurs États membres de l'Union et alliés voisins de l'OTAN, dont la Pologne, les États baltes, la Roumanie, le Danemark, la Suède, l'Allemagne, la Belgique et la Norvège; qu'un certain nombre de ces incidents ont été clairement attribués à des avions militaires et des drones russes, tandis que d'autres incidents, impliquant des objets aériens non identifiés, ***font toujours l'objet d'une enquête, mais sont largement soupçonnés de relever du*** même schéma d'intimidation et de déstabilisation hybrides dirigé contre l'Europe;	AI. considérant qu'au cours des derniers mois, de multiples violations de l'espace aérien et incursions non autorisées de drones ont été signalées dans plusieurs États membres de l'Union et alliés voisins de l'OTAN, dont la Pologne, les États baltes, la Roumanie, le Danemark, la Suède, l'Allemagne, la Belgique et la Norvège; qu'un certain nombre de ces incidents ont été clairement attribués à des avions militaires et des drones russes, tandis que d'autres incidents, impliquant des objets aériens non identifiés, ***y compris des «ballons de contrebande» utilisés pour des activités transfrontières illicites, s'inscrivent dans le*** même schéma d'intimidation et de déstabilisation hybrides dirigé contre l'Europe ***et mis en œuvre par les services russes et biélorusses***;

Or. en

Amendement 409
Jaroslav Bžoch, Marieke Ehlers, Fabrice Leggeri

Proposition de résolution
Considérant AI

Proposition de résolution	*Amendement*
AI. considérant qu'au cours des derniers mois, de multiples violations de	AI. considérant qu'au cours des derniers mois, de multiples violations de

l'espace aérien et incursions non autorisées de drones ont été signalées dans plusieurs États membres de l'Union et alliés voisins de l'OTAN, dont la Pologne, les États baltes, la Roumanie, le Danemark, la Suède, l'Allemagne, la Belgique et la Norvège; qu'un certain nombre de ces incidents ont été ***clairement*** attribués à des avions militaires et des drones russes, tandis que d'autres incidents, impliquant des objets aériens non identifiés, font toujours l'objet d'une enquête, mais sont largement soupçonnés de ***relever du*** même schéma d'intimidation et de déstabilisation hybrides dirigé contre l'Europe;	l'espace aérien et incursions non autorisées de drones ont été signalées dans plusieurs États membres de l'Union et alliés voisins de l'OTAN, dont la Pologne, les États baltes, la Roumanie, le Danemark, la Suède, l'Allemagne, la Belgique et la Norvège; qu'un certain nombre de ces incidents ont été attribués à des avions militaires et des drones russes, tandis que d'autres incidents, impliquant des objets aériens non identifiés, font toujours l'objet d'une enquête, mais sont largement soupçonnés***, sur la base des informations accessibles au public et des enquêtes en cours,*** de ***suivre le*** même schéma d'intimidation et de déstabilisation hybrides dirigé contre l'Europe;
	Or. en

Amendement 410
Beata Szydło, Mariusz Kamiński

Proposition de résolution
Considérant AI bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	AI bis. considérant que, aux portes mêmes de l'Union, le régime de Loukachenko en Biélorussie continue depuis des décennies de renforcer son emprise sur une nation pacifique, réprimant brutalement les aspirations du peuple biélorusse à une vie démocratique et prospère; qu'il est devenu l'otage de Poutine et son instrument, conservant son pouvoir par la répression, la torture et la russification forcée, tout en se rendant complice de l'agression de la Russie contre l'Ukraine et de la guerre hybride contre l'Occident;
	Or. en

Amendement 411

Jaroslav Bžoch, Marieke Ehlers, Virginie Joron, Fabrice Leggeri, Fidias Panayiotou

Proposition de résolution
Considérant AJ

Proposition de résolution	*Amendement*
AJ. considérant que plusieurs pays européens, dont la France, l'Estonie, l'Allemagne, la Tchéquie et la Norvège, ont récemment été confrontés à des cyberattaques majeures ciblant des systèmes gouvernementaux, des infrastructures critiques et des entreprises privées, ***attribuées*** aux services de renseignement militaire russes et ***à*** des acteurs liés à l'État chinois, et que cela souligne l'urgence de renforcer les capacités collectives de cyberrésilience et d'imputation de cyberattaques de l'Union;	AJ. considérant que plusieurs pays européens, dont la France, l'Estonie, l'Allemagne, la Tchéquie et la Norvège, ont récemment été confrontés à des cyberattaques majeures ciblant des systèmes gouvernementaux, des infrastructures critiques et des entreprises privées, ***dont un nombre important est attribué*** aux ***services de renseignement de pays tiers hostiles et à des acteurs liés à l'État, notamment les*** services de renseignement militaire russes et des acteurs liés à l'État chinois, et que cela souligne l'urgence de renforcer les capacités collectives de cyberrésilience et d'imputation de cyberattaques de l'Union ***et des États membres***;

Or. en

Amendement 412
Beata Szydło, Mariusz Kamiński

Proposition de résolution
Considérant AJ

Proposition de résolution	*Amendement*
AJ. considérant que plusieurs pays européens, dont la France, l'Estonie, l'Allemagne, la Tchéquie et la Norvège, ont récemment été confrontés à des cyberattaques majeures ciblant des systèmes gouvernementaux, des infrastructures critiques et des entreprises privées, attribuées aux services de renseignement militaire russes et à des acteurs liés à l'État chinois, et que cela souligne l'urgence de renforcer les capacités collectives de cyberrésilience et	AJ. considérant que plusieurs pays européens, dont ***la Pologne,*** la France, l'Estonie, l'Allemagne, la Tchéquie et la Norvège, ont récemment été confrontés à des cyberattaques majeures ciblant des systèmes gouvernementaux, des infrastructures critiques et des entreprises privées, attribuées aux services de renseignement militaire russes et à des acteurs liés à l'État chinois, et que cela souligne l'urgence de renforcer les capacités collectives de cyberrésilience et

d'imputation de cyberattaques de l'Union;	d'imputation de cyberattaques de l'Union;

Or. en

Amendement 413
Beata Szydło, Mariusz Kamiński

Proposition de résolution
Considérant AK

Proposition de résolution	*Amendement*
AK. considérant que la dépendance de l'Union à l'égard d'acteurs étrangers et de technologies d'origine étrangère dans ***les*** infrastructures critiques et ***les*** chaînes d'approvisionnement demeure une préoccupation majeure et constitue l'une des vulnérabilités les plus importantes de l'Union; que cette situation est particulièrement répandue dans les secteurs des technologies et du numérique, ce qui représente un défi majeur pour la cybersécurité;	AK. considérant que la dépendance de l'Union à l'égard d'acteurs étrangers et de technologies d'origine étrangère***, produites dans des pays qui ne sont pas membres de l'OTAN ou qui ne sont pas des partenaires partageant les mêmes valeurs, tels que le Japon ou la Corée du Sud,*** dans ***le domaine des*** infrastructures critiques et ***des*** chaînes d'approvisionnement***,*** demeure une préoccupation majeure et constitue l'une des vulnérabilités les plus importantes de l'Union; que cette situation est particulièrement répandue dans les secteurs des technologies et du numérique, ce qui représente un défi majeur pour la cybersécurité;

Or. en

Amendement 414
Jaroslav Bžoch, Marieke Ehlers, Fidias Panayiotou

Proposition de résolution
Considérant AK

Proposition de résolution	*Amendement*
AK. considérant que la dépendance de l'Union à l'égard d'acteurs ***étrangers*** et de technologies ***d'origine étrangère*** dans ***les*** infrastructures critiques et ***les*** chaînes d'approvisionnement demeure une préoccupation majeure et constitue l'une	AK. considérant que la dépendance de l'Union à l'égard d'acteurs ***de pays tiers*** et de technologies ***fabriquées dans des pays tiers*** dans ***le domaine des*** infrastructures critiques et ***des*** chaînes d'approvisionnement***, y compris***

des vulnérabilités les plus importantes de l'Union; que cette situation est particulièrement répandue dans les secteurs des technologies et du numérique, ce qui représente un défi majeur pour la cybersécurité;	***l'approvisionnement en matières premières provenant de pays tiers,*** demeure une préoccupation majeure et constitue l'une des vulnérabilités les plus importantes de l'Union; que cette situation est particulièrement répandue dans les secteurs des technologies et du numérique, ce qui représente un défi majeur pour la cybersécurité;

Or. en

Amendement 415
Christophe Gomart

Proposition de résolution
Considérant AK

Proposition de résolution	*Amendement*
AK. considérant que la dépendance de l'Union à l'égard d'acteurs étrangers et de technologies d'origine étrangère dans les infrastructures critiques et les chaînes d'approvisionnement demeure une préoccupation majeure et constitue l'une des vulnérabilités les plus importantes de l'Union; que cette situation est particulièrement répandue dans les secteurs des technologies et du numérique, ce qui représente un défi majeur pour la cybersécurité;	AK. considérant que la dépendance de l'Union à l'égard d'acteurs étrangers et de technologies d'origine étrangère dans les infrastructures critiques et les chaînes d'approvisionnement demeure une préoccupation majeure et constitue l'une des vulnérabilités les plus importantes de l'Union; que cette situation est particulièrement répandue dans les secteurs des technologies et du numérique, ce qui représente un défi majeur pour la cybersécurité ***et l'autonomie stratégique européenne*** ;

Or. fr

Amendement 416
Helmut Brandstätter, Cynthia Ní Mhurchú, Sandro Gozi, Petras Auštrevičius, Bart Groothuis

Proposition de résolution
Considérant AK bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*

AK bis. considérant que l'administration des États-Unis s'est révélée être un partenaire peu fiable, tandis que l'Union reste dangereusement dépendante de la technologie et des services financiers des États-Unis; que la loi états-unienne CLOUD (Clarifying Lawful Overseas Use of Data Act) oblige les entreprises basées aux États-Unis (comme Microsoft, Google et Amazon) à divulguer les données stockées partout dans le monde, y compris dans l'Union, ce qui est contraire au RGPD; que Microsoft a elle-même admis devant le Sénat français qu'elle n'était pas en mesure de protéger les données de l'Union contre la surveillance exercée par les États-Unis; que la loi FISA (Foreign Intelligence Surveillance Act) permet aux agences de renseignement des États-Unis de collecter des renseignements étrangers, y compris des données provenant de personnes ne résidant pas aux États-Unis et stockées par des entreprises états-uniennes, même si ces données sont situées en dehors des États-Unis; que la Patriot Act confère aux autorités des États-Unis de larges pouvoirs pour accéder aux documents électroniques, y compris ceux détenus par des entreprises états-uniennes à l'étranger, à des fins de sécurité nationale; que l'Union ne dispose pas de véritables garanties pour protéger les données européennes contre la surveillance des États étrangers et l'espionnage économique;

Or. en

Amendement 417
Tomas Tobé, Mika Aaltola, Tomáš Zdechovský, Sandra Kalniete, Lena Düpont, Lukas Mandl, Bartłomiej Sienkiewicz, Michał Wawrykiewicz, Ana Miguel Pedro, Fredis Beleris, Andrey Kovatchev
au nom du groupe PPE

Proposition de résolution
Considérant AK bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	AK bis. considérant que la Commission a présenté, le 20 janvier 2026, une révision du règlement sur la cybersécurité, proposant des exigences contraignantes pour la gestion de la sécurité de la chaîne d'approvisionnement des TIC dans les infrastructures critiques grâce à des évaluations systématiques des risques et à des restrictions imposées aux fournisseurs à haut risque provenant de pays présentant des risques élevés en matière de sécurité; que ce nouveau cadre va au-delà de la boîte à outils facultative de 2020 pour la sécurité des réseaux 5G en proposant des obligations de conformité contraignantes pour les États membres;

Or. en

Amendement 418
Stefano Cavedagna

Proposition de résolution
Considérant AK bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	AK bis. considérant que la mise en œuvre de l'initiative de préparation à l'horizon 2030 devrait allouer une part importante et clairement définie des ressources au renforcement de la cybersécurité et à la protection des infrastructures critiques;

Or. en

Amendement 419
Helmut Brandstätter, Cynthia Ní Mhurchú, Sandro Gozi, Petras Auštrevičius, Bart Groothuis

Proposition de résolution
Considérant AK ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	AK ter. considérant qu'à la suite des demandes du gouvernement des États-Unis, Microsoft a paralysé la Cour pénale internationale (CPI) en suspendant ses services à l'institution; que le duopole mondial des transactions financières, composé de Visa et Mastercard, a également suspendu ses services aux membres du personnel de la CPI faisant l'objet de sanctions; que l'Union dépend des entreprises états-uniennes pour plus de 80 % de ses produits, services, infrastructures et propriété intellectuelle numériques; qu'en cas d'escalade, les États-Unis ont le pouvoir de détruire instantanément l'économie de l'Union en suspendant les services numériques; qu'une telle escalade n'est plus seulement théorique et qu'elle aurait des conséquences dévastatrices pour les services publics et l'économie européens;

Or. en

Amendement 420
Tomas Tobé, Mika Aaltola, Sandra Kalniete, Lena Düpont, Lukas Mandl, Eszter Lakos, Bartłomiej Sienkiewicz, Michał Wawrykiewicz, Ana Miguel Pedro, Fredis Beleris, Andrey Kovatchev
au nom du groupe PPE

Proposition de résolution
Considérant AK ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	AK ter. considérant que la proposition de révision du règlement sur la cybersécurité pourrait considérablement élargir le mandat opérationnel et le budget de l'ENISA de plus de 80 % afin d'y inclure la coordination en temps réel des cyberincidents, les systèmes d'alerte

précoce et le partage de renseignements sur les menaces entre les États membres;

Or. en

Amendement 421
Helmut Brandstätter, Cynthia Ní Mhurchú, Sandro Gozi, Petras Auštrevičius, Bart Groothuis

Proposition de résolution
Considérant AK quater (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	AK quater. considérant que toutes les agences gouvernementales fédérales des États-Unis sont soumises à des exigences visant à «acheter américain», qui privilégient l'achat de produits fabriqués aux États-Unis; que l'Union ne dispose toujours pas de règles similaires en matière de marchés publics, ce qui exacerbe la dépendance risquée vis-à-vis des produits étrangers au détriment des entreprises européennes; que, malgré l'existence dans de nombreux cas d'alternatives européennes raisonnables, le Parlement européen et d'autres institutions de l'Union continuent d'acheter des logiciels et du matériel informatique fabriqués à l'étranger;

Or. en

Amendement 422
Tomas Tobé, Mika Aaltola, Tomáš Zdechovský, Sandra Kalniete, Lena Düpont, Lukas Mandl, Eszter Lakos, Bartłomiej Sienkiewicz, Michał Wawrykiewicz, Ana Miguel Pedro, Fredis Beleris, Andrey Kovatchev
au nom du groupe PPE

Proposition de résolution
Considérant AK quater (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*

AK quater. considérant que la proposition de révision du règlement sur la cybersécurité introduit des schémas de certification de cybersécurité de l'Union qui renforcent la confiance et la sécurité dans l'ensemble des infrastructures numériques; qu'une certification solide en matière de cybersécurité, y compris la certification de l'informatique en nuage, est essentielle pour garantir l'intégrité et la résilience des services numériques qui sous-tendent les processus démocratiques;

Or. en

Amendement 423
Tomas Tobé, Mika Aaltola, Tomáš Zdechovský, Sandra Kalniete, Lena Düpont, Lukas Mandl, Eszter Lakos, Bartłomiej Sienkiewicz, Michał Wawrykiewicz, Ana Miguel Pedro, Fredis Beleris, Andrey Kovatchev
au nom du groupe PPE

Proposition de résolution
Considérant AK quinquies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	AK quinquies. considérant que le règlement sur les réseaux numériques, proposé par la Commission le 21 janvier 2026, établit une surveillance au niveau de l'Union de l'attribution des fréquences, y compris dans les relations avec les fournisseurs de services par satellite, et prévoit le retrait du droit de fournir des réseaux et des services dans les cas où le fournisseur ne respecte pas les exigences de sécurité de la chaîne d'approvisionnement des TIC prévues par le règlement sur la cybersécurité; que, parmi d'autres infrastructures critiques, les infrastructures électorales dépendent de plus en plus des réseaux numériques et de la diversité des voies de communication pour éviter les points uniques d'échec;

Or. en

Amendement 424
Helmut Brandstätter, Cynthia Ní Mhurchú, Sandro Gozi, Petras Auštrevičius, Bart Groothuis

Proposition de résolution
Considérant AK quinquies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	AK quinquies. considérant que, selon le rapport du Corporate Europe Observatory (CEO), les grandes entreprises technologiques états-uniennes font activement pression sur la Commission afin qu'elle atténue les mesures de lutte contre les algorithmes addictifs spécialement conçus pour les plateformes de médias sociaux; que CISPE (Cloud Infrastructure Service Providers in Europe) a critiqué le cadre européen de souveraineté en matière d'informatique en nuage de la Commission pour sa formulation vague, qui est susceptible de favoriser les grandes entreprises technologiques états-uniennes par rapport aux autres solutions européennes;

Or. en

Amendement 425
Helmut Brandstätter, Cynthia Ní Mhurchú, Sandro Gozi, Petras Auštrevičius, Bart Groothuis

Proposition de résolution
Considérant AK sexies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	AK sexies. considérant que certaines institutions européennes ont réussi à réduire leur dépendance à l'égard des technologies étrangères en passant à des produits et services numériques européens et ouverts, notamment le ministère autrichien de la défense, certaines villes

danoises, plusieurs municipalités allemandes et la gendarmerie nationale française;

Or. en

Amendement 426
Helmut Brandstätter, Cynthia Ní Mhurchú, Sandro Gozi, Petras Auštrevičius, Bart Groothuis

Proposition de résolution
Considérant AK septies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	AK septies. considérant que la stratégie de sécurité nationale des États-Unis pour 2025 laisse clairement entendre qu'un «changement de régime» ou le démantèlement des structures démocratiques libérales existantes au sein de l'Union est nécessaire; que des documents divulgués et des informations parues dans les médias suggèrent que les États-Unis ont envisagé ou tentent de persuader quatre États membres de quitter l'Union;

Or. en

Amendement 427
Helmut Brandstätter, Cynthia Ní Mhurchú, Sandro Gozi, Bart Groothuis

Proposition de résolution
Considérant AK octies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	AK octies. considérant que les sentiments anti-européens gagnent du terrain dans certaines franges de la société états-unienne; que de nombreux Européens considèrent de plus en plus les États-Unis comme un ennemi plutôt qu'un allié, notamment à la lumière des

menaces proférées par l'administration des États-Unis d'annexer le Groenland; que la détérioration des relations transatlantiques renforce et encourage les acteurs malveillants et leur ingérence dans l'Union et aux États-Unis;

Or. en

Amendement 428
Jaroslav Bžoch, Marieke Ehlers, Virginie Joron, Fabrice Leggeri, Fidias Panayiotou

Proposition de résolution
Considérant AL

Proposition de résolution	*Amendement*
AL. considérant que les outils de droit pénal peuvent contribuer au bouclier européen de la démocratie dans la mesure où les activités concernées constituent des infractions pénales;	AL. considérant que les outils de droit pénal ***et les mesures d'enquête visant à détecter les comportements criminels et à prévenir les infractions pénales*** peuvent contribuer au bouclier européen de la démocratie dans la mesure où les activités concernées constituent des infractions pénales; ***qu'il est nécessaire d'agir conformément à la présomption d'innocence et de veiller à ce que les citoyens de l'Union ne soient pas traités comme des suspects en l'absence de motifs raisonnables; que les conséquences juridiques dans le domaine du droit pénal ne devraient se produire que lorsqu'une infraction pénale a été commise et établie conformément à une procédure régulière; que le bouclier européen de la démocratie ne devrait pas empiéter sur les compétences des services de renseignement secrets ou des organes de police;***

Or. en

Amendement 429
Sophie Wilmès, Sandro Gozi, Cynthia Ní Mhurchú, Helmut Brandstätter, Bart Groothuis

Proposition de résolution
Considérant AL

Proposition de résolution	*Amendement*
AL. considérant que les outils de droit pénal peuvent contribuer au bouclier européen de la démocratie dans la mesure où les activités concernées constituent des infractions pénales;	AL. considérant que les outils de droit pénal peuvent contribuer au bouclier européen de la démocratie dans la mesure où les activités concernées constituent des infractions pénales; ***que les réexamens des mandats de plusieurs organes de l'Union annoncés par la Commission, dont Europol, Eurojust et le Parquet européen, constituent une occasion opportune de renforcer la coopération opérationnelle, les capacités d'enquête et les outils répressifs transfrontières afin de lutter plus efficacement contre les menaces hybrides, la manipulation de l'information et d'autres infractions portant atteinte aux processus démocratiques;***

Or. en

Amendement 430
Beata Szydło, Mariusz Kamiński

Proposition de résolution
Considérant AL

Proposition de résolution	*Amendement*
AL. considérant que les outils de droit pénal peuvent contribuer au bouclier européen de la démocratie dans la mesure où les activités concernées constituent des infractions pénales;	AL. considérant que les outils de droit pénal peuvent contribuer au bouclier européen de la démocratie dans la mesure où les activités concernées constituent des infractions pénales; ***que les outils de droit pénal de l'Union ne peuvent être utilisés que s'il existe une base juridique claire;***

Or. en

Amendement 431

Jaroslav Bžoch, Marieke Ehlers, António Tânger Corrêa, Virginie Joron, Fabrice Leggeri

Proposition de résolution
Considérant AM

Proposition de résolution	*Amendement*
AM. considérant que les mécanismes de coopération judiciaire et policière et les outils d'échange transfrontière d'informations doivent être adaptés et renforcés, compte tenu des défis grandissants que l'ingérence étrangère fait peser sur la sécurité intérieure de l'Union;	AM. considérant que les mécanismes de coopération judiciaire et policière et les outils d'échange transfrontière d'informations doivent être adaptés et renforcés, compte tenu des défis grandissants que l'ingérence étrangère fait peser sur la sécurité intérieure de l'Union***, tout en respectant pleinement le principe d'attribution, tel qu'il est consacré à l'article 5 du traité sur l'Union européenne, et les compétences des États membres dans ce domaine***;

Or. en

Amendement 432
Beata Szydło, Mariusz Kamiński

Proposition de résolution
Considérant AM

Proposition de résolution	*Amendement*
AM. considérant que les mécanismes de coopération judiciaire et policière et les outils d'échange transfrontière d'informations doivent être adaptés et renforcés, compte tenu des défis grandissants que l'ingérence étrangère fait peser sur la sécurité intérieure de l'Union;	AM. considérant que les mécanismes de coopération judiciaire et policière***, les méthodes et technologies d'enquête modernes*** et les outils d'échange transfrontière d'informations doivent être adaptés et renforcés, compte tenu des défis grandissants que l'ingérence étrangère fait peser sur la sécurité intérieure de l'Union;

Or. en

Amendement 433
Nathalie Loiseau, Sandro Gozi, Sophie Wilmès, Cynthia Ní Mhurchú, Bart Groothuis, Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Considérant AM bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	AM bis. considérant que de nouvelles méthodes d'ingérence, telles que l'utilisation de cryptomonnaies, ont créé des défis supplémentaires pour les services répressifs et le pouvoir judiciaire; que ces méthodes nécessitent une formation spécifique sur l'ensemble de la chaîne de valeur de la manipulation et de l'ingérence, sur la manière de collecter, d'accéder, de traiter, d'interpréter et de stocker les preuves numériques pour les procédures judiciaires;

Or. en

Amendement 434
Nathalie Loiseau, Sandro Gozi, Sophie Wilmès, Cynthia Ní Mhurchú, Bart Groothuis, Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Considérant AM ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	AM ter. considérant que la répression transnationale reste un problème majeur, notamment à l'encontre des journalistes et des militants en exil dans l'Union, depuis le harcèlement judiciaire dont font l'objet les journalistes ukrainiens par des mandataires russes au sein de l'Union jusqu'aux tentatives de la Turquie ou de l'Azerbaïdjan de réduire l'opposition au silence; que les réponses à la répression transnationale sont entravées par l'absence de cadre global et la fragmentation des réponses nationales;

Or. en

Amendement 435
Nathalie Loiseau, Sandro Gozi, Cynthia Ní Mhurchú, Bart Groothuis, Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Considérant AM quater (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	AM quater. considérant que la loi turque appelée «loi sur la désinformation» fonctionne en réalité comme un outil de propagande et de censure;

Or. en

Amendement 436
Nathalie Loiseau, Sandro Gozi, Sophie Wilmès, Bart Groothuis, Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Considérant AM quinquies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	AM quinquies. considérant que les régions ultrapériphériques et les pays et territoires d'outre-mer de l'Union sont particulièrement vulnérables à l'ingérence étrangère, y compris le Groenland; que toute action entreprise pour protéger les citoyens européens contre de telles attaques devrait tenir dûment compte des régions ultrapériphériques et des territoires d'outre-mer de l'Union; que l'Azerbaïdjan a multiplié ses attaques hybrides contre la Nouvelle-Calédonie;

Or. en

Amendement 437
Jaroslav Bžoch, Marieke Ehlers, Virginie Joron, Fabrice Leggeri

Proposition de résolution

Considérant AN

Proposition de résolution	*Amendement*
AN. considérant que l'Agence de l'Union européenne pour la coopération des services répressifs (Europol) a mis en garde, dans son dernier rapport d'évaluation de la menace que représente la grande criminalité organisée dans l'Union (SOCTA UE), publié en mars 2025, contre la participation d'organisations criminelles à des campagnes hybrides; que la communication de la Commission sur ProtectEU reconnaît que divers facteurs empêchent Europol d'exploiter pleinement son potentiel opérationnel de soutien aux activités visant à lutter contre la criminalité transfrontière, notamment les lacunes dans le mandat de l'Agence en ce qui concerne les nouvelles menaces pour la sécurité, en particulier le sabotage, les menaces hybrides et la manipulation de l'information;	AN. considérant que l'Agence de l'Union européenne pour la coopération des services répressifs (Europol) a mis en garde, dans son dernier rapport d'évaluation de la menace que représente la grande criminalité organisée dans l'Union (SOCTA UE), publié en mars 2025, contre la participation d'organisations criminelles à des campagnes hybrides; que la communication de la Commission sur ProtectEU reconnaît que divers facteurs empêchent Europol d'exploiter pleinement son potentiel opérationnel de soutien aux activités visant à lutter contre la criminalité transfrontière, notamment les lacunes dans le mandat de l'Agence en ce qui concerne les nouvelles menaces pour la sécurité, en particulier le sabotage, les menaces hybrides et la manipulation de l'information; ***que, dans sa communication conjointe du 12 novembre 2025, la Commission a fait part de son intention d'étendre le mandat et les pouvoirs d'Europol, sans toutefois apporter davantage de clarté quant au champ d'application, à la base juridique ou aux garanties d'une telle extension;***

Or. en

Amendement 438
Kim Van Sparrentak
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Considérant AN

Proposition de résolution	*Amendement*
AN. considérant que l'Agence de l'Union européenne pour la coopération des services répressifs (Europol) a mis en	AN. considérant que l'Agence de l'Union européenne pour la coopération des services répressifs (Europol) a mis en

garde, dans son dernier rapport d'évaluation de la menace que représente la grande criminalité organisée dans l'Union (SOCTA UE), publié en mars 2025, contre la participation d'organisations criminelles à des ***campagnes*** hybrides; que la communication de la Commission sur ProtectEU reconnaît que divers facteurs empêchent Europol d'exploiter pleinement son potentiel opérationnel de soutien aux activités visant à lutter contre la criminalité transfrontière, notamment les lacunes dans le mandat de l'Agence en ce qui concerne les nouvelles menaces pour la sécurité, en particulier le sabotage, les menaces hybrides et la manipulation de l'information;	garde, dans son dernier rapport d'évaluation de la menace que représente la grande criminalité organisée dans l'Union (SOCTA UE), publié en mars 2025, contre la participation d'organisations criminelles à des ***menaces*** hybrides***, y compris des campagnes de désinformation***; que la communication de la Commission sur ProtectEU reconnaît que divers facteurs empêchent Europol d'exploiter pleinement son potentiel opérationnel de soutien aux activités visant à lutter contre la criminalité transfrontière, notamment les lacunes dans le mandat de l'Agence en ce qui concerne les nouvelles menaces pour la sécurité, en particulier le sabotage, les menaces hybrides et la manipulation de l'information;

Or. en

Amendement 439
Christophe Gomart

Proposition de résolution
Considérant AO

Proposition de résolution	*Amendement*
AO. considérant que la Commission s'est engagée à lancer une réforme qui fera d'Europol une agence de police véritablement opérationnelle; que les agents de police sont des partenaires essentiels dans la sauvegarde des institutions démocratiques; que cet aspect devrait être plus clairement reconnu dans les politiques pertinentes;	AO. considérant que la Commission s'est engagée à lancer une réforme qui fera d'Europol une agence de police véritablement opérationnelle; que les agents de police sont des partenaires essentiels dans la sauvegarde des institutions démocratiques; que cet aspect devrait être plus clairement reconnu dans les politiques pertinentes; ***considérant que l'augmentation et la diversification des menaces pesant sur la sécurité intérieure de l'Union, notamment celles issues du dark web, exigent un renforcement des capacités budgétaires d'Europol;***

Or. fr

Amendement 440
Jaroslav Bžoch, Marieke Ehlers, Virginie Joron, Fabrice Leggeri

Proposition de résolution
Considérant AO

Proposition de résolution	*Amendement*
AO. considérant que la Commission s'est engagée à lancer une réforme qui fera d'Europol une agence de police véritablement opérationnelle; que les agents de police sont des partenaires essentiels dans la sauvegarde des institutions démocratiques; que cet aspect devrait être plus clairement reconnu dans les politiques pertinentes;	AO. considérant que la Commission s'est engagée à lancer une réforme qui fera d'Europol une agence de police véritablement opérationnelle; que les agents de police sont des partenaires essentiels dans la sauvegarde des institutions démocratiques; que cet aspect devrait être plus clairement reconnu dans les politiques pertinentes; ***que toute réforme d'Europol devrait s'accompagner de garanties solides et du plein respect des droits fondamentaux, et ne devrait pas servir de prétexte à une ingérence indue dans les droits des citoyens;***

Or. en

Amendement 441
Kim Van Sparrentak
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Considérant AO

Proposition de résolution	*Amendement*
AO. considérant que la Commission s'est engagée à lancer une réforme qui fera d'Europol une agence de police véritablement opérationnelle; ***que les agents de police sont des partenaires essentiels dans la sauvegarde des institutions démocratiques; que cet aspect devrait être plus clairement reconnu dans les politiques pertinentes;***	AO. considérant que la Commission s'est engagée à lancer une réforme qui fera d'Europol une agence de police véritablement opérationnelle;

Or. en

Amendement 442
Tomas Tobé, Mika Aaltola, Tomáš Zdechovský, Sandra Kalniete, Lena Düpont, Lukas Mandl, Eszter Lakos, Bartłomiej Sienkiewicz, Michał Wawrykiewicz, Ana Miguel Pedro, Fredis Beleris, Andrey Kovatchev
au nom du groupe PPE

Proposition de résolution
Considérant AO

Proposition de résolution	*Amendement*
AO. considérant que la Commission s'est engagée à lancer une réforme qui fera d'Europol une agence de police véritablement opérationnelle; que les agents de police sont des partenaires essentiels dans la sauvegarde des institutions démocratiques; que cet aspect devrait être plus clairement reconnu dans les politiques pertinentes;	AO. considérant que la Commission s'est engagée à lancer une réforme qui fera d'Europol une agence de police véritablement opérationnelle; que les agents de police sont des partenaires essentiels dans la sauvegarde des institutions démocratiques; que cet aspect devrait être plus clairement reconnu dans les politiques pertinentes; ***que les atteintes à l'intégrité et à la sécurité de la police sont des atteintes à la démocratie elle-même;***

Or. en

Amendement 443
Beata Szydło, Mariusz Kamiński

Proposition de résolution
Considérant AO

Proposition de résolution	*Amendement*
AO. considérant que la Commission s'est engagée à lancer une réforme qui fera d'Europol une agence de police véritablement opérationnelle; que les agents de police sont des partenaires essentiels dans la sauvegarde des institutions démocratiques; que cet aspect devrait être plus clairement reconnu dans les politiques pertinentes;	AO. considérant que la Commission s'est engagée à lancer une réforme qui ***nécessite l'accord des États membres et*** fera d'Europol une agence de police véritablement opérationnelle; que ***les services répressifs, les services secrets et*** les agents de police sont des partenaires essentiels dans la sauvegarde des institutions démocratiques; que cet aspect devrait être plus clairement reconnu dans les politiques pertinentes;

Or. en

Amendement 444
Nathalie Loiseau, Sandro Gozi, Sophie Wilmès, Cynthia Ní Mhurchú, Bart Groothuis, Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Considérant AP bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	AP bis. considérant que la mainmise des élites et la corruption restent une menace majeure pour la démocratie européenne; que l'organisme d'éthique interinstitutionnel pour les membres des institutions et des organes consultatifs de l'Union constitue une première étape vers une plus grande responsabilité des fonctionnaires au niveau de l'Union;

Or. en

Amendement 445
Danilo Della Valle, Konstantinos Arvanitis

Proposition de résolution
Considérant AQ

Proposition de résolution	*Amendement*
AQ. considérant que les agences de l'Union chargées de la gestion des frontières, de la migration et de l'asile, à savoir l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes (Frontex) et l'Agence de l'Union européenne pour l'asile, ont un rôle clé à jouer, en coopération avec les autorités nationales, pour établir et maintenir une connaissance commune de la situation en ce qui concerne les risques liés à l'exploitation des flux migratoires à des fins politiques; qu'elles doivent également aider les États membres situés en première ligne lors de situations de crise; que la Commission a inclus le	***supprimé***

renforcement de Frontex dans ses initiatives phares pour la législature 2024-2029;

Or. en

Amendement 446
Kim Van Sparrentak
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Considérant AQ

Proposition de résolution	*Amendement*
AQ. considérant que les agences de l'Union chargées de la gestion des frontières, de la migration et de l'asile, à savoir l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes (Frontex) et l'Agence de l'Union européenne pour l'asile, ont un rôle clé à jouer, en coopération avec les autorités nationales, pour établir et maintenir une connaissance commune de la situation en ce qui concerne les risques liés à l'exploitation des flux migratoires à des fins politiques; qu'elles doivent également aider les États membres situés en première ligne lors de situations de crise; que la Commission a inclus le renforcement de Frontex dans ses initiatives phares pour la législature 2024-2029;	***supprimé***

Or. en

Amendement 447
Nathalie Loiseau, Sandro Gozi, Sophie Wilmès, Cynthia Ní Mhurchú, Bart Groothuis, Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Considérant AQ

Proposition de résolution	*Amendement*
AQ. considérant que les agences de l'Union chargées de la gestion des frontières, de la migration et de l'asile, à savoir l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes (Frontex) et l'Agence de l'Union européenne pour l'asile, ont un rôle clé à jouer, en coopération avec les autorités nationales, pour établir et maintenir une connaissance commune de la situation en ce qui concerne les risques liés à l'exploitation des flux migratoires à des fins politiques; qu'elles doivent également aider les États membres situés en première ligne lors de situations de crise; que la Commission a inclus le renforcement de Frontex dans ses initiatives phares pour la législature 2024-2029;	AQ. considérant que les agences de l'Union chargées de la gestion des frontières, de la migration et de l'asile, à savoir l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes (Frontex) et l'Agence de l'Union européenne pour l'asile, ont un rôle clé à jouer, en coopération avec les autorités nationales, pour établir et maintenir une connaissance commune de la situation en ce qui concerne les risques liés à l'exploitation des flux migratoires à des fins politiques ***et d'ingérence***; qu'elles doivent également aider les États membres situés en première ligne lors de situations de crise; que la Commission a inclus le renforcement de Frontex dans ses initiatives phares pour la législature 2024-2029;

Or. en

Amendement 448
Beata Szydło, Mariusz Kamiński

Proposition de résolution
Considérant AQ

Proposition de résolution	*Amendement*
AQ. considérant que les agences de l'Union chargées de la gestion des frontières, de la migration et de l'asile, à savoir l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes (Frontex) et l'Agence de l'Union européenne pour l'asile, ont un rôle ***clé*** à jouer***, en coopération avec les*** autorités nationales, pour établir et maintenir une connaissance commune de la situation en ce qui concerne les risques liés à l'exploitation des flux migratoires à des fins politiques; qu'elles doivent également aider les États membres situés en première ligne lors de situations de crise; que la Commission a inclus le renforcement de Frontex dans ses	AQ. considérant que les agences de l'Union chargées de la gestion des frontières, de la migration et de l'asile, à savoir l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes (Frontex) et l'Agence de l'Union européenne pour l'asile, ont un rôle ***de soutien*** à jouer ***auprès des*** autorités nationales, pour établir et maintenir une connaissance commune de la situation en ce qui concerne les risques liés à l'exploitation des flux migratoires à des fins politiques; qu'elles doivent également aider les États membres situés en première ligne lors de situations de crise; que la Commission a inclus le renforcement de Frontex dans ses

initiatives phares pour la législature 2024-2029;	initiatives phares pour la législature 2024-2029;

Or. en

Amendement 449
Fredis Beleris

Proposition de résolution
Considérant AQ bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	AQ bis. considérant que les États membres sont de plus en plus exposés à des menaces hybrides émanant de pays tiers qui cherchent à porter atteinte à leur intégrité territoriale, notamment par l'instrumentalisation des flux migratoires, les violations de leur espace aérien et les activités de pêche illégales, dans le but d'intimider les citoyens européens et d'utiliser le débat public pour promouvoir des idéologies populistes;

Or. en

Amendement 450
Helmut Brandstätter, Cynthia Ní Mhurchú, Sandro Gozi, Petras Auštrevičius, Bart Groothuis

Proposition de résolution
Considérant AQ bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	AQ bis. considérant qu'en 2023, le gouvernement de Viktor Orbán a libéré de prison plus de 2 000 trafiquants d'êtres humains condamnés, mettant en danger des personnes en Hongrie et dans des pays voisins tels que l'Autriche;

Or. en

Amendement 451
Helmut Brandstätter, Cynthia Ní Mhurchú, Sandro Gozi, Sophie Wilmès, Petras Auštrevičius, Bart Groothuis

Proposition de résolution
Considérant AQ ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	AQ ter. considérant que la Russie et la Biélorussie instrumentalisent les migrations dans le cadre d'attaques hybrides en recrutant des migrants du Moyen-Orient, d'Asie du Sud-Est et d'Afrique, en les transportant aux frontières orientales de l'Union et en les encourageant ou parfois en les forçant à franchir illégalement la frontière; que cette stratégie vise à créer le chaos aux frontières de l'Union, à mettre à rude épreuve les ressources et à semer la division et le sentiment anti-immigration au sein de l'Union;

Or. en

Amendement 452
Helmut Brandstätter, Cynthia Ní Mhurchú, Sandro Gozi, Petras Auštrevičius, Bart Groothuis

Proposition de résolution
Considérant AQ quater (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	AQ quater. considérant que, selon le département de la sécurité d'État de la Lituanie, les services de renseignement russes et biélorusses ont planifié des attaques violentes contre des membres de la communauté biélorusse en Lituanie, et que des agents russes et biélorusses ont mené des opérations d'information et de guerre psychologique en Lituanie dans le but de créer un sentiment d'insécurité

parmi la diaspora biélorusse;

Or. en

Amendement 453
Sophie Wilmès, Sandro Gozi, Cynthia Ní Mhurchú, Helmut Brandstätter, Bart Groothuis

Proposition de résolution
Considérant AR

Proposition de résolution	*Amendement*
AR. considérant que les pays candidats et les pays voisins de l'Union, notamment l'Ukraine, la Moldavie et les Balkans occidentaux, restent fortement exposés aux activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger ainsi qu'aux menaces hybrides, et qu'ils ont besoin du soutien de l'Union pour renforcer leur résilience civique et institutionnelle;	AR. considérant que les pays candidats et les pays voisins de l'Union, notamment l'Ukraine, la Moldavie et les Balkans occidentaux, restent fortement exposés aux activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger ainsi qu'aux menaces hybrides, et qu'ils ont besoin du soutien de l'Union pour renforcer leur résilience civique et institutionnelle; ***qu'il est essentiel que le bouclier européen de la démocratie soit conçu et mis en œuvre de manière à inclure ces partenaires, en tenant compte de leurs vulnérabilités structurelles spécifiques et des défis en matière de sécurité, et en fournissant une assistance ciblée, un renforcement des capacités et des mesures de protection afin d'empêcher l'exploitation de faiblesses susceptibles de déstabiliser à la fois leurs systèmes démocratiques et l'environnement de sécurité européen au sens large;***

Or. en

Amendement 454
Fredis Beleris

Proposition de résolution
Considérant AR

Proposition de résolution	*Amendement*
AR. considérant que les pays candidats et les pays voisins de l'Union, notamment l'Ukraine, la Moldavie et les Balkans occidentaux, restent fortement exposés aux activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger ainsi qu'aux menaces hybrides, et qu'ils ont besoin du soutien de l'Union pour renforcer leur résilience civique et institutionnelle;	AR. considérant que les pays candidats et les pays voisins de l'Union, notamment l'Ukraine, la Moldavie et les Balkans occidentaux, restent fortement exposés aux activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger ainsi qu'aux menaces hybrides, et qu'ils ont besoin du soutien de l'Union pour renforcer leur résilience civique et institutionnelle; ***que l'efficacité des efforts déployés par l'Union pour renforcer la résilience institutionnelle dans les pays candidats dépend de leur volonté d'adopter des mesures pertinentes, de mettre en œuvre les réformes nécessaires et de coopérer efficacement;***

Or. en

Amendement 455
Kim Van Sparrentak
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Considérant AR

Proposition de résolution	*Amendement*
AR. considérant que les pays candidats et les pays voisins de l'Union, notamment l'Ukraine, la Moldavie ***et*** les Balkans occidentaux, restent fortement exposés aux activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger ainsi qu'aux menaces hybrides, et qu'ils ont besoin du soutien de l'Union pour renforcer leur résilience civique et institutionnelle;	AR. considérant que les pays candidats et les pays voisins de l'Union, notamment l'Ukraine, la Moldavie***, ainsi que*** les Balkans occidentaux, restent fortement exposés aux activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger ainsi qu'aux menaces hybrides, et qu'ils ont besoin du soutien de l'Union pour renforcer leur résilience civique et institutionnelle; ***que l'Union soutient le renforcement de la résilience des pays mentionnés face aux activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger, notamment au moyen des instruments de financement de la facilité pour l'Ukraine, de la facilité pour les réformes et la***

croissance en faveur des Balkans occidentaux et de la facilité pour la Moldavie;

Or. en

Amendement 456
Eugen Tomac

Proposition de résolution
Considérant AR

Proposition de résolution	*Amendement*
AR. considérant que les pays candidats et les pays voisins de l'Union, notamment l'Ukraine, la Moldavie et les Balkans occidentaux, restent fortement exposés aux activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger ainsi qu'aux menaces hybrides, et qu'ils ont besoin du soutien de l'Union pour renforcer leur résilience civique et institutionnelle;	AR. considérant que les pays candidats et les pays voisins de l'Union, notamment l'Ukraine, la Moldavie et les Balkans occidentaux, restent fortement exposés aux activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger ainsi qu'aux menaces hybrides, ***la République de Moldavie étant confrontée à des campagnes de désinformation persistantes, coordonnées et soutenues par l'État visant à compromettre les institutions démocratiques, l'intégrité électorale et son processus d'adhésion à l'Union,*** et qu'ils ont besoin du soutien de l'Union pour renforcer leur résilience civique et institutionnelle;

Or. en

Amendement 457
Nathalie Loiseau, Sandro Gozi, Sophie Wilmès, Cynthia Ní Mhurchú, Bart Groothuis, Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Considérant AR

Proposition de résolution	*Amendement*
AR. considérant que les pays candidats et les pays voisins de l'Union, notamment l'Ukraine, la Moldavie et les Balkans	AR. considérant que les pays candidats et les pays voisins de l'Union, notamment l'Ukraine, la Moldavie***, l'Arménie, la***

occidentaux, restent fortement exposés aux activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger ainsi qu'aux menaces hybrides, et qu'ils ont besoin du soutien de l'Union pour renforcer leur résilience civique et institutionnelle;	***Géorgie*** et les Balkans occidentaux, restent fortement exposés aux activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger ainsi qu'aux menaces hybrides, et qu'ils ont besoin du soutien de l'Union pour renforcer leur résilience civique et institutionnelle; ***que l'Union devrait tenir compte du retour d'information et de l'expérience de ces pays, étant donné qu'ils sont confrontés à des attaques hybrides russes depuis de nombreuses années;***

Or. en

Amendement 458
Ana Catarina Mendes, Kathleen Van Brempt, Sandro Ruotolo, Vasile Dîncu, Csaba Molnár, Juan Fernando López Aguilar, Pina Picierno, Christel Schaldemose

Proposition de résolution
Considérant AR

Proposition de résolution	*Amendement*
AR. considérant que les pays candidats et les pays voisins de l'Union, notamment l'Ukraine, la Moldavie et les Balkans occidentaux, restent fortement exposés aux activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger ainsi qu'aux menaces hybrides, et qu'ils ont besoin du soutien de l'Union pour renforcer leur résilience civique et institutionnelle;	AR. considérant que les pays candidats et les pays voisins de l'Union, notamment l'Ukraine, la Moldavie et les Balkans occidentaux, restent fortement exposés aux activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger ainsi qu'aux menaces hybrides, et qu'ils ont besoin du soutien de l'Union pour renforcer leur résilience civique et institutionnelle ***et lutter contre les activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger et les menaces hybrides***;

Or. en

Amendement 459
Helmut Brandstätter, Cynthia Ní Mhurchú, Sandro Gozi, Sophie Wilmès, Petras Auštrevičius, Bart Groothuis

Proposition de résolution
Considérant AR

Proposition de résolution	*Amendement*
AR. considérant que les pays candidats et les pays voisins de l'Union, notamment l'Ukraine, la Moldavie et les Balkans occidentaux, restent fortement exposés aux activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger ainsi qu'aux menaces hybrides, et qu'ils ont besoin du soutien de l'Union pour renforcer leur résilience civique et institutionnelle;	AR. considérant que les pays candidats et les pays voisins de l'Union, notamment l'Ukraine, la Moldavie***, l'Arménie, la Géorgie*** et les Balkans occidentaux, restent fortement exposés aux activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger ainsi qu'aux menaces hybrides, et qu'ils ont besoin du soutien de l'Union pour renforcer leur résilience civique et institutionnelle;

Or. en

Amendement 460
Jaroslav Bžoch, Marieke Ehlers

Proposition de résolution
Considérant AR

Proposition de résolution	*Amendement*
AR. considérant que les pays candidats et les pays voisins de l'Union***, notamment l'Ukraine, la Moldavie et les Balkans occidentaux,*** restent fortement exposés aux activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger ainsi qu'aux menaces hybrides, et qu'ils ont besoin du soutien de l'Union pour renforcer leur résilience civique et institutionnelle;	AR. considérant que les pays candidats et les pays voisins de l'Union restent fortement exposés aux activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger ainsi qu'aux menaces hybrides, et qu'ils ont besoin du soutien de l'Union pour renforcer leur résilience civique et institutionnelle;

Or. en

Amendement 461
Beata Szydło, Mariusz Kamiński

Proposition de résolution
Considérant AR

Proposition de résolution	*Amendement*
AR. considérant que les pays candidats et les pays voisins de l'Union, notamment l'Ukraine, la Moldavie et les Balkans occidentaux, restent fortement exposés aux activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger ainsi qu'aux menaces hybrides, et qu'ils ont besoin du soutien de l'Union pour renforcer leur résilience civique et institutionnelle;	AR. considérant que les pays candidats et les pays voisins de l'Union, notamment ***la Géorgie,*** l'Ukraine, la Moldavie et les Balkans occidentaux, restent fortement exposés aux activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger ainsi qu'aux menaces hybrides, et qu'ils ont besoin du soutien de l'Union pour renforcer leur résilience civique et institutionnelle;

Or. en

Amendement 462
Danilo Della Valle, Konstantinos Arvanitis

Proposition de résolution
Considérant AR

Proposition de résolution	*Amendement*
AR. considérant que les pays candidats et les pays voisins de l'Union, notamment l'Ukraine, la Moldavie et les Balkans occidentaux, restent fortement exposés aux activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger ***ainsi qu'aux menaces hybrides***, et qu'ils ont besoin du soutien de l'Union pour renforcer leur résilience civique et institutionnelle;	AR. considérant que les pays candidats et les pays voisins de l'Union, notamment l'Ukraine, la Moldavie et les Balkans occidentaux, restent fortement exposés aux activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger, et qu'ils ont besoin du soutien de l'Union pour renforcer leur résilience civique et institutionnelle;

Or. en

Amendement 463
Fredis Beleris

Proposition de résolution
Considérant AR bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*

AR bis. considérant que les pays candidats sont des membres potentiels de l'Union et que tous les défis internes auxquels ils sont confrontés, s'ils ne sont pas traités efficacement, risquent d'affecter l'Union au moment de l'adhésion; que certains pays candidats doivent encore progresser dans l'atténuation des risques liés à la corruption, aux restrictions des libertés politiques, à la persécution des journalistes et à la criminalité organisée; que l'Union devrait soutenir activement les pays candidats au moyen d'un financement adéquat et d'une coopération renforcée afin de remédier aux vulnérabilités structurelles qui les exposent à des ingérences de pays tiers, en tant qu'élément essentiel du processus d'adhésion;

Or. en

Amendement 464
Petar Volgin

Proposition de résolution
Considérant AS

Proposition de résolution	*Amendement*
AS. considérant que ***la guerre d'agression menée par*** la Russie ***contre*** l'Ukraine ***et la posture géopolitique affirmée de la Chine ont*** intensifié le recours à la désinformation, à la coercition économique et à l'influence stratégique***, ciblant non seulement l'Union, mais aussi des régions vulnérables telles que les Balkans occidentaux, les pays partenaires d'Europe orientale et le Sud global***; ***que plusieurs sources révèlent que le budget de la Russie consacré à la diffusion de la désinformation et de la propagande s'élève à un montant compris entre 1 et 2 milliards de dollars par an; que les élections et les événements politiques à***	AS. considérant que ***le conflit entre*** la Russie ***et*** l'Ukraine ***a*** intensifié le recours à la désinformation, à la coercition économique et à l'influence stratégique;

travers l'Europe témoignent de l'existence d'une guerre hybride offensive à grande échelle, persistante, ciblée et sophistiquée, menée par la Russie, visant à entamer la confiance dans nos systèmes et institutions politiques et à entretenir une confusion constante entre les faits et les fausses informations; qu'une telle guerre nécessite une réponse appropriée et un passage d'une stratégie purement défensive à une stratégie offensive;

Or. en

Amendement 465
Konstantinos Arvanitis, Danilo Della Valle

Proposition de résolution
Considérant AS

Proposition de résolution	*Amendement*
AS. considérant que la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine et la posture géopolitique affirmée de la Chine ont intensifié le recours à la désinformation, à la coercition économique et à l'influence stratégique, ciblant non seulement l'Union, mais aussi des régions vulnérables telles que les Balkans occidentaux, les pays partenaires d'Europe orientale et le Sud global; ***que plusieurs sources révèlent que le budget de la Russie consacré à la diffusion de la désinformation et de la propagande s'élève à un montant compris entre 1 et 2 milliards de dollars par an; que les élections et les événements politiques à travers l'Europe témoignent de l'existence d'une guerre hybride offensive à grande échelle, persistante, ciblée et sophistiquée, menée par la Russie, visant à entamer la confiance dans nos systèmes et institutions politiques et à entretenir une confusion constante entre les faits et les fausses informations; qu'une telle guerre nécessite une réponse appropriée et un***	AS. considérant que la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine et la posture géopolitique affirmée de la Chine ont intensifié le recours à la désinformation, à la coercition économique et à l'influence stratégique, ciblant non seulement l'Union, mais aussi des régions vulnérables telles que les Balkans occidentaux, les pays partenaires d'Europe orientale et le Sud global;

passage d'une stratégie purement défensive à une stratégie offensive;

Or. en

Amendement 466
Beata Szydło, Mariusz Kamiński

Proposition de résolution
Considérant AS

Proposition de résolution	*Amendement*
AS. considérant que la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine et la posture géopolitique affirmée de la Chine ont intensifié le recours à la désinformation, à la coercition économique et à l'influence stratégique, ciblant non seulement l'Union, mais aussi des régions vulnérables telles que les Balkans occidentaux, les pays partenaires d'Europe orientale et le Sud global; que plusieurs sources révèlent que le budget de la Russie consacré à la diffusion de la désinformation et de la propagande s'élève à un montant compris entre 1 et 2 milliards de dollars par an; que les élections et les événements politiques à travers l'Europe témoignent de l'existence d'une guerre hybride offensive à grande échelle, persistante, ciblée et sophistiquée, menée par la Russie, visant à entamer la confiance dans nos systèmes et institutions politiques et à entretenir une confusion constante entre les faits et les fausses informations; qu'une telle guerre nécessite une réponse appropriée et un passage d'une stratégie purement défensive à une stratégie offensive;	AS. considérant que la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine et la posture géopolitique affirmée de la Chine ont intensifié le recours à la désinformation, à la coercition économique et à l'influence stratégique, ciblant non seulement l'Union, mais aussi des régions vulnérables telles que les Balkans occidentaux, les pays partenaires d'Europe orientale et le Sud global; que plusieurs sources révèlent que le budget de la Russie consacré à la diffusion de la désinformation et de la propagande s'élève à un montant compris entre 1 et 2 milliards de dollars par an; que les élections et les événements politiques à travers l'Europe témoignent de l'existence d'une guerre hybride offensive à grande échelle, persistante, ciblée et sophistiquée, menée par la Russie, visant à entamer la confiance dans nos systèmes et institutions politiques et à entretenir une confusion constante entre les faits et les fausses informations; qu'une telle guerre nécessite une réponse appropriée et un passage d'une stratégie purement défensive à une stratégie offensive; ***que l'Union a également relayé une telle désinformation, comme l'illustre l'exemple de la Pologne, où la désinformation a été utilisée pour discréditer les actions légitimes du gouvernement conservateur à la frontière polono-biélorusse lors de la soi-disant mission d'enquête en Pologne et lors de***

nombreux entretiens et auditions;

Or. en

Amendement 467
Jaroslav Bžoch, Marieke Ehlers, Fabrice Leggeri

Proposition de résolution
Considérant AS

Proposition de résolution	*Amendement*
AS. considérant que la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine et la posture géopolitique affirmée de la Chine ont intensifié le recours à la désinformation, à la coercition économique et à l'influence stratégique, ciblant non seulement l'Union, mais aussi des régions vulnérables telles que les Balkans occidentaux, les pays partenaires d'Europe orientale et le Sud global; que plusieurs sources révèlent que le budget de la Russie consacré à la diffusion de la désinformation et de la propagande s'élève à un montant compris entre 1 et 2 milliards de dollars par an; que les élections et les événements politiques à travers l'Europe témoignent de l'existence d'une guerre hybride offensive à grande échelle, persistante, ciblée et sophistiquée, menée par ***la Russie***, visant à entamer la confiance dans nos systèmes et institutions politiques et à entretenir une confusion constante entre les faits et les fausses informations; qu'une telle guerre nécessite une réponse appropriée et un passage d'une stratégie purement défensive à une stratégie offensive;	AS. considérant que la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine et la posture géopolitique affirmée de la Chine ont intensifié le recours à la désinformation, à la coercition économique et à l'influence stratégique, ciblant non seulement l'Union, mais aussi des régions vulnérables telles que les Balkans occidentaux, les pays partenaires d'Europe orientale et le Sud global; que plusieurs sources révèlent que le budget de la Russie consacré à la diffusion de la désinformation et de la propagande s'élève à un montant compris entre 1 et 2 milliards de dollars par an; que les élections et les événements politiques à travers l'Europe témoignent de l'existence d'une guerre hybride offensive à grande échelle, persistante, ciblée et sophistiquée, menée par ***des pays tiers***, visant à entamer la confiance dans nos systèmes et institutions politiques et à entretenir une confusion constante entre les faits et les fausses informations; qu'une telle guerre nécessite une réponse appropriée et un passage d'une stratégie purement défensive à une stratégie offensive; ***qu'une part importante des informations est classifiée, souvent traitée principalement au sein des structures de sécurité nationale et de renseignement, et peut ne pas être accessible au public; que, dans ce contexte, la capacité d'évaluer en temps réel ce qui constitue une information***

exacte peut être limitée;

Or. en

Amendement 468
Fredis Beleris

Proposition de résolution
Considérant AS

Proposition de résolution	*Amendement*
AS. considérant que la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine et la posture géopolitique affirmée de la Chine ont intensifié le recours à la désinformation, à la coercition économique et à l'influence stratégique, ciblant non seulement l'Union, mais aussi des régions vulnérables telles que les Balkans occidentaux, les pays partenaires d'Europe orientale et le Sud global; que plusieurs sources révèlent que le budget de la Russie consacré à la diffusion de la désinformation et de la propagande s'élève à un montant compris entre 1 et 2 milliards de dollars par an; que les élections et les événements politiques à travers l'Europe témoignent de l'existence d'une guerre hybride offensive à grande échelle, persistante, ciblée et sophistiquée, menée par la Russie, visant à entamer la confiance dans nos systèmes et institutions politiques et à entretenir une confusion constante entre les faits et les fausses informations; qu'une telle guerre nécessite une réponse appropriée et un passage d'une stratégie purement défensive à une stratégie offensive;	AS. considérant que la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine et la posture géopolitique affirmée de la Chine ont intensifié le recours à la désinformation, à la coercition économique et à l'influence stratégique, ciblant non seulement l'Union, mais aussi des régions vulnérables telles que les Balkans occidentaux, les pays partenaires d'Europe orientale et le Sud global; que plusieurs sources révèlent que le budget de la Russie consacré à la diffusion de la désinformation et de la propagande s'élève à un montant compris entre 1 et 2 milliards de dollars par an; que ***certains pays tiers utilisent souvent le discours politique public pour diffuser de la désinformation et contester les droits souverains des États membres dans le but de manipuler l'opinion publique et le comportement électoral de leurs propres citoyens; que*** les élections et les événements politiques à travers l'Europe témoignent de l'existence d'une guerre hybride offensive à grande échelle, persistante, ciblée et sophistiquée, menée par la Russie, visant à entamer la confiance dans nos systèmes et institutions politiques et à entretenir une confusion constante entre les faits et les fausses informations; qu'une telle guerre nécessite une réponse appropriée et un passage d'une stratégie purement défensive à une stratégie offensive;

Or. en

Amendement 469
Helmut Brandstätter, Cynthia Ní Mhurchú, Sandro Gozi, Petras Auštrevičius, Bart Groothuis

Proposition de résolution
Considérant AS

Proposition de résolution	*Amendement*
AS. considérant que la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine et la posture géopolitique affirmée de la Chine ont intensifié le recours à la désinformation, à la coercition économique et à l'influence stratégique, ciblant non seulement l'Union, mais aussi des régions vulnérables telles que les Balkans occidentaux, les pays partenaires d'Europe orientale et le Sud global; que plusieurs sources révèlent que le budget de la Russie consacré à la diffusion de la désinformation et de la propagande s'élève à ***un montant compris entre 1 et 2*** milliards ***de dollars par an***; que les élections et les événements politiques à travers l'Europe témoignent de l'existence d'une guerre hybride offensive à grande échelle, persistante, ciblée et sophistiquée, menée par la Russie, visant à entamer la confiance dans nos systèmes et institutions politiques et à entretenir une confusion constante entre les faits et les fausses informations; qu'une telle guerre nécessite une réponse appropriée et un passage d'une stratégie purement défensive à une stratégie offensive;	AS. considérant que la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine et la posture géopolitique affirmée de la Chine ont intensifié le recours à la désinformation, à la coercition économique et à l'influence stratégique, ciblant non seulement l'Union, mais aussi des régions vulnérables telles que les Balkans occidentaux, les pays partenaires d'Europe orientale et le Sud global; que plusieurs sources révèlent que le budget ***annuel*** de la Russie consacré à la diffusion de la désinformation et de la propagande s'élève à ***plusieurs*** milliards ***d'euros, qui sont investis de manière très stratégique; que la guerre de désinformation menée par la Russie ne s'est pas accompagnée d'un financement ou d'une stratégie adéquats de la part de l'Union***; que les élections et les événements politiques à travers l'Europe témoignent de l'existence d'une guerre hybride offensive à grande échelle, persistante, ciblée et sophistiquée, menée par la Russie, visant à entamer la confiance dans nos systèmes et institutions politiques et à entretenir une confusion constante entre les faits et les fausses informations; qu'une telle guerre nécessite une réponse appropriée et un passage d'une stratégie purement défensive à une stratégie offensive;

Or. en

Amendement 470

Petras Auštrevičius, Dainius Žalimas, Sandro Gozi, Cynthia Ní Mhurchú, Bart Groothuis, Helmut Brandstätter

Proposition de résolution
Considérant AS bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	AS bis. considérant que la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine, ainsi que sa guerre hybride plus large contre l'Europe et son ingérence dans les processus démocratiques d'autres pays, ont été rendues possibles et justifiées par l'idéologie nationaliste impérialiste du «ruscisme», et s'inscrivent dans une stratégie plus large dirigée contre l'Occident et ses intérêts et valeurs, y compris l'ordre international fondé sur des règles, l'état de droit, la démocratie, les droits de l'homme et la sécurité commune; que le Parlement européen a condamné l'idéologie, les politiques et les pratiques du régime russe actuel comme étant incompatibles avec le droit international et les valeurs européennes;

Or. en

Amendement 471
Sophie Wilmès, Sandro Gozi, Cynthia Ní Mhurchú, Helmut Brandstätter

Proposition de résolution
Considérant AS bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	AS bis. considérant toutefois que limiter le bouclier européen de la démocratie à certains acteurs étatiques serait contre-productif, car ce bouclier doit être conçu comme un cadre permanent, indépendant de toute menace et fondé sur des valeurs, qui ne vise pas à cibler des pays particuliers, mais à préserver la sécurité, l'intégrité démocratique et la résilience

sociétale de l'Union contre toute source actuelle ou future d'ingérence ou de manipulation;

Or. en

Amendement 472
Helmut Brandstätter, Cynthia Ní Mhurchú, Sandro Gozi, Petras Auštrevičius, Bart Groothuis

Proposition de résolution
Considérant AT

Proposition de résolution	*Amendement*
AT. considérant que la mission de partenariat de l'Union européenne en République de Moldavie (EUPM Moldova) a été créée le 24 avril 2023 dans le but clair d'aider les autorités moldaves à lutter contre les activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger;	AT. considérant ***que la Russie a mené une campagne d'ingérence hybride à plusieurs niveaux afin de perturber les élections moldaves de 2024 et de 2025, en combinant désinformation, manipulation financière, cyberattaques et réseaux d'intermédiaires; que la Russie a probablement investi plus de 300 millions d'euros dans ces tentatives, mais qu'elle a échoué lamentablement, démontrant ainsi l'efficacité des politiques défensives de la Moldavie;*** que la mission de partenariat de l'Union européenne en République de Moldavie (EUPM Moldova) a été créée le 24 avril 2023 dans le but clair d'aider les autorités moldaves à lutter contre les activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger;

Or. en

Amendement 473
Nathalie Loiseau, Sandro Gozi, Sophie Wilmès, Cynthia Ní Mhurchú, Bart Groothuis, Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Considérant AT bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*

AT bis. considérant que l'Arménie est la cible d'attaques hybrides et d'ingérences généralisées; que des élections législatives sont prévues pour le 7 juin 2026; que les cyberattaques et les opérations de désinformation malveillantes se multiplient à la suite du processus électoral; que, selon le rapport annuel de l'Arménie sur les risques en matière de sécurité extérieure, des acteurs étrangers activent leurs agents en Arménie; que l'Église apostolique arménienne a constitué un point d'entrée pour la propagande russe;

Or. en

Amendement 474
Helmut Brandstätter, Cynthia Ní Mhurchú, Sandro Gozi, Petras Auštrevičius, Bart Groothuis

Proposition de résolution
Considérant AT bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	AT bis. considérant que la Russie s'ingère activement en Arménie à l'approche des élections législatives de juin 2026, en recourant à la désinformation, à la subversion politique et à l'influence de la diaspora pour compromettre le gouvernement démocratique du Premier ministre Nikol Pashinyan, faire échouer les pourparlers de paix avec l'Azerbaïdjan et réaffirmer l'influence du Kremlin;

Or. en

Amendement 475
Helmut Brandstätter, Cynthia Ní Mhurchú, Sandro Gozi, Petras Auštrevičius, Bart Groothuis

Proposition de résolution
Considérant AT ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	AT ter. considérant que la Serbie est devenue une plaque tournante de la désinformation et un relais des opérations d'influence russes et, dans une moindre mesure, chinoises; qu'en 2024, la Serbie a accueilli un camp d'entraînement militant lié à la Russie qui a recruté et formé 100 hommes afin de semer le trouble lors des élections et du référendum en Moldavie; que l'infrastructure informatique serbe a été utilisée pour lancer des attaques sophistiquées d'hameçonnage ciblé se faisant passer pour la Conférence de sécurité de Belgrade et visant des responsables et des diplomates de l'Union et de l'OTAN; que la Serbie est devenue un refuge pour les espions et les oligarques russes qui surveillent les figures de l'opposition russe et trouvent des moyens de contourner les sanctions; que des citoyens serbes ont été arrêtés en Serbie pour avoir prétendument commis des actes motivés par la haine en France et en Allemagne, notamment en dégradant des sites juifs et en plaçant des têtes de porc près de mosquées dans le but de semer la discorde ethnique et religieuse;

Or. en

Amendement 476
Nathalie Loiseau, Sandro Gozi, Cynthia Ní Mhurchú, Bart Groothuis, Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Considérant AT ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	AT ter. considérant que, bien qu'elle utilise les Églises pour diffuser sa propagande et se présente comme la seule défenseuse des valeurs traditionnelles, la

	Russie a commis de graves violations des droits de l'homme et de la liberté religieuse dans les territoires ukrainiens occupés; qu'en 2022, la Russie a imposé une interdiction totale de l'Église grecque-catholique ukrainienne (EGCU) dans ces territoires, ainsi que de toute communauté religieuse non affiliée au Patriarcat de Moscou; que ces faits caractérisent la persécution religieuse comme une politique d'État de la Russie et constituent une grave violation du droit international;

Or. en

Amendement 477
Nathalie Loiseau, Sandro Gozi, Bart Groothuis

Proposition de résolution
Considérant AU

Proposition de résolution	*Amendement*
AU. considérant que l'affaiblissement du soutien des États-Unis à la démocratie internationale a créé un déficit de financement important au niveau mondial pour lutter contre la désinformation et l'influence autoritaire;	***supprimé***

Or. en

Amendement 478
Sophie Wilmès, Sandro Gozi, Cynthia Ní Mhurchú, Helmut Brandstätter, Bart Groothuis

Proposition de résolution
Considérant AU

Proposition de résolution	*Amendement*
AU. considérant que l'affaiblissement du soutien des États-Unis à la démocratie internationale a créé un déficit de	AU. considérant que l'affaiblissement du soutien des États-Unis à la démocratie internationale a créé un déficit de

financement important au niveau mondial pour lutter contre la désinformation et l'influence autoritaire;	financement important au niveau mondial pour lutter contre la désinformation et l'influence autoritaire; ***que cette évolution s'est accompagnée, dans certains cas, d'une réduction du soutien financier aux réseaux indépendants de vérification des faits, d'une réticence croissante de certaines plateformes à maintenir ou à introduire des mesures de sauvegarde solides, et de l'émergence de discours remettant en cause la légitimité des mécanismes d'intégrité et de responsabilité du contenu; que ces évolutions risquent d'affaiblir l'écosystème mondial de l'intégrité de l'information et d'accroître l'exposition à la manipulation, soulignant ainsi la nécessité pour l'Union de renforcer ses propres capacités, partenariats et engagements à long terme en matière de défense des valeurs démocratiques et d'informations fiables;***
	Or. en

Amendement 479
Beata Szydło, Mariusz Kamiński

Proposition de résolution
Considérant AU

Proposition de résolution	*Amendement*
AU. considérant que l'affaiblissement du soutien des États-Unis à la démocratie internationale a créé un déficit de financement important au niveau mondial pour lutter contre la désinformation et l'influence autoritaire;	AU. considérant que l'affaiblissement du soutien des États-Unis à la démocratie internationale a créé un déficit de financement important au niveau mondial pour lutter contre la désinformation et l'influence autoritaire; ***que les audits et les contrôles de ce soutien ont révélé, dans de nombreux cas, des abus de grande ampleur, ainsi que son orientation vers des projets de nature idéologique et politique;***
	Or. en

Amendement 480
Jaroslav Bžoch, Marieke Ehlers, Virginie Joron, Fabrice Leggeri

Proposition de résolution
Considérant AU

Proposition de résolution	*Amendement*
AU. considérant que ***l'affaiblissement du soutien des États-Unis à la démocratie internationale a créé un déficit de financement important au niveau mondial pour lutter contre la désinformation et l'influence autoritaire***;	AU. considérant que***, compte tenu des changements géopolitiques en cours, l'accès aux minerais et autres matières premières stratégiques nécessaires à la fabrication des produits et services couramment utilisés aujourd'hui et dont dépend la société moderne est devenu une question de souveraineté stratégique et de sécurité***;

Or. en

Amendement 481
Ana Catarina Mendes, Kathleen Van Brempt, Sandro Ruotolo, Vasile Dîncu, Csaba Molnár, Juan Fernando López Aguilar, Pina Picierno, Christel Schaldemose

Proposition de résolution
Considérant AU

Proposition de résolution	*Amendement*
AU. considérant que l'affaiblissement du soutien des États-Unis à la démocratie internationale a créé un déficit de financement important au niveau mondial pour lutter contre la désinformation et l'influence autoritaire;	AU. considérant que l'affaiblissement ***préoccupant*** du soutien des États-Unis à la démocratie internationale***, notamment par le retrait de cadres multilatéraux et internationaux clés,*** a créé un déficit de financement important au niveau mondial pour lutter contre la désinformation et l'influence autoritaire;

Or. en

Amendement 482
Helmut Brandstätter, Cynthia Ní Mhurchú, Sandro Gozi, Petras Auštrevičius, Bart Groothuis

Proposition de résolution
Considérant AU

Proposition de résolution	*Amendement*
AU. considérant que l'affaiblissement du soutien des États-Unis à la démocratie internationale a créé un déficit de financement important au niveau mondial pour lutter contre la désinformation et l'influence autoritaire;	AU. considérant que l'affaiblissement du soutien des États-Unis à la démocratie internationale a créé un déficit de financement important au niveau mondial pour lutter contre la désinformation et l'influence autoritaire***, en particulier dans les pays du Sud global***;

Or. en

Amendement 483
Petar Volgin, Christine Anderson

Proposition de résolution
Considérant AU

Proposition de résolution	*Amendement*
AU. considérant que l'affaiblissement du soutien des États-Unis ***à la démocratie internationale*** a créé un déficit de financement important ***au niveau mondial*** pour ***lutter contre la désinformation et l'influence autoritaire***;	AU. considérant que l'affaiblissement du soutien des États-Unis a créé un déficit de financement important pour ***les projets de lutte contre l'ingérence étrangère***;

Or. en

Amendement 484
Helmut Brandstätter, Cynthia Ní Mhurchú, Sandro Gozi, Petras Auštrevičius, Bart Groothuis

Proposition de résolution
Considérant AU bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	AU bis. considérant que le Parlement européen est souvent la cible d'activités d'espionnage et d'ingérence

étrangère, notamment le tristement célèbre scandale du Qatargate, la condamnation de l'assistant de Maximilian Krah pour espionnage au profit de la Chine, l'amplification de la propagande du Kremlin par le député européen Fidias, ainsi que les liens étroits entre l'assistant du député européen Hans Neuhoff (AfD), Sergej Erler, et des militants russes; que ces députés européens et employés ont accès à des informations et documents sensibles disponibles au Parlement européen;

Or. en

Amendement 485
Ana Catarina Mendes, Kathleen Van Brempt, Sandro Ruotolo, Vasile Dîncu, Csaba Molnár, Juan Fernando López Aguilar, Pina Picierno, Christel Schaldemose

Proposition de résolution
Considérant AU bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	AU bis. considérant que, compte tenu de la stratégie de sécurité nationale des États-Unis du 5 décembre 2025, ce changement nécessite une action européenne urgente et renforcée pour préserver la résilience démocratique et lutter contre la manipulation de l'information et l'ingérence étrangères;

Or. en

Amendement 486
Csaba Dömötör, Ernő Schaller-Baross, Virginie Joron, António Tânger Corrêa

Proposition de résolution
Considérant AU bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	AU bis. considérant que le rapport

de la commission judiciaire de la Chambre des représentants des États-Unis intitulé «The Foreign Censorship Threat, Part II» met en évidence l'ingérence de la Commission européenne dans la modération des contenus en ligne depuis des décennies et ses tentatives de restreindre la liberté d'expression;

Or. en

Amendement 487
Helmut Brandstätter, Cynthia Ní Mhurchú, Sandro Gozi, Petras Auštrevičius, Bart Groothuis

Proposition de résolution
Considérant AU ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	AU ter. considérant que des responsables politiques européens influents ayant accès à des informations sensibles continuent de maintenir des liens étroits, souvent secrets, avec le Kremlin; que l'ancien dirigeant du parti social-démocrate allemand, Matthias Platzeck, a continué de se rendre régulièrement en Russie, même après l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie; que Ralf Stegner, membre de la commission de contrôle parlementaire du Bundestag, a rencontré en avril 2025 à Bakou l'ancien Premier ministre russe, président du conseil de surveillance de Gazprom et président du Conseil des droits de l'homme de Russie, sanctionné par l'Union;

Or. en

Amendement 488
Csaba Dömötör, Ernő Schaller-Baross, Virginie Joron, António Tânger Corrêa

Proposition de résolution

Considérant AU ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	AU ter. considérant qu'en janvier 2025, Meta a mis fin à son programme de vérification des faits par des tiers aux États-Unis, reconnaissant qu'il était devenu un outil de censure excessive des discours politiques légitimes, et qu'il est passé à un modèle communautaire afin de permettre un débat plus ouvert; que la proposition de l'Union de financer des réseaux de vérification des faits ayant une influence institutionnelle risque de répéter les mêmes erreurs, en permettant la censure, en restreignant la liberté d'expression et en privilégiant certains discours par rapport à d'autres;

Or. en

Amendement 489
Helmut Brandstätter, Cynthia Ní Mhurchú, Sandro Gozi, Petras Auštrevičius, Bart Groothuis

Proposition de résolution
Considérant AU quater (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	AU quater. considérant que la Chine utilise des méthodes plus sophistiquées que d'autres acteurs pour gagner en influence dans l'Union, notamment en cooptant des élites politiques, en attirant d'anciens fonctionnaires avec des emplois lucratifs et en constituant un vaste réseau d'étudiants, de chercheurs et d'agents commerciaux qui diffusent ensuite des discours et des politiques favorables à la Chine;

Or. en

Amendement 490
Helmut Brandstätter, Cynthia Ní Mhurchú, Sandro Gozi, Petras Auštrevičius, Bart Groothuis

Proposition de résolution
Considérant AU quinquies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	AU quinquies. considérant que, selon une commission bipartite des États-Unis, la Chine a mené une campagne de désinformation visant à discréditer les avions de combat français Rafale utilisés par l'Inde contre les armes chinoises lors du conflit indo-pakistanais de 2025;

Or. en

Amendement 491
Helmut Brandstätter, Cynthia Ní Mhurchú, Sandro Gozi, Petras Auštrevičius, Bart Groothuis

Proposition de résolution
Considérant AU sexies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	AU sexies. considérant que l'ingérence interne et l'espionnage demeurent des problèmes majeurs, divers rapports suggérant que le service de renseignement de Victor Orbán exploite un réseau d'espionnage secret au sein des institutions de l'Union à Bruxelles depuis des années; que l'Ukraine a découvert un réseau d'agents travaillant pour le renseignement militaire hongrois, recueillant des informations sur les vulnérabilités de la sécurité militaire de la région de Transcarpatie; que Victor Orbán a qualifié l'Ukraine d'«ennemi» de la Hongrie lors d'un rassemblement;

Or. en

Amendement 492
Helmut Brandstätter, Sandro Gozi, Petras Auštrevičius, Bart Groothuis

Proposition de résolution
Considérant AU septies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	AU septies. considérant qu'une vidéo rendue publique montre l'attaché militaire adjoint de l'ambassade de Russie en Slovaquie remettant de l'argent liquide à un contributeur du site internet slovaque de désinformation Hlavné správy, connu pour recycler la propagande russe, et discutant du recrutement et de la collecte d'informations politiques relatives à l'Union et à l'OTAN; que l'agence de presse ukrainienne Espresso TV a mis au jour un réseau de sites internet d'information slovaques diffusant de la désinformation et de la propagande russe; que ces sites internet, qui se réfèrent souvent aux médias d'État russes, justifient les crimes de guerre russes, diffusent de la propagande anti-UE et déshumanisent les Ukrainiens;

Or. en

Amendement 493
Helmut Brandstätter, Cynthia Ní Mhurchú, Sandro Gozi, Petras Auštrevičius, Bart Groothuis

Proposition de résolution
Considérant AU octies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	AU octies. considérant qu'un certain nombre d'Italiens, dont au moins deux journalistes qui ont dénoncé de jeunes fascistes au sein du parti de la Première ministre Giorgia Meloni, ont été

pris pour cible par un logiciel espion sophistiqué, très probablement produit par la société israélienne Paragon Solutions;

Or. en

Amendement 494
Helmut Brandstätter, Cynthia Ní Mhurchú, Sandro Gozi, Petras Auštrevičius, Bart Groothuis

Proposition de résolution
Considérant AV

Proposition de résolution	*Amendement*
AV. considérant que des initiatives internationales, notamment celles menées par les Nations unies, l'Organisation de coopération et de développement économiques et le G7, ont commencé à définir des principes et des cadres pour préserver l'intégrité de l'information, fondés sur les valeurs démocratiques, le pluralisme des médias et les droits de l'homme;	AV. considérant que des initiatives internationales, notamment celles menées par les Nations unies, l'Organisation de coopération et de développement économiques***, des pays partageant les mêmes valeurs en Asie de l'Est, dont le Japon et Taïwan,*** et le G7, ont commencé à définir des principes et des cadres pour préserver l'intégrité de l'information, fondés sur les valeurs démocratiques, le pluralisme des médias et les droits de l'homme;

Or. en

Amendement 495
Sophie Wilmès, Sandro Gozi, Cynthia Ní Mhurchú, Helmut Brandstätter, Bart Groothuis

Proposition de résolution
Considérant AV bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	AV bis. considérant que la publication du rapport de Sauli Niinistö intitulé «Safer Together – Strengthening Europe's Civilian and Military Preparedness and Readiness» (Plus sûrs ensemble: renforcer la préparation et

l'état de préparation civils et militaires de l'Europe) a mis en évidence la nécessité pour l'Union de passer d'une attitude essentiellement réactive en matière de gestion des crises à une stratégie de préparation proactive et globale; que les recommandations soulignent la nécessité d'investissements soutenus et conjoints pour renforcer la résilience à long terme; qu'une telle approche intégrée de la préparation, combinant les dimensions civile, militaire, technologique et sociétale, est directement pertinente pour renforcer la résilience démocratique de l'Union et sa capacité à anticiper et à contrer la manipulation de l'information, les ingérences hybrides et autres actions déstabilisatrices;

Or. en

Amendement 496
Tomáš Zdechovský, Dan-Ştefan Motreanu, Lukas Mandl, Sandra Kalniete, Tomas Tobé, Mika Aaltola, Sander Smit, Marta Wcisło, Fredis Beleris, Andrey Kovatchev

Proposition de résolution
Considérant AW

Proposition de résolution	*Amendement*
AW. considérant que les activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger constituent un enjeu grandissant pour la résilience démocratique de l'Union; que certaines formes d'activités de manipulation de l'information peuvent également provenir d'acteurs opérant au sein de l'Union; qu'il convient d'examiner et de comprendre plus avant le phénomène de manipulation de l'information et d'ingérence dans le contexte national, en particulier dans son interaction avec les activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger; que les mesures présentées pour lutter contre les activités de manipulation de	AW. considérant que les activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger constituent un enjeu grandissant pour la résilience démocratique de l'Union; que certaines formes d'activités de manipulation de l'information peuvent également provenir d'acteurs opérant au sein de l'Union***; que les campagnes hybrides contre les systèmes démocratiques sont souvent menées au moyen d'écosystèmes complexes composés de mandataires et d'intermédiaires, notamment des entités non étatiques, des réseaux transnationaux et des structures de criminalité en tant que service, qui s'appuient sur des facilitateurs***

l’information et d’ingérence menées depuis l’étranger contribuent également à accroître la résilience globale des sociétés dans le contexte national, en particulier en ce qui concerne l’amélioration de la connaissance de la situation, le renforcement de la transparence et du pluralisme, et le développement des niveaux d’éducation aux médias et d’habileté numérique au sein de toutes les catégories d’âge;

logistiques, financiers et techniques tels que des véhicules de financement opaques, des voies de monétisation en ligne, des réseaux publicitaires et des comportements inauthentiques coordonnés; qu’il convient d’examiner et de comprendre plus avant le phénomène de manipulation de l’information et d’ingérence dans le contexte national, en particulier dans son interaction avec les activités de manipulation de l’information et d’ingérence menées depuis l’étranger; que les mesures présentées pour lutter contre les activités de manipulation de l’information et d’ingérence menées depuis l’étranger contribuent également à accroître la résilience globale des sociétés dans le contexte national, en particulier en ce qui concerne l’amélioration de la connaissance de la situation, le renforcement de la transparence et du pluralisme, et le développement des niveaux d’éducation aux médias et d’habileté numérique au sein de toutes les catégories d’âge; ***que, pour perturber et contrer efficacement les activités de manipulation de l’information, il est nécessaire de mettre en place une coopération entre tous les secteurs de la société; qu’outre les menaces hybrides soutenues par l’État, certains réseaux idéologiques non étatiques et transnationaux ont été identifiés par les services de sécurité européens comme se livrant à des activités d’influence et d’infiltration à long terme visant à saper les valeurs démocratiques et la cohésion sociale au sein de l’Union; que cela inclut des organisations telles que les Frères musulmans qui, selon les évaluations des services nationaux de renseignement et de sécurité, opèrent par l’intermédiaire d’organisations de façade, d’établissements d’enseignement et de structures de la société civile afin d’exercer une influence politique et sociétale occulte, sans pour autant être uniformément classées comme organisations terroristes en vertu du droit***

de l'Union;

Or. en

Amendement 497
Christine Anderson, Petar Volgin

Proposition de résolution
Considérant AW

Proposition de résolution	*Amendement*
AW. considérant que les activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger constituent un enjeu grandissant pour la résilience démocratique de l'Union; que certaines formes d'activités de manipulation de l'information peuvent également provenir d'acteurs opérant au sein de l'Union; ***qu'il convient d'examiner et de comprendre plus avant le phénomène de manipulation de l'information et d'ingérence dans le contexte national, en particulier dans son interaction avec les activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger; que les mesures présentées pour lutter contre les activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger contribuent également à accroître la résilience globale des sociétés dans le contexte national, en particulier en ce qui concerne l'amélioration de la connaissance de la situation, le renforcement de la transparence et du pluralisme, et le développement des niveaux d'éducation aux médias et d'habileté numérique au sein de toutes les catégories d'âge;***	AW. considérant que les activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger constituent un enjeu grandissant pour la résilience démocratique de l'Union; que certaines formes d'activités de manipulation de l'information peuvent également provenir d'acteurs opérant au sein de l'Union***, y compris la Commission***;

Or. en

Amendement 498

Juan Ignacio Zoido Álvarez

Proposition de résolution
Considérant AW

Proposition de résolution	*Amendement*
AW. considérant que les activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger constituent un enjeu grandissant pour la résilience démocratique de l'Union; que certaines formes d'activités de manipulation de l'information peuvent également provenir d'acteurs opérant au sein de l'Union; qu'il convient d'examiner et de comprendre plus avant le phénomène de manipulation de l'information et d'ingérence dans le contexte national, en particulier dans son interaction avec les activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger; que les mesures présentées pour lutter contre les activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger contribuent également à accroître la résilience globale des sociétés dans le contexte national, en particulier en ce qui concerne l'amélioration de la connaissance de la situation, le renforcement de la transparence et du pluralisme, et le développement des niveaux d'éducation aux médias et d'habileté numérique au sein de toutes les catégories d'âge;	AW. considérant que les activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger constituent un enjeu grandissant pour la résilience démocratique de l'Union; que certaines formes d'activités de manipulation de l'information peuvent également provenir d'acteurs opérant au sein de l'Union; qu'il convient d'examiner et de comprendre plus avant le phénomène de manipulation de l'information et d'ingérence dans le contexte national, en particulier dans son interaction avec les activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger; que les mesures présentées pour lutter contre les activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger contribuent également à accroître la résilience globale des sociétés dans le contexte national, en particulier en ce qui concerne l'amélioration de la connaissance de la situation, le renforcement de la transparence et du pluralisme, et le développement des niveaux d'éducation aux médias et d'habileté numérique au sein de toutes les catégories d'âge; ***que la désinformation est souvent associée à des acteurs étrangers hostiles, et que la crédibilité des institutions démocratiques dépend également de la capacité des gouvernements à s'abstenir de diffuser des informations inexactes, trompeuses ou instrumentalisées à des fins politiques, en particulier lors de catastrophes naturelles, d'urgences sanitaires et de crises humanitaires;***

Or. en

Amendement 499
Jaroslav Bžoch, Marieke Ehlers, Fabrice Leggeri

Proposition de résolution
Considérant AW

Proposition de résolution	*Amendement*
AW. considérant que les activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger constituent un enjeu grandissant pour la résilience démocratique de l'Union; que certaines formes d'activités de manipulation de l'information peuvent également provenir d'acteurs opérant au sein de l'Union; qu'il convient d'examiner et de comprendre plus avant le phénomène de manipulation de l'information et d'ingérence dans le contexte national, en particulier dans son interaction avec les activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger; que les mesures présentées pour lutter contre les activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger ***contribuent*** également à accroître la résilience globale des sociétés dans le contexte national, en particulier en ce qui concerne l'amélioration de la connaissance de la situation, le renforcement de la transparence et du pluralisme, et le développement des niveaux d'éducation aux médias et d'habileté numérique au sein de toutes les catégories d'âge;	AW. considérant que les activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger constituent un enjeu grandissant pour la résilience démocratique de l'Union ***et de ses États membres***; que certaines formes d'activités de manipulation de l'information peuvent également provenir d'acteurs opérant au sein de l'Union; qu'il convient d'examiner et de comprendre plus avant le phénomène de manipulation de l'information et d'ingérence dans le contexte national, en particulier dans son interaction avec les activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger; que les mesures présentées pour lutter contre les activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger ***devraient*** également ***contribuer*** à accroître la résilience globale des sociétés dans le contexte national, en particulier en ce qui concerne l'amélioration de la connaissance de la situation, le renforcement de la transparence et du pluralisme, et le développement des niveaux d'éducation aux médias et d'habileté numérique au sein de toutes les catégories d'âge;

Or. en

Amendement 500
Helmut Brandstätter, Cynthia Ní Mhurchú, Sandro Gozi, Sophie Wilmès, Petras Auštrevičius, Bart Groothuis

Proposition de résolution
Considérant AW

Proposition de résolution	*Amendement*
AW. considérant que les activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger constituent un enjeu grandissant pour la résilience démocratique de l'Union; que certaines formes d'activités de manipulation de l'information peuvent également provenir d'acteurs opérant au sein de l'Union; qu'il convient d'examiner et de comprendre plus avant le phénomène de manipulation de l'information et d'ingérence dans le contexte national, en particulier dans son interaction avec les activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger; que les mesures présentées pour lutter contre les activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger contribuent également à accroître la résilience globale des sociétés dans le contexte national, en particulier en ce qui concerne l'amélioration de la connaissance de la situation, le renforcement de la transparence et du pluralisme, et le développement des niveaux d'éducation aux médias et d'habileté numérique au sein de toutes les catégories d'âge;	AW. considérant que les activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger constituent un enjeu grandissant pour la résilience démocratique de l'Union; que certaines formes d'activités de manipulation de l'information ***et de désinformation*** peuvent également provenir d'acteurs opérant au sein de l'Union; qu'il convient d'examiner et de comprendre plus avant le phénomène de manipulation de l'information et d'ingérence dans le contexte national, en particulier dans son interaction avec les activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger; que les mesures présentées pour lutter contre les activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger contribuent également à accroître la résilience globale des sociétés dans le contexte national, en particulier en ce qui concerne l'amélioration de la connaissance de la situation, le renforcement de la transparence et du pluralisme, et le développement des niveaux d'éducation aux médias ***et à l'IA*** et d'habileté numérique au sein de toutes les catégories d'âge;

Or. en

Amendement 501
Nathalie Loiseau, Sandro Gozi, Sophie Wilmès, Cynthia Ní Mhurchú, Bart Groothuis, Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Considérant AW

Proposition de résolution	*Amendement*
AW. considérant que les activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger constituent un enjeu grandissant pour la	AW. considérant que les activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger constituent un enjeu grandissant pour la

résilience démocratique de l'Union; que certaines formes d'activités de manipulation de l'information peuvent également provenir d'acteurs opérant au sein de l'Union; qu'il convient d'examiner et de comprendre plus avant le phénomène de manipulation de l'information et d'ingérence dans le contexte national, en particulier dans son interaction avec les activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger; que les mesures présentées pour lutter contre les activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger contribuent également à accroître la résilience globale des sociétés dans le contexte national, en particulier en ce qui concerne l'amélioration de la connaissance de la situation, le renforcement de la transparence et du pluralisme, et le développement des niveaux d'éducation aux médias et d'habileté numérique au sein de toutes les catégories d'âge;

résilience démocratique de l'Union; que certaines formes d'activités de manipulation de l'information peuvent également provenir d'acteurs opérant au sein de l'Union; qu'il convient d'examiner et de comprendre plus avant le phénomène de manipulation de l'information et d'ingérence dans le contexte national, ***ainsi que son incidence,*** en particulier dans son interaction avec les activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger; que les mesures présentées pour lutter contre les activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger contribuent également à accroître la résilience globale des sociétés dans le contexte national, en particulier en ce qui concerne l'amélioration de la connaissance de la situation, le renforcement de la transparence et du pluralisme, et le développement des niveaux d'éducation aux médias et d'habileté numérique au sein de toutes les catégories d'âge;

Or. en

Amendement 502
Csaba Molnár

Proposition de résolution
Considérant AW

Proposition de résolution	*Amendement*
AW. considérant que les activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger constituent un enjeu grandissant pour la résilience démocratique de l'Union; que certaines formes d'activités de manipulation de l'information peuvent également provenir d'acteurs ***opérant*** au sein de l'Union; qu'il convient d'examiner et de comprendre plus avant le phénomène de manipulation de l'information et	AW. considérant que les activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger constituent un enjeu grandissant pour la résilience démocratique de l'Union; que certaines formes d'activités de manipulation de l'information peuvent également provenir d'acteurs au sein de l'Union***, y compris les États membres***; qu'il convient d'examiner et de comprendre plus avant le phénomène de

d’ingérence dans le contexte national, en particulier dans son interaction avec les activités de manipulation de l’information et d’ingérence menées depuis l’étranger; que les mesures présentées pour lutter contre les activités de manipulation de l’information et d’ingérence menées depuis l’étranger contribuent également à accroître la résilience globale des sociétés dans le contexte national, en particulier en ce qui concerne l’amélioration de la connaissance de la situation, le renforcement de la transparence et du pluralisme, et le développement des niveaux d’éducation aux médias et d’habileté numérique au sein de toutes les catégories d’âge;

manipulation de l’information et d’ingérence dans le contexte national, en particulier dans son interaction avec les activités de manipulation de l’information et d’ingérence menées depuis l’étranger; que les mesures présentées pour lutter contre les activités de manipulation de l’information et d’ingérence menées depuis l’étranger contribuent également à accroître la résilience globale des sociétés dans le contexte national, en particulier en ce qui concerne l’amélioration de la connaissance de la situation, le renforcement de la transparence et du pluralisme, et le développement des niveaux d’éducation aux médias et d’habileté numérique au sein de toutes les catégories d’âge;

Or. en

Amendement 503
Jonas Sjöstedt, Li Andersson, Konstantinos Arvanitis

Proposition de résolution
Considérant AW bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	AW bis. considérant que les attaques et la désinformation visant l’égalité de genre, la santé et les droits en matière de sexualité et de procréation (SDSP), le droit à l’avortement, l’éducation sexuelle complète et les droits des personnes LGBTIQ+, en particulier des personnes transgenres, ne sont pas des incidents isolés, mais s’inscrivent dans le cadre de stratégies antidémocratiques plus larges visant à saper les institutions démocratiques et la confiance du public; que des acteurs autoritaires et ultraconservateurs instrumentalisent les discours antigenre pour polariser les sociétés, délégitimer les cadres des droits de l’homme et faire des communautés marginalisées, notamment

les femmes, les populations racialisées et migrantes et les personnes LGBTIQ+, des boucs émissaires; que ces campagnes d'ingérence et de désinformation sont transnationales, bien financées et soutenues par des acteurs tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Union, notamment des partis politiques, des gouvernements et des sources externes; que le Forum parlementaire européen pour les droits sexuels et reproductifs (EPF), dans son rapport de 2021 intitulé «Tip of the Iceberg», a recensé plus de 707 millions de dollars de financement accordé à des organisations antigenre entre 2009 et 2018, provenant en majorité de sources européennes;

Or. en

Amendement 504
Christine Anderson, Petar Volgin

Proposition de résolution
Considérant AW bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	AW bis. considérant que les activités de manipulation de l'information peuvent également provenir d'acteurs opérant au sein de l'Union; que la distinction entre l'ingérence menée depuis l'étranger et l'activité politique intérieure doit rester claire et significative sur le plan opérationnel afin d'éviter des restrictions injustifiées à l'expression politique licite;

Or. en

Amendement 505
Csaba Dömötör, Ernő Schaller-Baross, Virginie Joron, António Tânger Corrêa

Proposition de résolution

Considérant AW bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	AW bis. considérant que les initiatives de vérification des faits se sont multipliées ces dernières années, ce qui soulève de sérieuses questions quant à leurs méthodes, à leur gouvernance, à leur financement et à leur incidence sur la liberté d'expression; qu'aucune institution ne devrait revendiquer le monopole de la vérité ou le contrôle du débat public;

Or. en

Amendement 506
Jonas Sjöstedt, Li Andersson, Konstantinos Arvanitis

Proposition de résolution
Considérant AW ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	AW ter. considérant que la désinformation cible de manière disproportionnée les groupes les plus vulnérables et historiquement marginalisés de la société, y compris les réfugiés et les demandeurs d'asile, les minorités ethniques et religieuses, ainsi que les minorités sexuelles et de genre, et qu'elle peut inciter à la discrimination, à l'hostilité ou à la violence, saper le soutien public aux droits de l'homme et à l'égalité de genre, alimenter la misogynie et la polarisation et contribuer au recul de la démocratie et des droits de l'homme;

Or. en

Amendement 507
Christine Anderson, Petar Volgin

Proposition de résolution
Considérant AW ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	AW ter. considérant que l'influence étrangère peut également être exercée au moyen d'organisations qui se présentent comme des acteurs indépendants de la société civile, mais qui entretiennent des liens structurels, financiers ou organisationnels avec des gouvernements étrangers ou des partis au pouvoir; que la transparence concernant ces liens est essentielle pour préserver la confiance dans les processus démocratiques et l'élaboration des politiques;

Or. en

Amendement 508
Jonas Sjöstedt, Konstantinos Arvanitis, Li Andersson

Proposition de résolution
Considérant AW quater (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	AW quater. considérant que la désinformation fondée sur le genre, également appelée désinformation à caractère sexiste, constitue une menace croissante et distincte qui se situe à la croisée de la désinformation et du genre, et qui cible de manière disproportionnée les femmes, les personnes non conformes au genre et les personnes LGBTIQ+ au moyen de contenus trompeurs ou inexacts, de discours misogynes, de matériel sexualisé et explicite, de harcèlement et de menaces de violence en ligne, de cyberattaques et de campagnes de dénigrement coordonnées;

Or. en

Amendement 509
Christine Anderson, Petar Volgin

Proposition de résolution
Considérant AW quater (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	AW quater. considérant que les risques pour l'intégrité du discours démocratique peuvent découler non seulement de la manipulation de l'information menée depuis l'étranger, mais aussi d'écosystèmes nationaux coordonnés façonnant le discours, en particulier de réseaux de communication financés par des fonds publics, d'infrastructures de défense et de campagnes d'influence; que ces activités, même lorsqu'elles sont licites, justifient la transparence afin de préserver le pluralisme et la confiance du public;

Or. en

Amendement 510
Jonas Sjöstedt, Li Andersson, Konstantinos Arvanitis

Proposition de résolution
Considérant AW quinquies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	AW quinquies. considérant que la désinformation fondée sur le genre vise principalement les femmes et les personnes LGBTIQ+ occupant des postes à responsabilité et jouissant d'une grande visibilité publique, telles que les journalistes, les militants et les responsables politiques, dans le but de les réduire au silence, de les contraindre à se retirer de la sphère publique ou des espaces en ligne, de discréditer leurs causes, de manipuler l'opinion publique et de porter atteinte à la démocratie, notamment par des attaques contre les

droits des personnes transgenres, le droit à l'avortement et l'éducation sexuelle inclusive et complète, impliquant souvent des acteurs étatiques et non étatiques étrangers et nationaux;

Or. en

Amendement 511
Jaroslav Bžoch, Marieke Ehlers, António Tânger Corrêa, Virginie Joron, Fabrice Leggeri

Proposition de résolution
Considérant AX

Proposition de résolution	*Amendement*
AX. considérant que ***les recommandations de*** la Commission ***relatives aux processus électoraux inclusifs et résilients dans*** l'Union***, publiées en décembre 2023, doivent encore être pleinement mises en œuvre dans tous les*** États membres, ***notamment les dispositions visant à renforcer la coopération entre les autorités nationales pendant et avant les processus électoraux par la mise en place de réseaux électoraux nationaux***;	AX. considérant que la Commission ***devrait respecter les limites de ses pouvoirs, ainsi que les compétences conférées aux autres institutions de*** l'Union ***et aux*** États membres, ***dans le domaine des élections et de la souveraineté nationale, tout en respectant les principes de proportionnalité et de subsidiarité***;

Or. en

Amendement 512
Beata Szydło, Mariusz Kamiński

Proposition de résolution
Considérant AX

Proposition de résolution	*Amendement*
AX. considérant que les recommandations de la Commission relatives aux processus électoraux inclusifs et résilients dans l'Union, publiées en décembre 2023, doivent ***encore*** être	AX. considérant que les recommandations de la Commission relatives aux processus électoraux inclusifs et résilients dans l'Union, publiées en décembre 2023, ***ne sont pas***

pleinement mises en œuvre dans tous les États membres, notamment les dispositions visant à renforcer la coopération entre les autorités nationales pendant et avant les processus électoraux par la mise en place de réseaux électoraux nationaux;	***contraignantes et ne*** doivent ***donc pas*** être pleinement mises en œuvre dans tous les États membres, notamment les dispositions visant à renforcer la coopération entre les autorités nationales pendant et avant les processus électoraux par la mise en place de réseaux électoraux nationaux;

Or. en

Amendement 513
Tomáš Zdechovský

Proposition de résolution
Considérant AX bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	AX bis. considérant que certains réseaux idéologiques transnationaux opérant au sein de l'Union et à travers ses États poursuivent des stratégies d'influence à long terme, progressives et souvent opaques, au moyen d'organisations de façade et de structures légalement enregistrées dans les domaines de l'éducation, des œuvres caritatives, de la religion et de la société civile; que les services européens de renseignement et de sécurité de plusieurs États membres ont fait part de leurs préoccupations concernant les réseaux associés aux Frères musulmans; que l'absence d'un tableau de situation commun au niveau de l'Union et de garanties coordonnées risque de permettre une infiltration continue des écosystèmes démocratiques, y compris des partis politiques, des administrations publiques et des institutions de l'Union;

Or. en

Amendement 514
Tomáš Zdechovský

Proposition de résolution
Considérant AX ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	AX ter. considérant que l'Assemblée nationale française, dans sa résolution européenne du 22 janvier 2026, a demandé une évaluation juridique et factuelle au niveau de l'Union du réseau transnational des Frères musulmans, de ses ramifications en Europe et de ses modes de fonctionnement, en citant les conclusions des services nationaux de sécurité et de renseignement de plusieurs États membres;

Or. en

Amendement 515
Tomáš Zdechovský

Proposition de résolution
Considérant AX quater (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	AX quater. considérant que l'Union a inscrit le Hamas sur la liste des organisations terroristes; que la résolution de l'Assemblée nationale française rappelle que le Hamas est la branche palestinienne affiliée aux Frères musulmans; que la compréhension des liens, des modes de soutien et des voies d'accès entre les entités terroristes inscrites sur la liste et les réseaux idéologiques transnationaux est pertinente pour évaluer les risques pour l'intégrité démocratique et la cohésion de la société;

Or. en

Amendement 516
Tomáš Zdechovský

Proposition de résolution
Considérant AX quinquies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	AX quinquies. considérant que plusieurs États membres, dont la Suède, ont recensé des risques liés à l'infiltration idéologique et à l'entrisme à long terme par des réseaux islamistes transnationaux par l'intermédiaire d'organisations opérant légalement; que les autorités nationales ont pris des mesures proportionnées, notamment des enquêtes gouvernementales et des actions préventives, soulignant l'importance d'une détection précoce et d'une bonne connaissance de la situation;

Or. en

Amendement 517
Beata Szydło, Mariusz Kamiński

Proposition de résolution
Considérant AY

Proposition de résolution	*Amendement*
AY. considérant que le réseau européen de coopération en matière d'élections a joué un rôle de plus en plus important ces dernières années, mais qu'il ne dispose actuellement pas des ressources et des capacités nécessaires pour porter ses activités à un niveau supérieur;	AY. considérant que le réseau européen de coopération en matière d'élections a joué un rôle de plus en plus important ces dernières années, mais qu'il ne dispose actuellement pas des ressources et des capacités nécessaires pour porter ses activités à un niveau supérieur; ***que cette approche constitue un signal clair de la part des États membres indiquant qu'au-delà de l'échange de bonnes pratiques, ils ne sont pas disposés à accepter aucune ingérence dans les processus électoraux, en particulier leur centralisation au niveau de l'Union;***

Or. en

Amendement 518
Fidias Panayiotou

Proposition de résolution
Considérant AY

Proposition de résolution	*Amendement*
AY. considérant que le réseau européen de coopération en matière d'élections a joué un rôle de plus en plus important ces dernières années, mais qu'il ne dispose actuellement pas des ressources et des capacités nécessaires pour porter ses activités à un niveau supérieur;	AY. considérant que le réseau européen de coopération en matière d'élections a joué un rôle de plus en plus important ces dernières années, mais qu'il ne dispose actuellement pas des ressources et des capacités nécessaires pour porter ses activités à un niveau supérieur; ***que la Commission européenne devrait allouer des fonds au réseau européen de coopération en matière d'élections dans le cadre du prochain CFP;***

Or. en

Amendement 519
Jaroslav Bžoch, Marieke Ehlers, Virginie Joron, Fabrice Leggeri

Proposition de résolution
Considérant AY

Proposition de résolution	*Amendement*
AY. considérant que le réseau européen de coopération en matière d'élections ***a joué un rôle de plus en plus important ces dernières années, mais qu'il ne dispose actuellement pas des ressources et des capacités nécessaires pour porter ses activités à un niveau supérieur***;	AY. considérant que le réseau européen de coopération en matière d'élections ***doit fonctionner dans le strict respect du cadre juridique établi par les traités et des principes fondamentaux qui y sont énoncés, lesquels réservent l'organisation et la conduite des élections à la compétence des États membres***;

Or. en

Amendement 520
Christine Anderson, Petar Volgin

Proposition de résolution
Considérant AZ bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	AZ bis. considérant que les mesures visant à renforcer la résilience et la préparation face aux activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger ne doivent pas conduire à l'institutionnalisation permanente d'une gouvernance de type d'urgence dans l'espace informationnel; que les sociétés démocratiques reposent sur la sécurité juridique, la contestation démocratique normale et la protection des droits fondamentaux, même en période de perturbation;

Or. en

Amendement 521
Ana Catarina Mendes, Kathleen Van Brempt, Sandro Ruotolo, Vasile Dîncu, Csaba Molnár, Juan Fernando López Aguilar, Pina Picierno, Christel Schaldemose

Proposition de résolution
Considérant BA

Proposition de résolution	*Amendement*
BA. considérant qu'il est manifestement nécessaire de renforcer la protection des infrastructures électorales et des partis politiques nationaux, qui ont également fait l'objet de cyberattaques, notamment à la lumière des cyberattaques à grande échelle ayant visé les autorités électorales roumaines à l'automne 2024;	BA. considérant qu'il est manifestement nécessaire de renforcer la protection des infrastructures électorales et des partis politiques nationaux, qui ont également fait l'objet de cyberattaques, notamment à la lumière des cyberattaques à grande échelle ayant visé les autorités électorales roumaines à l'automne 2024; ***que le rapport de l'ENISA de 2019 recommandait déjà de classer les systèmes, processus et infrastructures électoraux en tant qu'infrastructures critiques afin que les mesures de cybersécurité nécessaires soient mises en***

place;

Or. en

Amendement 522
Jaroslav Bžoch, Marieke Ehlers

Proposition de résolution
Considérant BA

Proposition de résolution	*Amendement*
BA. considérant qu'il est manifestement nécessaire de renforcer la protection des infrastructures électorales et des partis politiques nationaux***, qui ont également fait l'objet de*** cyberattaques, notamment à la lumière des cyberattaques à grande échelle ayant visé les autorités électorales roumaines à l'automne 2024;	BA. considérant qu'il est manifestement nécessaire de renforcer la protection des infrastructures électorales et des partis politiques nationaux ***contre les*** cyberattaques ***et les ingérences hostiles, notamment en veillant à ce qu'ils puissent se protéger efficacement, grâce à un soutien et à des orientations ciblés au niveau de l'Union, sans imposer de contrôle centralisé***, notamment à la lumière des cyberattaques à grande échelle ayant visé les autorités électorales roumaines à l'automne 2024;

Or. en

Amendement 523
Tomáš Zdechovský

Proposition de résolution
Considérant BA

Proposition de résolution	*Amendement*
BA. considérant qu'il est manifestement nécessaire de renforcer la protection des infrastructures électorales et des partis politiques nationaux, qui ont également fait l'objet de cyberattaques, notamment à la lumière des cyberattaques à grande échelle ayant visé les autorités électorales roumaines à l'automne 2024***;***	BA. considérant qu'il est manifestement nécessaire de renforcer la protection des infrastructures électorales et des partis politiques nationaux, qui ont également fait l'objet de cyberattaques ***et d'activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger***, notamment à la lumière des cyberattaques à grande échelle ayant visé les autorités

électorales roumaines à l'automne 2024

Or. en

Amendement 524
Helmut Brandstätter, Cynthia Ní Mhurchú, Sandro Gozi, Sophie Wilmès, Petras Auštrevičius, Bart Groothuis

Proposition de résolution
Considérant BA

Proposition de résolution	*Amendement*
BA. considérant qu'il est manifestement nécessaire de renforcer la protection des infrastructures électorales et des partis politiques nationaux, qui ont également fait l'objet de cyberattaques, notamment à la lumière des cyberattaques à grande échelle ayant visé les autorités électorales roumaines à l'automne 2024;	BA. considérant qu'il est manifestement nécessaire de renforcer la protection des infrastructures électorales et des partis politiques nationaux, qui ont également fait l'objet de cyberattaques ***et d'activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger***, notamment à la lumière des cyberattaques à grande échelle ayant visé les autorités électorales roumaines à l'automne 2024;

Or. en

Amendement 525
Juan Ignacio Zoido Álvarez

Proposition de résolution
Considérant BB

Proposition de résolution	*Amendement*
BB. considérant que les financements occultes de partis et de mouvements politiques dans l'Union par des pays tiers constituent une menace pour la légitimité du processus démocratique;	BB. considérant que les financements occultes de partis et de mouvements politiques dans l'Union par des pays tiers constituent une menace pour la légitimité du processus démocratique; ***que les cas avérés d'ingérence étrangère de régimes autoritaires par le financement direct ou indirect de partis politiques, de fondations ou d'organisations de médias affiliées au sein de l'Union représentent une grave menace pour la résilience démocratique et***

l'intégrité électorale, comme cela a été le cas dans des États membres de l'Union tels que la France, l'Espagne ou la Roumanie;

Or. en

Amendement 526
Beata Szydło, Mariusz Kamiński

Proposition de résolution
Considérant BB

Proposition de résolution	*Amendement*
BB. considérant que les financements occultes de partis et de mouvements politiques dans l'Union par des pays tiers constituent une menace pour la légitimité du processus démocratique;	BB. considérant que les financements occultes de partis et de mouvements politiques dans l'Union par des pays tiers constituent une menace pour la légitimité du processus démocratique; ***que la démocratie est également menacée par des mouvements étrangers poursuivant des objectifs politiques et financés secrètement par des acteurs extérieurs, certaines capitales européennes, ainsi que par l'Union elle-même; que de nombreux États membres interdisent tout financement non européen des partis politiques;***

Or. en

Amendement 527
Juan Ignacio Zoido Álvarez

Proposition de résolution
Considérant BB bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	BB bis. considérant que le fait que d'anciens chefs de gouvernement acceptent des postes rémunérés, des fonctions consultatives ou d'autres formes

de coopération avec des régimes autoritaires de pays tiers, tels que la Russie, l'Iran ou le Venezuela, ou avec leurs entreprises contrôlées par l'État, risque de nuire à la crédibilité de la politique extérieure de l'Union et à l'indépendance de son processus décisionnel interne;

Or. en

Amendement 528
Sophie Wilmès, Sandro Gozi, Cynthia Ní Mhurchú, Helmut Brandstätter, Bart Groothuis

Proposition de résolution
Considérant BC

Proposition de résolution	*Amendement*
BC. considérant que l'indépendance de la justice est une composante structurelle indispensable de l'intégrité électorale; que l'intégrité électorale dépend de l'existence de voies de recours accessibles et efficaces contre les violations des droits de vote, ainsi que de procédures électorales, à l'abri des pressions politiques et des pressions du pouvoir exécutif;	BC. considérant que l'indépendance de la justice est une composante structurelle indispensable de l'intégrité électorale; que l'intégrité électorale dépend de l'existence de voies de recours accessibles et efficaces contre les violations des droits de vote, ainsi que de procédures électorales, à l'abri des pressions politiques et des pressions du pouvoir exécutif; ***que, malgré le lien évident entre l'indépendance du pouvoir judiciaire et la crédibilité des processus électoraux, cette dimension spécifique n'est pas encore systématiquement abordée dans le rapport de la Commission sur l'état de droit, ce qui représente une occasion manquée de renforcer les capacités d'alerte précoce et de suivi dans ce domaine;***

Or. en

Amendement 529
Nathalie Loiseau, Sandro Gozi, Cynthia Ní Mhurchú, Bart Groothuis, Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Considérant BC

Proposition de résolution	*Amendement*
BC. considérant que l'indépendance de la justice est une composante structurelle indispensable de l'intégrité électorale; que l'intégrité électorale dépend de l'existence de voies de recours accessibles et efficaces contre les violations des droits de vote, ainsi que de procédures électorales, à l'abri des pressions politiques et des pressions du pouvoir exécutif;	BC. considérant que l'indépendance de la justice est une composante structurelle indispensable de l'intégrité électorale; que l'intégrité électorale dépend de l'existence de voies de recours accessibles et efficaces contre les violations des droits de vote, ainsi que de procédures électorales, à l'abri ***des ingérences extérieures et*** des pressions politiques et des pressions du pouvoir exécutif ***internes***; ***que des fonctionnaires états-uniens liés à l'administration Trump ont pris contact avec un magistrat français dans le cadre de la procédure judiciaire engagée contre Marine Le Pen;***

Or. en

Amendement 530
Beata Szydło, Mariusz Kamiński

Proposition de résolution
Considérant BC

Proposition de résolution	*Amendement*
BC. considérant que l'indépendance de la justice est une composante structurelle indispensable de l'intégrité électorale; que l'intégrité électorale dépend de l'existence de voies de recours accessibles et efficaces contre les violations des droits de vote, ainsi que de procédures électorales, à l'abri des pressions politiques et des pressions du pouvoir exécutif;	BC. considérant que l'indépendance de la justice est une composante structurelle indispensable de l'intégrité électorale; que l'intégrité électorale dépend de l'existence de voies de recours accessibles et efficaces contre les violations des droits de vote, ainsi que de procédures électorales, à l'abri des pressions politiques et des pressions du pouvoir exécutif; ***que l'Union n'est pas compétente pour évaluer l'organisation du pouvoir judiciaire dans les États membres;***

Or. en

Amendement 531
Nathalie Loiseau, Sandro Gozi, Sophie Wilmès, Cynthia Ní Mhurchú, Bart Groothuis, Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Considérant BC bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	BC bis. considérant que la stratégie de sécurité nationale des États-Unis décrit l'Union et l'Europe comme subissant un «effacement civilisationnel» et exprime l'intention d'intervenir ouvertement dans la vie politique européenne, tout en s'abstenant de toute critique politique à l'égard d'adversaires historiques tels que la Russie ou la Chine; que les États-Unis tentent de saper le cadre réglementaire numérique de l'Union; que son application ne doit faire l'objet d'aucune négociation ni d'aucune ingérence politique au moyen de mesures de coercition économique;

Or. en

Amendement 532
Petar Volgin

Proposition de résolution
Considérant BD

Proposition de résolution	*Amendement*
BD. considérant qu'au total, entre 2022 et 2025, l'Union a imposé 19 trains de sanctions de grande ampleur et sans précédent ***en réponse*** à ***l'agression militaire menée par*** la Russie ***contre l'Ukraine, qu'elle a ainsi considérablement augmenté la pression sur l'économie de guerre russe, en ciblant des secteurs essentiels tels que l'énergie, la finance et l'industrie de la défense, des zones économiques spéciales, ainsi que des complices et des profiteurs de sa***	BD. considérant qu'au total, entre 2022 et 2025, l'Union a imposé 19 trains de sanctions de grande ampleur et sans précédent à ***l'encontre de*** la Russie; que l'Union a également adopté des sanctions à l'encontre de la Biélorussie, de l'Iran et de la Corée du Nord***;***

guerre d'agression, et en mettant fin à la dépendance de l'Union à l'égard des importations de combustibles fossiles en provenance de Russie; que l'Union a également adopté des sanctions à l'encontre de la Biélorussie, de l'Iran et de la Corée du Nord ***en réponse au soutien qu'ils ont apporté à l'agression militaire menée par la Russie contre l'Ukraine.***

Or. en

Amendement 533
Jaroslav Bžoch, Marieke Ehlers

Proposition de résolution
Considérant BD

Proposition de résolution	*Amendement*
BD. considérant qu'au total, entre 2022 et 2025, l'Union a imposé 19 trains de sanctions de grande ampleur et sans précédent en réponse à l'agression militaire menée par la Russie contre l'Ukraine, qu'elle a ainsi considérablement augmenté la pression sur l'économie de guerre russe, en ciblant des secteurs essentiels tels que l'énergie, la finance et l'industrie de la défense, des zones économiques spéciales***, ainsi que des complices et des profiteurs de sa guerre d'agression, et en mettant fin à la dépendance de l'Union à l'égard des importations de combustibles fossiles en provenance de Russie***; que l'Union a également adopté des sanctions à l'encontre de ***la Biélorussie, de l'Iran et de la Corée du Nord en réponse au soutien qu'ils ont apporté à l'agression militaire menée par la Russie contre l'Ukraine.***	BD. considérant qu'au total, entre 2022 et 2025, l'Union a imposé 19 trains de sanctions de grande ampleur et sans précédent en réponse à l'agression militaire menée par la Russie contre l'Ukraine, qu'elle a ainsi considérablement augmenté la pression sur l'économie de guerre russe, en ciblant des secteurs essentiels tels que l'énergie, la finance et l'industrie de la défense, des zones économiques spéciales; que l'Union a également adopté des sanctions à l'encontre de ***pays et d'entités tiers en lien avec la guerre en Ukraine***;

Or. en

Amendement 534
Beata Szydło, Mariusz Kamiński

Proposition de résolution
Considérant BD

Proposition de résolution	*Amendement*
BD. considérant qu'au total, entre 2022 et 2025, l'Union a imposé 19 trains de sanctions de grande ampleur et sans précédent en réponse à l'agression militaire menée par la Russie contre l'Ukraine, qu'elle a ainsi considérablement augmenté la pression sur l'économie de guerre russe, en ciblant des secteurs essentiels tels que l'énergie, la finance et l'industrie de la défense, des zones économiques spéciales, ainsi que des complices et des profiteurs de sa guerre d'agression, et en mettant fin à la dépendance de l'Union à l'égard des importations de combustibles fossiles en provenance de Russie; que l'Union a également adopté des sanctions à l'encontre de la Biélorussie, de l'Iran et de la Corée du Nord en réponse au soutien qu'ils ont apporté à l'agression militaire menée par la Russie contre l'Ukraine.	BD. considérant qu'au total, entre 2022 et 2025, l'Union a imposé 19 trains de sanctions de grande ampleur et sans précédent en réponse à l'agression militaire menée par la Russie contre l'Ukraine, qu'elle a ainsi considérablement augmenté la pression sur l'économie de guerre russe, en ciblant des secteurs essentiels tels que l'énergie, la finance et l'industrie de la défense, des zones économiques spéciales, ainsi que des complices et des profiteurs de sa guerre d'agression, et en mettant fin à la dépendance de l'Union à l'égard des importations de combustibles fossiles en provenance de Russie; que l'Union a également adopté des sanctions à l'encontre de la Biélorussie, de l'Iran et de la Corée du Nord en réponse au soutien qu'ils ont apporté à l'agression militaire menée par la Russie contre l'Ukraine. ***qu'il convient de renforcer résolument ces mesures et d'éliminer les failles qui permettent de les contourner;***

Or. en

Amendement 535
Helmut Brandstätter, Cynthia Ní Mhurchú, Sandro Gozi, Sophie Wilmès, Petras Auštrevičius, Bart Groothuis

Proposition de résolution
Considérant BD

Proposition de résolution	*Amendement*
BD. considérant qu'au total, entre 2022 et ***2025***, l'Union a imposé ***19*** trains de sanctions de grande ampleur et sans précédent en réponse à l'agression militaire menée par la Russie contre l'Ukraine, qu'elle a ainsi considérablement augmenté	BD. considérant qu'au total, entre 2022 et ***2026***, l'Union a imposé ***20*** trains de sanctions de grande ampleur et sans précédent en réponse à l'agression militaire menée par la Russie contre l'Ukraine, qu'elle a ainsi considérablement augmenté

la pression sur l'économie de guerre russe, en ciblant des secteurs essentiels tels que l'énergie, la finance et l'industrie de la défense, des zones économiques spéciales, ainsi que des complices et des profiteurs de sa guerre d'agression, et en mettant fin à la dépendance de l'Union à l'égard des importations de combustibles fossiles en provenance de Russie; que l'Union a également adopté des sanctions à l'encontre de la Biélorussie, de l'Iran et de la Corée du Nord en réponse au soutien qu'ils ont apporté à l'agression militaire menée par la Russie contre l'Ukraine.	la pression sur l'économie de guerre russe, en ciblant des secteurs essentiels tels que l'énergie, la finance et l'industrie de la défense, des zones économiques spéciales, ainsi que des complices et des profiteurs de sa guerre d'agression, et en mettant fin à la dépendance de l'Union à l'égard des importations de combustibles fossiles en provenance de Russie; que l'Union a également adopté des sanctions à l'encontre de la Biélorussie, de l'Iran et de la Corée du Nord en réponse au soutien qu'ils ont apporté à l'agression militaire menée par la Russie contre l'Ukraine.
	Or. en

Amendement 536
Beata Szydło, Mariusz Kamiński

Proposition de résolution
Considérant BD bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	BD bis. considérant que des députés au Parlement européen ont demandé pendant plusieurs années la divulgation de documents internes de la Commission européenne relatifs à une ingérence présumée dans les affaires intérieures de la Slovénie; que ces efforts ont abouti à un arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne, qui a conclu que la Commission, agissant par l'intermédiaire de sa vice-présidente de l'époque, Věra Jourová, avait outrepassé ses compétences et avait exercé une influence sur la Cour constitutionnelle de la République de Slovénie d'une manière qui affectait la gouvernance de l'organisme public de radiodiffusion; que la Commission n'a pas garanti la transparence à la suite de l'arrêt, n'a pas divulgué les documents demandés, n'a pas pris de mesures correctives ou disciplinaires et n'a pas adopté de

garanties pour empêcher un comportement similaire à l'avenir; que les demandes répétées adressées à la présidente de la Commission pour des mesures de transparence et de suivi seraient restées sans réponse;

Or. en

Amendement 537
Beata Szydło, Mariusz Kamiński

Proposition de résolution
Considérant BD ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	BD ter. considérant que le parti communiste chinois poursuit un effort stratégique visant à remodeler l'ordre mondial de manière à rendre le monde plus vulnérable aux régimes autoritaires, notamment par des actions visant à corrompre, à déstabiliser et à affaiblir les systèmes démocratiques;

Or. en

Amendement 538
Beata Szydło, Mariusz Kamiński

Proposition de résolution
Considérant BD quater (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	BD quater. considérant que la Chine déploie un large «arsenal antidémocratique», comprenant la désinformation, la coercition économique, des opérations d'influence politique, des exportations de technologies de surveillance et la coopération avec d'autres régimes autoritaires, tout en exerçant ouvertement des pressions

militaires et politiques hostiles à l'encontre de Taïwan, pays démocratique;

Or. en

Amendement 539
Petar Volgin

Proposition de résolution
Considérant BE

Proposition de résolution	*Amendement*
BE. considérant que, depuis le 8 octobre 2024, le cadre de sanctions de l'Union ***a permis de cibler un large éventail d'activités hybrides menées par la Russie***, notamment ***la perturbation des processus électoraux et du fonctionnement des institutions démocratiques, les menaces contre les activités économiques, les services d'intérêt public et les infrastructures critiques, ainsi que leur sabotage, le recours à la désinformation coordonnée et aux activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger, les actes de cybermalveillance, l'instrumentalisation des migrants et d'autres activités déstabilisatrices***; ***que ce cadre a déjà conduit à sanctionner des dizaines de personnes et d'entités, y compris des oligarques, des propagandistes, des agents du renseignement militaire, des médias et des entreprises russes, pour avoir diffusé des discours pro-Kremlin, mené des actes de sabotage et porté atteinte aux processus démocratiques; que des mesures connexes permettent désormais à l'Union d'inclure le gel des avoirs, l'interdiction de voyager et la suspension des licences de radiodiffusion, ainsi que d'interdire les transactions financières et les transactions sur crypto-actifs liées à des activités hybrides;***	BE. considérant que, depuis le 8 octobre 2024, le cadre de sanctions de l'Union ***englobe des citoyens et des fonctionnaires russes***, notamment ***des représentants d'institutions russes, d'agences répressives et d'organisations commerciales***;

Or. en

Amendement 540
Jaroslav Bžoch, Marieke Ehlers

Proposition de résolution
Considérant BE

Proposition de résolution	*Amendement*
BE. considérant que, depuis le 8 octobre 2024, le cadre de sanctions de l'Union a permis de cibler un large éventail d'activités hybrides menées par la Russie, notamment la perturbation des processus électoraux et du fonctionnement des institutions démocratiques, les menaces contre les activités économiques, les services d'intérêt public et les infrastructures critiques, ainsi que leur sabotage, le recours à la désinformation coordonnée et aux activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger, les actes de cybermalveillance, l'instrumentalisation des migrants et d'autres activités déstabilisatrices; que ce cadre a déjà conduit à sanctionner des dizaines de personnes et d'entités, y compris des oligarques, des propagandistes, des agents du renseignement militaire, des médias et des entreprises russes, pour avoir diffusé des discours pro-Kremlin, mené des actes de sabotage et porté atteinte aux processus démocratiques; que des mesures connexes permettent désormais à l'Union d'inclure le gel des avoirs, l'interdiction de voyager et la suspension des licences de radiodiffusion, ainsi que d'interdire les transactions financières et les transactions sur crypto-actifs liées à des activités hybrides;	BE. considérant que, depuis le 8 octobre 2024, le cadre de sanctions de l'Union ***a été élargi et*** a permis de cibler un large éventail d'activités hybrides menées par la Russie, notamment la perturbation des processus électoraux et du fonctionnement des institutions démocratiques, les menaces contre les activités économiques, les services d'intérêt public et les infrastructures critiques, ainsi que leur sabotage, le recours à la désinformation coordonnée et aux activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger, les actes de cybermalveillance, l'instrumentalisation des migrants et d'autres activités déstabilisatrices; que ce cadre a déjà conduit à sanctionner des dizaines de personnes et d'entités, y compris des oligarques, des propagandistes, des agents du renseignement militaire, des médias et des entreprises russes, pour avoir diffusé des discours pro-Kremlin, mené des actes de sabotage et porté atteinte aux processus démocratiques; que des mesures connexes permettent désormais à l'Union d'inclure le gel des avoirs, l'interdiction de voyager et la suspension des licences de radiodiffusion, ainsi que d'interdire les transactions financières et les transactions sur crypto-actifs liées à des activités hybrides;

Or. en

Amendement 541
Petar Volgin

Proposition de résolution
Considérant BF

Proposition de résolution	*Amendement*
BF. considérant que, le 28 décembre 2024, le gouvernement russe a annoncé avoir «considérablement élargi» sa liste noire de citoyens et de fonctionnaires de l'Union, notamment à des représentants des institutions de l'Union, des gouvernements nationaux, des services répressifs et des organisations commerciales; ***que cette liste noire, qui cible les personnes promouvant les valeurs démocratiques et s'opposent à l'agression russe en Ukraine, vise à intimider et à faire taire certaines voix au moyen de restrictions opaques et arbitraires, souvent sans aucune notification formelle, justification, ni droit de recours;***	BF. considérant que, le 28 décembre 2024, le gouvernement russe a annoncé avoir «considérablement élargi» sa liste noire de citoyens et de fonctionnaires de l'Union, notamment à des représentants des institutions de l'Union, des gouvernements nationaux, des services répressifs et des organisations commerciales;

Or. en

Amendement 542
Beata Szydło, Mariusz Kamiński

Proposition de résolution
Considérant BF

Proposition de résolution	*Amendement*
BF. considérant que***, le 28 décembre 2024, le gouvernement russe a annoncé avoir «considérablement élargi» sa liste noire de citoyens et de fonctionnaires de l'Union, notamment à des représentants des institutions de l'Union, des gouvernements nationaux, des services répressifs et des organisations commerciales; que cette liste noire***, qui ***cible*** les personnes promouvant les valeurs démocratiques et ***s'opposent*** à l'agression	BF. considérant que ***le régime de Moscou recourt à des mesures telles que des mandats d'arrêt et des procédures par défaut***, qui ***ciblent*** les personnes ***s'opposant à sa posture impériale,*** promouvant les valeurs démocratiques et ***s'opposant*** à l'agression russe ***contre l'Ukraine, ainsi que les personnes qui luttent activement contre l'influence russe, y compris celle qui*** vise à intimider et à faire taire certaines voix au moyen de

russe ***en Ukraine,*** vise à intimider et à faire taire certaines voix au moyen de ***restrictions opaques et arbitraires***, souvent sans aucune notification formelle, justification, ni droit de recours;	***fausses accusations***, souvent sans aucune notification formelle, justification, ni droit de recours;

Or. en

Amendement 543
Danilo Della Valle, Konstantinos Arvanitis

Proposition de résolution
Considérant BF bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	BF bis. considérant que des préoccupations ont été exprimées concernant les sanctions introduites par la décision (PESC) 2024/2643 du Conseil et le règlement (UE) 2024/2642 du Conseil, qui visent à lutter contre la désinformation; que ces mesures de sanction sont adoptées par le Conseil sans garanties juridiques adéquates, sans procédure régulière ni contrôle judiciaire, alors même que leurs conséquences peuvent effectivement empêcher les personnes visées d'accéder au système financier et leur imposer des interdictions de voyager, limitant ainsi considérablement leur capacité à travailler et à exercer leur liberté de circulation; que le régime de sanctions ne s'est pas limité aux situations dans lesquelles il est clairement établi que les informations en question constituent de la désinformation et que cette désinformation contribue aux activités déstabilisatrices de la Russie, comme l'exige la charte, ce qui pourrait entraîner une violation de l'article 11 de celle-ci et présenter des risques particuliers pour le travail des journalistes;

Or. en

Amendement 544
Kim Van Sparrentak
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Considérant BF bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	BF bis. considérant que, le 5 décembre 2025, le gouvernement des États-Unis a publié sa nouvelle stratégie de sécurité nationale, qui définit sa nouvelle politique étrangère, y compris ses principes, ses priorités et ses relations avec différentes régions, notamment l'Europe et en particulier l'Union; que la stratégie de sécurité nationale des États-Unis décrit les activités de l'Union comme «portant atteinte à la liberté politique» et reflète une nouvelle politique sans précédent des États-Unis visant à «cultiver, au sein des nations européennes, la résistance à la trajectoire actuelle de l'Europe»;

Or. en

Amendement 545
Nathalie Loiseau, Sandro Gozi, Sophie Wilmès, Cynthia Ní Mhurchú, Bart Groothuis, Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Considérant BF bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	BF bis. considérant que, le 23 décembre 2025, le gouvernement des États-Unis a annoncé des sanctions à l'encontre de cinq Européens (britanniques, français et allemands) les empêchant d'obtenir un visa pour se rendre aux États-Unis; que cette décision a été prise sur la base d'accusations

trompeuses de censure numérique; que, en réponse, la Commission a rappelé l'autonomie réglementaire de l'Union et de ses États membres et la nécessité de la défendre contre des ingérences similaires afin d'empêcher la propagation de la désinformation et des discours de haine à travers l'Europe;

Or. en

Amendement 546
Stefano Cavedagna

Proposition de résolution
Considérant BF bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	BF bis. considérant que la Turquie, partenaire clé de l'OTAN, occupe toujours près de 40 % de l'île de Chypre depuis 1974 et est accusée de violations répétées de son espace aérien;

Or. en

Amendement 547
Kim Van Sparrentak
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Considérant BF ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	BF ter.considérant que, le 23 décembre 2025, le gouvernement des États-Unis a imposé des sanctions sous forme d'interdiction de visa à cinq citoyens européens, dont l'ancien commissaire européen Thierry Breton et quatre militants anti-désinformation basés en Allemagne et au Royaume-Uni; que, le 22 janvier 2026, la Conférence

européenne des Présidentes et Présidents de Parlement a rejeté la décision des autorités états-uniennes d'interdire l'octroi de visas aux cinq citoyens européens, estimant qu'il s'agissait d'un dangereux précédent pour l'indépendance des institutions européennes et d'une atteinte à la souveraineté réglementaire de l'Union;

Or. en

Amendement 548
Kim Van Sparrentak
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Considérant BF quater (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	BF quater. considérant que le gouvernement Trump a annoncé son intention de soutenir les organisations ou groupes de réflexion européens qui s'inscrivent dans sa stratégie de sécurité nationale visant à provoquer un changement de régime dans le contexte des célébrations du 250e anniversaire de l'indépendance du pays; que des représentants du département d'État se sont rendus en Europe afin de rencontrer et de soutenir financièrement des organisations européennes qui cherchent à saper les politiques gouvernementales; que ces efforts visaient spécifiquement la loi britannique sur la sécurité en ligne (Online Safety Act) et le règlement sur les services numériques de l'Union; que l'administration Trump a publiquement soutenu les efforts du Premier ministre hongrois Viktor Orbán visant à refuser des sanctions plus sévères contre la Russie ou l'indépendance européenne vis-à-vis du gaz russe;

Or. en

Amendement 549
Jaroslav Bžoch, Marieke Ehlers

Proposition de résolution
Considérant BG

Proposition de résolution	*Amendement*
BG. considérant que les menaces hybrides, l'ingérence étrangère et les campagnes de désinformation se sont muées en crises complexes, à grande échelle et intersectorielles, ayant des effets néfastes sur la sûreté et la sécurité, le bien-être des citoyens et le fonctionnement de la société et de l'économie dans son ensemble; que cela constitue un défi majeur pour les affaires intérieures de l'Union et déstabilise les institutions démocratiques dans l'ensemble des États membres, comme le montre l'agression de la Russie contre l'Ukraine;	BG. considérant que les menaces hybrides, l'ingérence étrangère et les campagnes de désinformation se sont muées en crises complexes, à grande échelle et intersectorielles, ayant des effets néfastes sur la sûreté et la sécurité, le bien-être des citoyens et le fonctionnement de la société et de l'économie dans son ensemble; que cela constitue un défi majeur pour les affaires intérieures de l'Union et déstabilise les institutions démocratiques dans l'ensemble des États membres, comme le montre l'agression de la Russie contre l'Ukraine; ***que l'évolution de l'utilisation des outils numériques et des techniques de désinformation reflète de plus en plus les schémas caractéristiques de la criminalité organisée au-delà de la sphère politique, notamment la commercialisation coordonnée de ventes frauduleuses de biens et de services, la publicité trompeuse pour des produits inexistants et les stratagèmes frauduleux de collecte de fonds, y compris la sollicitation de dons pour des causes caritatives fictives;***

Or. en

Amendement 550
Kim Van Sparrentak
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Considérant BG

Proposition de résolution	*Amendement*
BG. considérant que les menaces hybrides, l'ingérence étrangère et les campagnes de désinformation se sont muées en crises complexes, à grande échelle et intersectorielles, ayant des effets néfastes sur la sûreté et la sécurité, le bien-être des citoyens et le fonctionnement de la société et de l'économie dans son ensemble; que cela constitue un défi majeur pour les affaires intérieures de l'Union et déstabilise les institutions démocratiques dans l'ensemble des États membres, comme le montre l'agression de la Russie contre l'Ukraine;	BG. considérant que les menaces hybrides, l'ingérence étrangère et les campagnes de désinformation se sont muées en crises complexes, à grande échelle et intersectorielles, ayant des effets néfastes sur la sûreté et la sécurité, le bien-être des citoyens et le fonctionnement de la société et de l'économie dans son ensemble; que cela constitue un défi majeur pour les affaires intérieures de l'Union et déstabilise les institutions démocratiques dans l'ensemble des États membres, comme le montre l'agression de la Russie contre l'Ukraine; ***que, dans certains cas, des données sensibles ont été utilisées à des fins de publicité ciblée afin d'atteindre les jeunes hommes ukrainiens avec de la désinformation russe visant à les dissuader de s'enrôler dans l'armée et à saper leur moral;***

Or. en

Amendement 551
Petar Volgin

Proposition de résolution
Considérant BG

Proposition de résolution	*Amendement*
BG. considérant que les menaces hybrides, l'ingérence étrangère et les campagnes de désinformation ***se*** sont ***muées en*** crises complexes, à grande échelle et intersectorielles***,*** ayant des ***effets néfastes sur la sûreté et la sécurité, le bien-être des citoyens et le fonctionnement de la société et de l'économie dans son ensemble; que cela constitue un défi majeur pour les affaires intérieures de l'Union et déstabilise les institutions démocratiques dans l'ensemble des États membres, comme le montre l'agression de la Russie contre***	BG. considérant que les menaces hybrides, l'ingérence étrangère et les campagnes de désinformation sont ***souvent présentées dans le domaine public comme des*** crises complexes, à grande échelle et intersectorielles ayant des ***conséquences sociétales et économiques considérables, malgré le nombre limité de preuves observables étayant de telles caractérisations systémiques dans la pratique; que ces récits sont de plus en plus souvent invoqués comme cadres explicatifs qui risquent de détourner l'attention du déclin économique***

l'Ukraine;	***structurel au sein de l'Union et de la diminution de la pertinence géopolitique de l'Union***;

Or. en

Amendement 552
Beata Szydło, Mariusz Kamiński

Proposition de résolution
Considérant BG

Proposition de résolution	*Amendement*
BG. considérant que les menaces hybrides, l'ingérence étrangère et les campagnes de désinformation se sont muées en crises complexes, à grande échelle et intersectorielles, ayant des effets néfastes sur la sûreté et la sécurité, le bien-être des citoyens et le fonctionnement de la société et de l'économie dans son ensemble; que cela constitue un défi majeur pour ***les affaires intérieures de l'Union et déstabilise les institutions démocratiques dans l'ensemble des États membres***, comme le montre l'agression de la Russie contre l'Ukraine;	BG. considérant que les menaces hybrides, l'ingérence étrangère et les campagnes de désinformation se sont muées en crises complexes, à grande échelle et intersectorielles, ayant des effets néfastes sur la sûreté et la sécurité, le bien-être des citoyens et le fonctionnement ***des institutions,*** de la société et de l'économie dans son ensemble; que cela constitue un défi majeur pour ***le futur de l'Europe***, comme le montre l'agression de la Russie contre l'Ukraine;

Or. en

Amendement 553
Danilo Della Valle, Konstantinos Arvanitis

Proposition de résolution
Considérant BG

Proposition de résolution	*Amendement*
BG. considérant que ***les menaces hybrides,*** l'ingérence étrangère et les campagnes de désinformation se sont muées en crises complexes, à grande échelle et intersectorielles, ayant des effets néfastes sur la sûreté et la sécurité, le bien-	BG. considérant que l'ingérence étrangère et les campagnes de désinformation se sont muées en crises complexes, à grande échelle et intersectorielles, ayant des effets néfastes sur la sûreté et la sécurité, le bien-être des

être des citoyens et le fonctionnement de la société et de l'économie dans son ensemble; que cela constitue un défi majeur pour les affaires intérieures de l'Union et déstabilise les institutions démocratiques dans l'ensemble des États membres, comme le montre l'agression de la Russie contre l'Ukraine;

citoyens et le fonctionnement de la société et de l'économie dans son ensemble; que cela constitue un défi majeur pour les affaires intérieures de l'Union et déstabilise les institutions démocratiques dans l'ensemble des États membres, comme le montre l'agression de la Russie contre l'Ukraine;

Or. en

Amendement 554
Sandra Kalniete

Proposition de résolution
Considérant BG bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	BG bis. considérant que la Russie n'a pas reconnu son rôle dans le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, n'a pas assumé sa responsabilité pour les atrocités commises dans les territoires occupés par l'Union soviétique et n'a pas offert réparation aux victimes; que, contrairement aux crimes commis par le régime nazi, les crimes et génocides commis par les dictatures communistes en Europe au XX^{e} siècle n'ont pas fait l'objet d'une évaluation et d'une condamnation juridiques et politiques internationales pleines et entières, ce qui a contribué à l'instrumentalisation de l'histoire sous le régime de Poutine en Russie;

Or. en

Amendement 555
Nathalie Loiseau, Sandro Gozi, Cynthia Ní Mhurchú, Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Considérant BG bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	BG bis. considérant que les outils permettant de discréditer et de vérifier les informations relatives à l'ingérence étrangère et à la désinformation ont été détournés par des acteurs étatiques et non étatiques malveillants; que, par exemple, l'Union a été accusée d'ingérence électorale en Pologne par des acteurs étrangers et pro-russes, notamment originaires de Biélorussie; que la logique de vérification des faits a également été détournée par des acteurs russes, qui prétendent désormais «vérifier les faits»;

Or. en

Amendement 556
Helmut Brandstätter, Cynthia Ní Mhurchú, Sandro Gozi, Petras Auštrevičius, Bart Groothuis

Proposition de résolution
Considérant BG bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	BG bis. considérant qu'un brigadier général iranien à la retraite, Mohsen Rafikdust, a accusé Téhéran d'avoir assassiné l'ancien Premier ministre iranien Shapur Bakhtiar et le commandant militaire Gholam Ali Oveissi en France il y a plus de 30 ans, ainsi que d'avoir tué Fereidun Farrokhsad, opposant au gouvernement, en Allemagne en 1992;

Or. en

Amendement 557
Nathalie Loiseau, Sandro Gozi, Cynthia Ní Mhurchú, Bart Groothuis, Petras Auštrevičius

Proposition de résolution

Considérant BG ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	BG ter. considérant que l'opération russe Overload a ciblé les élections polonaises de 2025, alléguant des menaces terroristes autour du vote, instrumentalisant la migration, ciblant les réfugiés ukrainiens et tentant de saper la confiance dans les institutions polonaises; que TikTok, Youtube, X et Facebook ont publié des vidéos interférant avec les élections polonaises, et que les pages signalées n'ont pas été retirées; que Radio Belarus a diffusé des vidéos visant à affaiblir la confiance dans l'institution démocratique en Pologne au cours du processus électoral;

Or. en

Amendement 558
Nathalie Loiseau, Sandro Gozi, Cynthia Ní Mhurchú, Bart Groothuis, Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Considérant BG quater (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	BG quater. considérant que le site topsportnews[.]co[.]uk a publié 26 faux articles générés par l'IA diffusant de la désinformation au cours de la campagne, y compris sur de fausses suspensions de candidats ou de faux changements de date; que ces articles ont été partagés via un compte Facebook suspect lié au Nigeria et via un compte Facebook anonyme; que ces comptes visaient à détourner le trafic et les revenus publicitaires; que le site est lié à une société italienne de publicité gérée par des personnes liées au Nigeria; que l'amplification algorithmique via des groupes Facebook a permis à ce contenu

d'atteindre jusqu'à 25 000 personnes;

Or. en

Amendement 559
Petar Volgin, Christine Anderson

Proposition de résolution
Considérant BH

Proposition de résolution	*Amendement*
BH. considérant qu'une préparation civile et militaire efficace ***nécessite une*** approche globale***,*** intégrant l'ensemble de la société***,*** l'ensemble du gouvernement ***et tous les types de risques; que cette approche doit associer les autorités nationales des États membres, les institutions, organes et organismes de l'Union, ainsi que les entreprises, les universités, la société civile et les citoyens***; ***que cet effort doit s'accompagner d'investissements à long terme, d'une prospective stratégique et de l'intégration de la résilience dans l'élaboration des politiques, le développement des infrastructures, les systèmes éducatifs et les chaînes d'approvisionnement;***	BH. considérant qu'une préparation civile et militaire efficace ***doit reposer sur l'existence d'une menace militaire réelle et démontrable plutôt que sur des scénarios de risque hypothétiques ou artificiels; que ce n'est que dans de telles conditions qu'une*** approche globale intégrant l'ensemble de la société ***et*** l'ensemble du gouvernement ***peut être considérée comme réaliste et justifiée***;

Or. en

Amendement 560
Tomáš Zdechovský

Proposition de résolution
Considérant BH

Proposition de résolution	*Amendement*
BH. considérant qu'une préparation civile et militaire efficace nécessite une approche globale, intégrant l'ensemble de la société, l'ensemble du gouvernement et tous les types de risques; que cette	BH. considérant qu'une préparation civile et militaire efficace nécessite une approche globale, intégrant l'ensemble de la société, l'ensemble du gouvernement et tous les types de risques; que cette

approche doit associer les autorités nationales des États membres, les institutions, organes et organismes de l'Union, ainsi que les entreprises, les universités, la société civile et les citoyens; que cet effort doit s'accompagner d'investissements à long terme, d'une prospective stratégique et de l'intégration de la résilience dans l'élaboration des politiques, le développement des infrastructures, les systèmes éducatifs et les chaînes d'approvisionnement;	approche doit associer les autorités nationales des États membres, les institutions, organes et organismes de l'Union, ainsi que les entreprises, les universités, la société civile et les citoyens; que cet effort doit s'accompagner d'investissements à long terme ***qui correspondent de manière réaliste à l'ampleur du défi, ainsi que d'un déploiement coordonné et efficace des fonds***, d'une prospective stratégique et de l'intégration de la résilience dans l'élaboration des politiques, le développement des infrastructures, les systèmes éducatifs et les chaînes d'approvisionnement;
	Or. en

Amendement 561
Jaroslav Bžoch, Marieke Ehlers

Proposition de résolution
Considérant BH

Proposition de résolution	*Amendement*
BH. considérant qu'une préparation civile et militaire efficace nécessite une approche globale, intégrant l'ensemble de la société, l'ensemble du gouvernement et tous les types de risques; que cette approche doit associer les autorités nationales des États membres, les institutions, organes et organismes de l'Union, ainsi que les entreprises, les universités, la société civile et les citoyens; que cet effort doit s'accompagner d'investissements à long terme, d'une prospective stratégique et de l'intégration de la résilience dans l'élaboration des politiques, le développement des infrastructures, les systèmes éducatifs et les chaînes d'approvisionnement;	BH. considérant qu'une préparation civile et militaire efficace nécessite une approche globale, intégrant l'ensemble de la société, l'ensemble du gouvernement et tous les types de risques; que cette approche doit ***permettre le partage d'informations et de technologies et*** associer les autorités nationales des États membres, les institutions, organes et organismes de l'Union, ainsi que les entreprises, les universités, la société civile et les citoyens; que cet effort doit s'accompagner d'investissements à long terme, d'une prospective stratégique et de l'intégration de la résilience dans l'élaboration des politiques, le développement des infrastructures, les systèmes éducatifs et les chaînes d'approvisionnement;

Or. en

Amendement 562
Beata Szydło, Mariusz Kamiński

Proposition de résolution
Considérant BH

Proposition de résolution	*Amendement*
BH. considérant qu'une préparation civile et militaire efficace nécessite une approche globale, intégrant l'ensemble de la société, l'ensemble du gouvernement et tous les types de risques; que cette approche doit associer les autorités nationales des États membres**,** les institutions, organes et organismes de l'Union, ainsi que les entreprises, les universités, la société civile et les citoyens; que cet effort doit s'accompagner d'investissements à long terme, d'une prospective stratégique et de l'intégration de la résilience dans l'élaboration des politiques, le développement des infrastructures, les systèmes éducatifs et les chaînes d'approvisionnement;	BH. considérant qu'une préparation civile et militaire efficace nécessite une approche globale, intégrant l'ensemble de la société, l'ensemble du gouvernement et tous les types de risques; que cette approche doit associer les autorités nationales des États membres ***et faciliter la coopération avec*** les institutions, organes et organismes de l'Union, ainsi que les entreprises, les universités, la société civile et les citoyens; que cet effort doit s'accompagner d'investissements à long terme, d'une prospective stratégique et de l'intégration de la résilience dans l'élaboration des politiques, le développement des infrastructures, les systèmes éducatifs et les chaînes d'approvisionnement;

Or. en

Amendement 563
Helmut Brandstätter, Cynthia Ní Mhurchú, Sandro Gozi, Sophie Wilmès, Petras Auštrevičius, Bart Groothuis

Proposition de résolution
Considérant BI

Proposition de résolution	*Amendement*
BI. considérant que l'autonomisation des citoyens est essentielle à la résilience de la société et que la préparation doit inclure des outils concrets tels qu'une application d'alerte de crise à l'échelle de	BI. considérant que l'autonomisation des citoyens est essentielle à la résilience de la société**,** et ***qu'il est essentiel de veiller à ce que tous les citoyens aient accès à des informations fiables et accessibles en cas***

l'Union, un livret sur la préparation des ménages, ainsi que des campagnes de sensibilisation de grande envergure promouvant l'autosuffisance et la préparation aux crises;	***d'urgence, en particulier par l'intermédiaire des réseaux de radiodiffusion, afin d'assurer une préparation et une réaction efficaces aux crises, en permettant aux citoyens de réagir de manière appropriée en temps de crise; que la radio terrestre est présente dans l'ensemble de l'Union et reste souvent le seul moyen d'informer les citoyens en cas de catastrophe d'origine humaine ou naturelle;*** que la préparation doit inclure des outils concrets tels qu'une application d'alerte de crise à l'échelle de l'Union, un livret sur la préparation des ménages, ainsi que des campagnes de sensibilisation de grande envergure promouvant l'autosuffisance et la préparation aux crises ***auprès de tous les groupes d'âge et de toutes les catégories sociales***;

Or. en

Amendement 564
Sophie Wilmès, Sandro Gozi, Cynthia Ní Mhurchú, Helmut Brandstätter, Bart Groothuis

Proposition de résolution
Considérant BI

Proposition de résolution	*Amendement*
BI. considérant que l'autonomisation des citoyens est essentielle à la résilience de la société et que la préparation doit inclure des outils concrets tels qu'une application d'alerte de crise à l'échelle de l'Union, un livret sur la préparation des ménages, ainsi que des campagnes de sensibilisation de grande envergure promouvant l'autosuffisance et la préparation aux crises;	BI. considérant que l'autonomisation des citoyens est essentielle à la résilience de la société et que la préparation doit inclure des outils concrets tels qu'une application d'alerte de crise à l'échelle de l'Union, un livret sur la préparation des ménages, ainsi que des campagnes de sensibilisation de grande envergure promouvant l'autosuffisance et la préparation aux crises; ***qu'une préparation efficace doit également reposer sur la connaissance, l'éducation et, lorsque cela est approprié et proportionné, la formation continue, y compris l'éducation aux médias et au numérique, les***

compétences de pensée critique et l'accès à des informations fiables, afin de permettre aux citoyens non seulement de réagir aux situations d'urgence, mais aussi d'anticiper les risques, de reconnaître la manipulation et de contribuer activement à la résilience collective des sociétés démocratiques;

Or. en

Amendement 565
Petar Volgin, Christine Anderson

Proposition de résolution
Considérant BI

Proposition de résolution	*Amendement*
BI. considérant que l'autonomisation des citoyens est essentielle à la résilience de la société ***et que la préparation doit inclure des outils concrets tels qu'une application d'alerte de crise à l'échelle de l'Union, un livret sur la préparation des ménages, ainsi que des campagnes de sensibilisation de grande envergure promouvant l'autosuffisance et la préparation aux crises***;	BI. considérant que l'autonomisation des citoyens est essentielle à la résilience de la société;

Or. en

Amendement 566
Jaroslav Bžoch, Marieke Ehlers, Fidias Panayiotou

Proposition de résolution
Considérant BI

Proposition de résolution	*Amendement*
BI. considérant que l'autonomisation des citoyens est essentielle à la résilience de la société et que la préparation doit inclure des outils concrets tels qu'une application d'alerte de crise à l'échelle de	BI. considérant que l'autonomisation des citoyens est essentielle à la résilience de la société et que la préparation doit inclure des outils concrets tels qu'une application d'alerte de crise à l'échelle de

l'Union, un livret sur la préparation des ménages, ainsi que des campagnes de sensibilisation de grande envergure promouvant l'autosuffisance et la préparation aux crises;	l'Union, ***complétée par des formes d'alerte non numériques en cas de guerre, de panne d'électricité ou d'interruption de l'accès à internet,*** un livret sur la préparation des ménages ***élaboré en coopération avec les États membres***, ainsi que des campagnes de sensibilisation de grande envergure promouvant l'autosuffisance et la préparation aux crises;

Or. en

Amendement 567
Beata Szydło, Mariusz Kamiński

Proposition de résolution
Considérant BI

Proposition de résolution	*Amendement*
BI. considérant que ***l'autonomisation*** des citoyens est ***essentielle*** à la résilience de la société et que la préparation doit inclure des outils ***concrets*** tels qu'une application d'alerte de crise à l'échelle de l'Union, un livret sur la préparation des ménages, ainsi que des campagnes de sensibilisation de grande envergure promouvant l'autosuffisance et la préparation aux crises;	BI. considérant que ***le renforcement de la sensibilisation*** des citoyens est ***essentiel*** à la résilience de la société et que la préparation doit inclure ***des compétences et des connaissances pratiques dans le domaine de la protection civile, soutenues par*** des outils ***appropriés*** tels qu'une application d'alerte de crise à l'échelle de l'Union, un livret sur la préparation des ménages, ainsi que des campagnes de sensibilisation de grande envergure promouvant l'autosuffisance et la préparation aux crises;

Or. en

Amendement 568
Beata Szydło, Mariusz Kamiński

Proposition de résolution
Considérant BJ

Proposition de résolution	*Amendement*

BJ. considérant que la coopération civilo-militaire, les capacités à double usage et l'intégration de la préparation dans les programmes pédagogiques sont essentielles pour améliorer la préparation en matière de défense au moyen d'une formation ciblée, non seulement pour les travailleurs des secteurs critiques, tels que les pompiers, le personnel de santé et les fonctionnaires, mais aussi pour les acteurs de la société civile et le grand public;	BJ. considérant que la coopération civilo-militaire, les capacités à double usage et l'intégration de la préparation dans les programmes pédagogiques sont essentielles pour améliorer la préparation en matière de défense au moyen d'une formation ciblée, non seulement pour les travailleurs des secteurs critiques, tels que les pompiers, le personnel de santé et les fonctionnaires, mais aussi pour les acteurs de la société civile et le grand public; ***que moins de la moitié des citoyens de l'Union se déclarent prêts à défendre le pays dans lequel ils vivent, ce qui indique la nécessité d'accorder une plus grande attention à la promotion d'attitudes civiques et patriotiques fondées sur la responsabilité envers la communauté, la sensibilisation aux menaces et la compréhension du rôle des citoyens dans la sécurité du pays;***

Or. en

Amendement 569
Petar Volgin, Christine Anderson

Proposition de résolution
Considérant BJ

Proposition de résolution	*Amendement*
BJ. considérant que la coopération civilo-militaire, les capacités à double usage et l'intégration de la préparation dans les programmes pédagogiques sont essentielles pour améliorer la préparation en matière de défense au moyen d'une formation ciblée, non seulement pour les travailleurs des secteurs critiques, tels que les pompiers, le personnel de santé et les fonctionnaires, mais aussi pour les acteurs de la société civile et le grand public;	BJ. considérant que la coopération civilo-militaire, les capacités à double usage et l'intégration de la préparation dans les programmes pédagogiques sont essentielles pour améliorer la préparation en matière de défense au moyen d'une formation ciblée, non seulement pour les travailleurs des secteurs critiques, tels que les pompiers, le personnel de santé et les fonctionnaires, mais aussi pour les acteurs de la société civile et le grand public; ***que des approches similaires ont été largement appliquées en Europe centrale et orientale dans le cadre des modèles de «préparation***

totale» de l'ère soviétique;

Or. en

Amendement 570
Jaroslav Bžoch, Marieke Ehlers

Proposition de résolution
Considérant BK

Proposition de résolution	*Amendement*
BK. considérant que la souveraineté technologique et des écosystèmes numériques sécurisés, notamment des projets tels qu'IRIS² et le système de communication critique européen, sont indispensables pour maintenir le contrôle sur les canaux de communication essentiels et renforcer les infrastructures critiques;	BK. considérant que la souveraineté technologique et des écosystèmes numériques sécurisés, notamment des projets tels qu'IRIS² et le système de communication critique européen, sont indispensables pour maintenir le contrôle sur les canaux de communication essentiels et renforcer les infrastructures critiques***, ainsi que pour garantir l'autosuffisance énergétique, y compris le contrôle des infrastructures énergétiques***;

Or. en

Amendement 571
Nathalie Loiseau, Sandro Gozi, Sophie Wilmès, Cynthia Ní Mhurchú, Bart Groothuis, Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Considérant BK bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	BK bis. considérant que le maintien de la souveraineté européenne dans le secteur de la recherche, dans son acception la plus large, est essentiel pour garantir l'indépendance européenne, par exemple dans le secteur technologique; qu'il est également essentiel de maintenir une capacité d'analyse indépendante dans d'autres secteurs tels que l'apprentissage des langues, les études sur les droits de

l'homme et les études culturelles, afin d'éviter de perdre des capacités d'analyse nationales et de créer des dépendances à l'égard d'analyses biaisées dans certains pays; que, selon certaines informations, certaines universités du Royaume-Uni ont interrompu leurs études sur les droits de l'homme dans le domaine du travail forcé des Ouïgours à la suite de pressions exercées par la Chine;

Or. en

Amendement 572
Nathalie Loiseau, Sandro Gozi, Sophie Wilmès, Cynthia Ní Mhurchú, Bart Groothuis, Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Considérant BL

Proposition de résolution	*Amendement*
BL. considérant que la préparation dépend de la fluidité de la coopération entre les institutions, les agences, les États membres et les partenaires internationaux de l'Union, complétée par des exercices et des formations communs, des plateformes partagées sur la compréhension de la situation et un échange rapide d'informations;	BL. considérant que la préparation dépend de la fluidité de la coopération entre les institutions, les agences, les États membres et les partenaires internationaux de l'Union, complétée par des exercices et des formations communs, des plateformes partagées sur la compréhension de la situation et un échange rapide d'informations; ***que Taïwan, en tant que partenaire de premier plan en matière de connaissance de la situation, a organisé en juillet 2025 un vaste exercice impliquant l'ensemble de la société;***

Or. en

Amendement 573
Beata Szydło, Mariusz Kamiński

Proposition de résolution
Considérant BL bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	BL bis. considérant que, depuis 2016, l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) a déclaré publiquement que des actions hybrides à l'encontre d'un ou de plusieurs alliés pourraient conduire à une décision d'invoquer l'article 5 du traité de l'Atlantique Nord; que, conformément à la politique de l'OTAN, si l'Organisation est prête à aider tout allié confronté à des menaces hybrides dans le cadre de la défense collective, la responsabilité première de répondre à ces menaces ou attaques incombe au pays visé; que 23 des 27 États membres de l'Union sont également membres de l'OTAN; que l'Union devrait jouer un rôle de soutien et de complémentarité dans la lutte contre les menaces hybrides;

Or. en

Amendement 574
Beata Szydło, Mariusz Kamiński

Proposition de résolution
Considérant BL ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	BL ter. considérant qu'en juillet 2018, les dirigeants de l'OTAN ont convenu de créer des équipes de soutien à la lutte contre les menaces hybrides, qui fournissent une assistance sur mesure aux alliés, à leur demande, pour se préparer et réagir aux activités hybrides; que le coordonnateur spécial pour les menaces hybrides, un poste créé en 2025, sert de point de contact de haut niveau pour tous les travaux de l'OTAN en matière de lutte contre les menaces hybrides et veille à ce que la réponse de l'OTAN reste forte, efficace et cohérente; que, au niveau de l'Union, la HR/VP a un mandat central dans le domaine des

menaces hybrides et devrait rester la principale partenaire de l'Union avec l'OTAN dans ce domaine; que, ces dernières années, des inquiétudes ont été exprimées concernant les tentatives d'étendre les compétences de la Commission au détriment de la dimension intergouvernementale et de la HR/VP, ce qui a conduit à une centralisation accrue qui, en particulier dans le contexte de la réponse aux menaces hybrides, s'est avérée contre-productive;

Or. en

Amendement 575
Beata Szydło, Mariusz Kamiński

Proposition de résolution
Considérant BL quater (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	BL quater. considérant que la coopération est essentielle pour lutter contre les menaces hybrides; que le Centre européen d'excellence pour la lutte contre les menaces hybrides, situé à Helsinki, en Finlande, et soutenu par 32 pays participants ainsi que par l'OTAN et l'Union, sert de centre d'expertise et aide les pays participants à améliorer leurs capacités civiles et militaires, leur résilience et leur état de préparation pour lutter contre les menaces hybrides; que de nombreuses institutions et structures spécialisées ont été créées par les États membres dans ce domaine; qu'une reconnaissance particulière devrait être accordée au travail de longue date des structures spécialisées au sein du SEAE, ainsi qu'au Centre d'excellence de l'OTAN pour la communication stratégique à Riga; qu'il n'est pas nécessaire de créer d'autres organes qui se chevauchent ou de centraliser ces fonctions au sein de la Commission

lorsque des structures efficaces existent déjà;

Or. en

Amendement 576
Petar Volgin, Christine Anderson

Proposition de résolution
Considérant BM

Proposition de résolution	*Amendement*
BM. considérant que, pour parvenir à une résilience crédible et à un niveau suffisant de préparation civile et de défense, il est nécessaire de recourir à des investissements massifs***, de renforcer*** la base technologique et industrielle de l'Europe et de réduire les dépendances stratégiques; que ***cet effort nécessite d'explorer de nouveaux mécanismes de financement ciblés***;	BM. considérant que, pour parvenir à une résilience crédible et à un niveau suffisant de préparation civile et de défense, il est nécessaire de recourir à des investissements massifs ***dans*** la base technologique et industrielle ***fragmentée et détériorée*** de l'Europe et de réduire les dépendances stratégiques; que ***la base industrielle européenne est actuellement confrontée à une crise structurelle importante, marquée par une désindustrialisation rapide, des coûts énergétiques élevés et un environnement réglementaire qui n'a pas réussi à encourager suffisamment les investissements***;

Or. en

Amendement 577
Christophe Gomart

Proposition de résolution
Considérant BM

Proposition de résolution	*Amendement*
BM. considérant que, pour parvenir à une résilience crédible et à un niveau suffisant de préparation civile et de défense, il est nécessaire de recourir à des investissements massifs, de renforcer la	BM. considérant que, pour parvenir à une résilience crédible et à un niveau suffisant de préparation civile et de défense, il est nécessaire de recourir à des investissements massifs, de renforcer la

base technologique et industrielle de l'Europe et de réduire les dépendances stratégiques; que cet effort nécessite d'explorer de nouveaux mécanismes de financement ciblés;	base technologique et industrielle de l'Europe et de réduire les dépendances stratégiques***, en particulier dans le domaine du numérique*** ; que cet effort nécessite d'explorer de nouveaux mécanismes de financement ciblés;

Or. fr

Amendement 578
Jaroslav Bžoch, Marieke Ehlers, Virginie Joron, Fabrice Leggeri

Proposition de résolution
Considérant BM

Proposition de résolution	*Amendement*
BM. considérant que, pour parvenir à une résilience crédible et à un niveau suffisant de préparation civile et de défense, il est nécessaire de recourir à des investissements massifs, de renforcer la base technologique et industrielle de l'Europe et de réduire les dépendances stratégiques; que cet effort nécessite d'explorer de nouveaux mécanismes de financement ciblés;	BM. considérant que, pour parvenir à une résilience crédible et à un niveau suffisant de préparation civile et de défense, il est nécessaire de recourir à des investissements massifs, de renforcer la base technologique et industrielle de l'Europe et de réduire les dépendances stratégiques ***à l'égard des pays tiers***; que cet effort nécessite d'explorer de nouveaux mécanismes de financement ciblés;

Or. en

Amendement 579
Nathalie Loiseau, Sandro Gozi, Sophie Wilmès, Cynthia Ní Mhurchú, Bart Groothuis, Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Considérant BM bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	BM bis. considérant que les diasporas de l'Union jouent un rôle essentiel dans la vie démocratique, en transmettant et en interprétant des informations, en établissant des liens entre les espaces civiques et les réseaux

transnationaux et en contribuant à un débat public éclairé; que leurs diverses pratiques de collecte d'informations et de communication sont essentielles au pluralisme, mais qu'elles peuvent être exploitées par des acteurs étrangers cherchant à façonner des discours ou à réprimer la dissidence; que les acteurs étrangers adaptent les stratégies de manipulation de l'information aux publics de la diaspora, en localisant les contenus, en exploitant les affinités culturelles, linguistiques et identitaires et en intégrant les discours dans les médias et les médias sociaux de la diaspora afin de renforcer la crédibilité et d'influencer les perceptions; que ces tactiques peuvent inclure des campagnes ciblées sur les médias sociaux, une amplification artificielle, l'exploitation des canaux de communication communautaires et la formulation de discours qui font écho aux questions liées à la patrie ou aux identités transnationales, façonnant ainsi les opinions et affaiblissant la cohésion démocratique au sein de l'Union; qu'une telle ingérence nuit à la cohésion sociale, à la confiance dans les institutions démocratiques et à l'intégrité du discours public;

Or. en

Amendement 580
Jaroslav Bžoch, Marieke Ehlers, Fabrice Leggeri

Proposition de résolution
Considérant BM bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	BM bis. considérant que ce rapport est formulé en termes trop généraux, ce qui permet de poursuivre un large éventail de mesures et d'objectifs, qu'ils soient positifs ou négatifs, au titre de sa formulation; que les informations

fournies dans la communication du comité mixte du 12 novembre 2025, qui expose les éléments fondamentaux de l'approche envisagée par la Commission européenne, ne sont ni reflétées ni abordées de manière substantielle dans ce rapport;

Or. en

Amendement 581
Michał Wawrykiewicz, Bartłomiej Sienkiewicz, Mika Aaltola, Tomas Tobé, Sandra Kalniete, Eszter Lakos, Tomáš Zdechovský

Proposition de résolution
Considérant BM bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	BM bis. considérant que le bouclier européen de la démocratie vise à répondre aux menaces croissantes et en constante évolution qui pèsent sur les systèmes démocratiques, y compris les ingérences extérieures, la désinformation et les attaques hybrides, et que son efficacité, son adaptabilité et le maintien d'un niveau d'ambition élevé nécessitent par conséquent un processus de révision continu et structuré;

Or. en

Amendement 582
Kim Van Sparrentak
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Considérant BM bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	BM bis. considérant que l'Union a adopté un instrument anticoercitif, qui est entré en vigueur le 27 décembre 2023,

afin de protéger l'Union et ses États membres contre la coercition économique exercée par des pays tiers;

Or. en

Amendement 583
Juan Ignacio Zoido Álvarez

Proposition de résolution
Considérant BM bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	BM bis. considérant que les mécanismes de lutte contre la désinformation ne doivent pas être utilisés à mauvais escient pour centraliser le contrôle gouvernemental sur les flux d'information ou exercer une pression politique sur les médias et la société civile;

Or. en

Amendement 584
Fidias Panayiotou

Proposition de résolution
Considérant BM bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	BM bis. considérant qu'une protection efficace des processus démocratiques nécessite non seulement une législation solide, mais aussi un contrôle démocratique continu de sa mise en œuvre au niveau de l'Union et au niveau national;

Or. en

Amendement 585

Jaroslav Bžoch, Marieke Ehlers, Virginie Joron, Fabrice Leggeri, Fidias Panayiotou

Proposition de résolution
Considérant BM ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	BM ter. considérant que les citoyens ont le droit de se forger et d'exprimer leur propre opinion; qu'il ne devrait pas exister de réseau de soi-disant vérificateurs de faits financés directement ou indirectement par la Commission européenne et chargés de déterminer ce qui constitue une information vraie ou fausse, ou de décider ce qui peut ou ne peut pas être dit; que cela revient à agir en tant qu'arbitres de la vérité et à limiter le débat public légitime;

Or. en

Amendement 586
Fidias Panayiotou

Proposition de résolution
Considérant BM ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	BM ter. considérant que les initiatives indépendantes et communautaires de vérification des faits jouent un rôle de plus en plus important dans la lutte contre la désinformation en ligne et dans la promotion de l'éducation aux médias sur le terrain;

Or. en

Amendement 587
Jaroslav Bžoch, Marieke Ehlers, Virginie Joron, Fabrice Leggeri

Proposition de résolution
Considérant BM quater (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	BM quater. considérant que le financement à l'intention de la société civile n'est pas transparent et que les institutions de l'Union ont refusé à plusieurs reprises de publier des informations complètes et détaillées sur ce financement; que certaines organisations se présentant comme la «société civile» s'emploient principalement à influencer le débat public et l'opinion publique et cherchent systématiquement à façonner les processus électoraux dans l'Union et les États membres;

Or. en

Amendement 588
Jaroslav Bžoch, Marieke Ehlers, António Tânger Corrêa, Virginie Joron, Fabrice Leggeri, Fidias Panayiotou

Proposition de résolution
Considérant BM quinquies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	BM quinquies. considérant que le concept d'activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger ne doit pas être utilisé comme prétexte pour la surveillance de masse, le profilage ou d'autres formes de surveillance interne des citoyens européens, ni pour restreindre la liberté d'expression et le débat démocratique, ni comme outil de censure déguisé en politiques de «lutte contre la désinformation»;

Or. en

Amendement 589

Jaroslav Bžoch, Marieke Ehlers, António Tânger Corrêa, Virginie Joron, Fabrice Leggeri, Fidias Panayiotou

Proposition de résolution
Considérant BM sexies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	BM sexies. considérant que les mesures les moins intrusives devraient toujours être privilégiées lors de la protection des valeurs démocratiques et de la lutte contre la désinformation et l'ingérence étrangère, dans le plein respect des droits fondamentaux, de la proportionnalité et de la subsidiarité;

Or. en

Amendement 590
Jaroslav Bžoch, Virginie Joron, Fabrice Leggeri

Proposition de résolution
Considérant BM septies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	BM septies. considérant que le débat démocratique nécessite le pluralisme politique et une véritable diversité d'opinions; que les discours politiques et médiatiques qui divisent artificiellement la société en camps opposés tels que «démocrates contre extrémistes», «pro-Europe contre anti-Europe» ou «pro-Occident contre pro-Russie» sapent la cohésion sociale, stigmatisent les positions politiques légitimes et faussent le processus démocratique;

Or. en

Amendement 591
Jaroslav Bžoch, Marieke Ehlers, Virginie Joron, Fabrice Leggeri

Proposition de résolution
Considérant BM octies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	BM octies. considérant que ce rapport, ainsi que d'autres initiatives de la Commission européenne et la communication conjointe connexe, risquent d'ouvrir la voie à un transfert progressif de compétences des États membres vers l'Union, renforçant ainsi les pouvoirs de la Commission au détriment de la souveraineté nationale; qu'une telle évolution porte atteinte aux principes de subsidiarité et de proportionnalité et risque de compromettre l'équilibre institutionnel prévu par les traités; que cet équilibre institutionnel doit être préservé;

Or. en

Amendement 592
Jaroslav Bžoch, Marieke Ehlers, António Tânger Corrêa, Virginie Joron, Fabrice Leggeri

Proposition de résolution
Considérant BM nonies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	BM nonies. considérant que les États membres restent les premiers responsables de la sécurité nationale et disposent de leurs propres services de renseignement et de police; que les organes et mécanismes existants de l'Union dans le domaine de la coopération policière et de la coopération entre les États membres et les agences de l'Union sont déjà en place;

Or. en

Amendement 593
Jaroslav Bžoch, Marieke Ehlers

Proposition de résolution
Considérant BM decies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	BM decies. considérant les traités et l'acquis de l'Union;

Or. en

Amendement 594
Jaroslav Bžoch, Marieke Ehlers, Virginie Joron, Fabrice Leggeri

Proposition de résolution
Considérant BM undecies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	BM undecies. considérant que des évolutions géopolitiques sont en cours, notamment la propagation de discours déstabilisateurs et d'opérations d'influence à l'échelle mondiale;

Or. en

Amendement 595
Jaroslav Bžoch, Marieke Ehlers, Virginie Joron, Fabrice Leggeri, Fidias Panayiotou

Proposition de résolution
Considérant BM duodecies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	BM duodecies. considérant que les organisations de la société civile peuvent jouer un rôle légitime dans le débat démocratique; que des inquiétudes ont toutefois été exprimées quant à l'influence croissante des «ONG politiques» agissant en tant qu'acteurs de la sensibilisation dans le processus

politique; que ces organisations peuvent, dans certains cas, poursuivre des objectifs politiques comparables à ceux des partis politiques sans être soumises aux mêmes exigences en matière de transparence, de responsabilité et de contrôle démocratique; que le manque de transparence totale en ce qui concerne leurs sources de financement, y compris les financements étrangers ou indirects, peut saper la confiance du public, fausser la prise de décision démocratique et ouvrir la voie à une influence indue; que la sauvegarde de la démocratie exige que l'influence politique dans l'Union soit transparente et soumise à des règles claires, tout en respectant pleinement la liberté d'association et la liberté d'expression;

Or. en